

mobilisation

Bilan d'un travail militant dans une grande entreprise



MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée par des militants œuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes.

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes et individus progressistes et d'œuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs militants d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçu comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes et des militants œuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

• • •

Pour abonnements et correspondance, vous adresser à:

MOBILISATION
a.s. Librairie progressiste,
1867 Amherst, Montréal,
tél.: 522-1373

A Paris vous trouverez **MOBILISATION** à la librairie **LA JOIE DE LIRE**, 40 rue St-Séverin, Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.

Courrier de la deuxième classe — Enregistrement no.3390

SOMMAIRE

Servir le peuple. Bilan d'un travail militant dans une grande entreprise	2
La grève de Murdochville	17
La FTQ	25
L'AFL-CIO et l'impérialisme américain, le rôle du syndicalisme américain au Chili.	26
Les grèves sont l'école de la guerre, par October League	29
La Parti Communiste des Etats-Unis et les syndicats durant les années '30	31
Losovsky: Programme d'action syndicale	34
L'aristocratie ouvrière aux Etats-Unis sous le contrôle du mouvement syndical	41
Extraits de Lénine sur les syndicats	43

les éditions mobilisation

Apprendre à vaincre — De coup d'Etat militaire à la résistance populaire au Chili.....	\$0.50
Les comités de travailleurs.....	\$0.50
L'impérialisme - cahier de formation par le CRIQ.....	\$0.50
Le mouvement ouvrier américain.....	\$0.25
Quelques aspects du Début d'un mouvement socialiste à Montréal.....	\$0.50

à paraître bientôt!!!

• *Luttes et organisations de femmes au Québec.*

Mobilisation a réuni plusieurs textes déjà publiés dans la revue ainsi que dans le journal *Québécoises Debouttes*, et qui portent sur diverses expériences de lutte de travailleuses et de femmes en milieu populaire. Cette brochure pourra être utile pour les militants et les militantes qui veulent se rappeler quelques expériences sur ce sujet d'une importance cruciale pour le mouvement progressiste québécois.

RECUEIL D'ARTICLES PARUS DANS *MOBILISATION* entre 1969 et 1971. Cette anthologie de la plupart des articles publiés au cours des cinq premiers numéros de la revue *Mobilisation*, constitue un apport important à une meilleure connaissance du développement du mouvement révolutionnaire au Québec. La publication de *Mobilisation* était assumée à cette époque par les militants du **Front de Libération Populaire (FLP)**. Chaque article est introduit en le situant dans la conjoncture de l'époque. La publication est prévue pour le début du printemps.

AVANT-PROPOS

Le thème abordé dans ce numéro concerne le travail militant dans le milieu syndical. Nous avons voulu toucher certains points de cette vaste réalité sans prétendre clarifier tous les aspects en quantité ni en qualité. Plusieurs points essentiels demeurent donc à préciser et l'ampleur du sujet nous ouvre des perspectives de travail considérables pour l'avenir à court et à long terme.

Le texte qui constitue le centre du numéro est celui qui l'ouvre. Dans ce bilan, des militants ouvriers révolutionnaires de Montréal ont tenté de systématiser leurs expériences et de dégager quelques grandes leçons sur ce sujet. Leur participation aux luttes, leurs efforts d'organisation des éléments combattifs, leurs interventions politiques et leur analyse du mouvement révolutionnaire constituent une source très riche d'enseignements.

L'histoire du mouvement ouvrier au Québec est remplie de luttes héroïques dont la fameuse grève de Murdochville en Gaspésie en 1957. Cette lutte qui se termina en un échec retentissant pour le mouvement syndical illustre très concrètement les effets du syndicalisme d'affaires et de la collaboration de classe. Les Métallurgistes Unis d'Amérique qui en 1957 dirigeaient cette grève, ont peu changé depuis. Le texte historique nous permet de comprendre pourquoi et comment.

Mais le syndicalisme d'affaire reste puissant, particulièrement en Amérique du nord avec la puissante AFL-CIO, qui comme nous pouvons le constater, ne se contente pas de trahir les ouvriers américains, mais intervient directement avec l'impérialisme yankee pour réprimer les luttes des peuples comme au Chili durant la période de l'Unité Populaire et lors du coup militaire du 11 septembre 1973.

Aux Etats-Unis, malgré la puissance des syndicats réactionnaires, des militants révolutionnaires s'organisent dans la classe ouvrière et tentent de donner une direction juste aux luttes économiques. Le petit texte de l'October League, une organisation nationale marxiste-léniniste, illustre ces efforts des révolutionnaires pour développer un programme d'action et se lier aux masses. Cet effort des révolutionnaires américains ne date pas d'aujourd'hui. Durant les années '30 et immédiatement après la guerre, le Parti Communiste des Etats-Unis prit l'initiative de développer de nombreuses luttes ouvrières dans ce pays. Ces efforts sont l'objet de la réflexion d'un vieux révolutionnaire américain qui constate l'échec de la stratégie communiste aux Etats-Unis.

Les expériences du mouvement communiste international concernant le travail syndical constituent un précieux trésor pour les révolutionnaires d'aujourd'hui. Nous avons entrepris de reproduire une série de textes de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge dont la première tranche vous est ici livrée avec ce texte de Losovsky.

Un des phénomènes les plus importants du capitalisme à son stade impérialiste est le renforcement considérable de l'aristocratie ouvrière, cette fraction minoritaire et privilégiée de la classe ouvrière qui joue souvent le rôle d'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier et syndical. Le texte américain que nous présentons là-dessus s'applique généralement à notre situation au Québec où les révélations récentes d'une commission d'enquête sur les syndicats de la construction nous ont montré quelques facettes seulement de ce type particulier de "syndicalisme".

Finalement, nous reproduisons certains extraits de l'ouvrage immortel de Lénine, "La maladie infantile du communisme - Le gauchisme" dont les passages sur le syndicalisme guident les communistes du monde entier depuis un demi-siècle.

Comme toujours, nous invitons les lecteurs militants à nous écrire. Pour ceux qui seraient intéressés, nous avons produit un questionnaire pour en savoir plus long sur nos lecteurs. Ce questionnaire a été envoyé aux abonnés et distribué aux gens touchés par la revue. Vous pouvez l'obtenir en nous écrivant et ainsi contribuer à nous donner une image plus claire de notre public et de nous permettre de réajuster notre travail en conséquence.

Pour finir, nous souhaitons à tous nos lecteurs une prochaine année bien remplie et pleine de succès dans leur travail militant!

Le comité de rédaction.



SERVIR LE PEUPLE

Bilan d'un travail militant dans une grande entreprise

INTRODUCTION

Le bilan qui suit a été entièrement conçu, réalisé et écrit pour diffusion large par un groupe de militants révolutionnaires de la région de Montréal. Nous avons décidé de reproduire ce texte intégralement pour sa grande valeur en ce qu'il tente de systématiser les acquis politiques d'un travail militant dans une grande entreprise de production. Pour ceux qui seraient intéressés, il est possible de contacter ce groupe par l'intermédiaire de *Mobilisation*. De plus, nous encourageons fortement les lecteurs et les groupes militants à nous soumettre leurs écrits, ceci dans le but de permettre à la revue de remplir adéquatement son rôle d'échange et de clarification pour les révolutionnaires au Québec.

Mobilisation

... Notre devoir, c'est d'être responsables envers le peuple. Chacune de nos paroles, chacun de nos actes et chacune de nos mesures politiques doivent répondre aux intérêts du peuple, et si des erreurs sont commises, elles devront être corrigées...

Mao Tsé-toung

1. L'Entreprise

L'USINE

Située dans la périphérie de Montréal, cette usine employait jusqu'à dernièrement plus de 600 travailleurs. L'entreprise est un gros monopole américain et l'usine en question est orientée en fonction de l'assemblage et la fabrication de multiples produits.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Comparativement à plusieurs entreprises du type, les conditions de travail en ce qui concerne la santé, la sécurité, l'hygiène sont relativement bonnes. La compagnie a aussi instauré avec grands renforts de publicité le français comme langue de travail (plus de 80% des cadres francophones). A cause de la faiblesse du syndicat (nous y reviendrons), les travailleurs ne sont protégés par aucune clause d'ancienneté (concernant promotions, changements d'affectations et d'horaires...). Il n'y a pas non plus la sécurité d'emploi.

Mais c'est au niveau du rythme de travail, des cadences que la compagnie se rattrape surtout. Les cadences sont généralement infernales, et la surveillance sur les lignes très répressive. Pour augmenter encore plus la division entre les travailleurs, la compagnie a instauré un plan boni par lequel les plus productifs augmentent considérablement leur salaire. La répression est généralement très forte, avec des caméras de télévision et de multiples gardes de sécurité pour surveiller chaque faits et gestes des travailleurs.

LES TRAVAILLEURS

Durant la dernière année, la compagnie embauche plusieurs jeunes qui rajeunissent considérablement la force de travail en ramenant son âge moyen à environ 35 ans. A cause de l'absence d'ancienneté, la division entre âges n'est pas très forte. Plus de 85% des travailleurs sont des québécois francophones, et plus de 90% des hommes. Les femmes sont concentrées dans quelques départements où le travail est à la pièce et les salaires peu élevés. Pour l'ensemble des travailleurs, les salaires varient autour de \$3.60. Les travailleurs sont divisés par départements (ou chaînes d'assemblage) et supervisés directement par un "lead-hand" sorte d'assistant-contremaître qui joue le rôle

2. Une première expérience: le comité d'information

L'oppression des travailleurs dans la shop et le vide syndical allaient provoquer chez les masses un désir de s'organiser et de lutter. En mai, '73, quelques travailleurs prennent l'initiative d'initier sur des bases autonomes un comité d'information. Ce sont des travailleurs expérimentés pour la plupart, qui connaissent l'usine et cherchent spontanément un moyen de s'organiser. Leurs objectifs à ce moment sont de revitaliser le syndicat et d'éventuellement en prendre le contrôle. Ils sont conscients de la nécessité de

du petit boss tout en étant syndiqué. De plus des "group-leader" qui sont sous la direction des "lead-hand" occupent sur les chaînes les poste de contrôle de la production ce qui leur permet de pouvoir rapporter tout ce qui se passe sur la ligne. Cette très grande surveillance s'explique par le fait d'une combativité spontanée et inorganisée parmi les travailleurs qui prend parfois des formes violentes, en particulier le sabotage de la ligne ce qui cause de multiples arrêts et des erreurs de fabrication. La solidarité est forte sur les lignes, la conscience d'être des rouages d'un même processus de travail et d'une même exploitation, en particulier chez les travailleurs de nuit qui à cause de leur nombre plus réduit et des conditions de surveillance relâchés ont plus de chances de se tenir ensemble.

Au moment de l'intervention, la compagnie est en pleine expansion: embauche, augmentation de la production (cadences), ouverture de nouvelles lignes. Cette situation, combinée à l'inflation qui réduit de presque un tiers les salaires des travailleurs en deux ans, provoque parmi les masses un sentiment de mécontentement et de combativité devant le fait de l'écart grandissant entre d'une part la prospérité évidente de la compagnie, et d'autre part, la détérioration du niveau de vie des travailleurs. De plus, la compagnie, face à son expansion (augmentation de 9.4% des ventes et de 19.8% de ses profits nets) est dans une position difficile pour s'engager dans une lutte. Cela risque de lui coûter gros.

LE SYNDICAT

L'autre facteur principal qui joue en faveur de la compagnie est le syndicat. Celui-ci n'est qu'une structure d'oppression et de répression des travailleurs. Complètement indépendant de la base (il n'y a plus d'assemblée générale, plus d'informations, plus de consultations à la base...), le syndicat est contrôlé par une clique dont l'objectif demeure d'obtenir des postes de contremaîtres et de "lead-hand" en collaborant au maximum avec la compagnie. Aucune mesure de démocratie même formelle n'existe plus, le syndicat est vendu et corrompu jusqu'à la moëlle, il n'est qu'en fait qu'une extension du service du personnel de la compagnie.

de discuter avec les patrons. La collaboration avec la compagnie est la ligne de conduite directrice.

Le moyen privilégié par les travailleurs militants est le journal. On pense nécessaire de préparer le terrain et de répandre parmi les travailleurs l'idée qu'il est possible de changer la situation. On intervient aussi lors des assemblées syndicales, sur les problèmes de la shop, le comportement patronal, les conditions de santé et de sécurité, les luttes des autres travailleurs... Le journal est bien accueilli, mais sa production et sa préparation ne dépasse pas le cadre d'un groupe très restreint de travailleurs qui en assument aussi complètement la diffusion aux portes de la shop.

Le comité d'information se développe de facto comme une sorte d' "opposition syndicale". Alors qu'au début, l'exécutif prend une attitude d'ignorance méprisante face au comité d'information, il commence après quelques mois à lui répliquer d'autant plus que les militants interviennent de plus en plus lors des assemblées syndicales en contestant même la constitution du syndicat (dans des débats complexes et longs qui laissent assez indifférents les travailleurs, mais qui mettent en danger la crédibilité du syndicat).

Selon l'orientation nationaliste de gauche des militants, le journal aborde des questions comme celle de la langue française, expliquant le caractère unilinguiste de leur intervention. Utilisant cette question, l'exécutif s'arrange pour faire signer une pétition dans la shop réclamant que le journal soit publié en anglais aussi! Cette manoeuvre grossière réussit à faire déborder le cadre du débat et à faire passer les membres du comité d'information comme une bande de nationalistes radicaux qui s'identifient au PQ et à la "sale politique". Cette question de la langue éclatera lors d'une assemblée syndicale qui se terminera dans le chahut et le désordre, ce qui permettra à l'exécutif de passer à l'offensive.*

À la fin de l'été, le syndicat prépare un référendum: il réclame: l'abolition des assemblées générales, l'abolition du comité d'information, le prolongement de son mandat et carte-blanc pour la négociation du prochain contrat. Une bonne partie des travailleurs voteront contre ces propositions anti-démocratiques et réactionnaires. Mais la majorité les approuvera, identifiant le comité d'information comme un groupe d'agitateurs, de gueulars et de nationalistes

3. Intervention militante

En décembre 73, un militant révolutionnaire s'implante dans l'entreprise. L'enquête générale sur l'usine avait révélé des conditions d'organisation favorables, compte tenu du nombre de travailleurs, le type de production, la combativité spontanée.

Il importe à ce moment-ci de tracer l'orientation politique de ce militant et le cadre de travail dans lequel il milite. Ce militant comme tant d'autres a fait son "stage" dans le mouvement étudiant des années 1968-70 dont il a retiré un certain bagage d'activisme et d'expériences non systématisées. Ce militant a ensuite décidé de s'implanter dans une petite shop durant la période de repli après la crise d'octobre et il y a entrepris un travail de syndicalisation. C'est aussi dans ce cheminement qu'il en est venu à des contacts avec des groupes politiques par le biais de l'appareil syndical et qu'il est par la suite devenu membre du CAP St-Jacques en 1973. Quand il décide de

péquistes qui veulent mettre de la politique dans le syndicat... Au même moment, plusieurs membres du comité d'information sont congédiés pour divers motifs (ils seront par la suite ré-engagés après des victoires sur les griefs), mais cette répression coupe court à toutes possibilités de contre-attaques. Les sympathisants du comité d'information sont ainsi démobilisés et c'est une période noire pour plusieurs mois.

Ainsi, l'initiative du comité d'information se terminera par un grave échec, démobilisant les travailleurs combattifs et renforçant le pouvoir de la réaction. Pour analyser l'échec, il importe de rappeler le contexte objectif de la shop. La répression y est forte, les structures syndicales complètement intégrés à la réaction. Quant aux militants, ils n'ont pas l'orientation stratégique ni non plus de cadres de travail permanents qui leur permettent d'évaluer et de diriger leur travail. Ce sont des travailleurs combattifs et progressistes dont l'objectif est de transformer le syndicat, améliorer les conditions de travail, etc... En bref, ils ne sont pas capables de se fixer des tâches à court, moyen et long terme, et de se donner un cadre de travail pour prendre les divers moyens qui s'imposent. Ils n'ont pas de perspective révolutionnaire. De plus, l'emphase mise sur le journal dès le début exerce une certaine coupure entre un groupe restreint qui diffuse des idées, et la masse des travailleurs combattifs de la shop qui sont ouverts au journal, mais qui lui sont extérieurs. Les militants du comité d'information ne leur propose rien de pratique, aucun moyen pour s'organiser maintenant. Autrement dit, il n'y a pas de cadre organisationnel capable de mobiliser et d'organiser véritablement la combativité ouvrière qui reste dans l'arrière-plan laissant sur le devant de la scène un petit groupe qui parle bien et fort, mais qui est seul et faible. Cette erreur sera fatale au comité d'information. La compagnie et le syndicat, combinant leurs efforts, ne rateront pas leurs chances et les élimineront

* L'idéologie nationaliste des travailleurs du comité d'information sera en partie responsable de l'affrontement et amènera les militants à ne pas saisir correctement l'enjeu de la lutte.

s'implanter dans une grande entreprise, c'est donc déterminé en grande partie par ce cheminement et les notions de stratégie et de tactique qu'il possède sont influencées par ce qu'on appellera le courant des Caps.

Avant de voir plus concrètement comment ces conceptions sont à l'oeuvre au début du processus d'implantation, il est important de resituer le contexte. Au moment où il s'implante (décembre 73), ce mouvement des Caps est en train de s'éteindre. Trois grandes orientations sont en débat à ce moment et l'issue du débat provoquera la disparition de l'organisation. L'orientation dominante qui se dégage s'appuie sur la dite théorie de l'"implantation" et de la mise sur pied de comités de travailleurs. Concentrée principalement dans le secteur "travail" des Caps, cette orientation dégage un contenu empiriste et économiste;

• **empiriste**, en ce qu'elle refuse d'analyser les tâches globales des militants révolutionnaires, et surtout de les

placer par rapport à un objectif stratégique et des conditions tactiques, sous prétexte de briser avec le théoricisme et le dogmatisme. Cette orientation se définit elle-même comme suit: bâtir une organisation sur la base de comités de travailleurs locaux regroupant des travailleurs avancés et des militants socialistes;

• **économiste**, cette orientation l'est aussi en ce qu'elle présente la perspective de développement du mouvement révolutionnaire comme exclusivement centré sur des tâches d'organisation et de propagande autour des luttes économiques et syndicales, refusant d'entamer les tâches essentielles de formation, d'éducation et d'organisation politique des éléments marxistes-léninistes. Cette orientation est alors dominante malgré le fait qu'elle soit exprimée comme telle par une infime minorité de militants des Caps.

Mais ce qui explique sa domination, c'est le fait que les militants marxistes-léninistes sont dans une période de suivisme et de passivité par rapport au débat politique. Cette deuxième orientation, que nous qualifierons de révolutionnaire, caractérise la très grande majorité du mouvement des Caps ainsi que du secteur "travail". Ces militants ont compris qu'il est nécessaire de pénétrer profondément dans les masses, de se lier à leurs luttes et de proposer aux travailleurs des alternatives organisationnelles immédiates et de masse (les comités de travailleurs). En ce sens ils sont d'accord avec l'objectif tactique des comités de travailleurs mis de l'avant par la direction économiste. Cependant, et c'est dans ce sens qu'ils se distinguent de la direction, ils désirent placer cette tactique dans la perspective stratégique, c'est-à-dire par rapport à l'édification du parti ouvrier révolutionnaire. De plus, ils pensent qu'il est important de renforcer et de développer l'organisation de l'avant-garde, l'organisation révolutionnaire que constitue potentiellement le mouvement des Caps. Pourtant, à cette époque, ce qui caractérise plusieurs militants révolutionnaires, c'est une sorte d'abandon du débat et de la lutte idéologique. De facto, ils abandonnent la direction du travail à la tendance de droite. Cette grave erreur indique la profondeur de pénétration des idées réformistes. Elle s'explique aussi par la présence d'une troisième grande orientation présente dans le mouvement des Caps.

Cette orientation, basée au début dans les secteurs "scolaire" et "quartier" des Caps, et plus tard consolidée autour du journal **En Lutte** et du **Comité de solidarité avec les luttes ouvrières**, développera ce que nous appellerons une conception "propagandiste" de l'édification du parti. Ces militants, réagissant avec raison contre les conceptions de droite véhiculées par la tendance directrice des Caps, développeront l'idée que la tâche principale à l'étape actuelle est la propagation des idées socialistes parmi les éléments avancés du peuple. Ils ne saisiront donc pas le progrès en voie de réalisation dans le processus d'implantation des militants et de la mise sur pied d'organisations de lutte de masse dans les entreprises, et préféreront centrer leur travail de l'extérieur des entreprises (ou de l'intérieur) dans des activités de propagande et d'agitation larges. Ces activités, quoique très importantes dans le contexte, avaient pour effet de marginaliser le mouvement révolutionnaire par rapport à la classe ouvrière et à réduire le travail militant à un travail d'"appui" à la lutte. Ce qui pour les militants révolutionnaires était erroné et qu'il fallait combattre selon le principe marxiste-léniniste de la direction des masses:

"...Recueillir les idées des masses et les concentrer, puis les retransmettre aux masses afin qu'elles les

appliquent fermement, et parvenir ainsi à élaborer de justes idées pour le travail de direction: telle est la méthode fondamentale de direction, au cours du processus de concentration des idées et de leur ferme application, il faut lier l'appel général à une direction concrète dans tel ou tel secteur particulier... il faut à partir de nombreux cas de direction concrète, formuler des idées générales (appel général), les mettre à l'épreuve dans beaucoup d'unités différentes... puis concentrer les nouvelles expériences (en faire le bilan) et élaborer les directives nouvelles pour guider partout les masses..." (Mao, A propos des méthodes de direction)

Le débat entre ces tendances, qui prendra faussement l'allure d'un débat entre le secteur "travail" et les secteurs "scolaire" et "quartier" dégènera en des querelles de mots dont les principaux responsables seront les tenants de l'orientation droitiste et économiste qui refusaient de clarifier leurs positions et d'assumer correctement le débat. Dans cette situation, le mouvement se désagrège. La direction économiste des Caps saborde l'organisation en lui retirant ses pouvoirs décisionnels pour se retrancher dans un comité d'étude qui devient bientôt un comité de direction d'une nouvelle organisation (ce qui deviendra le **Regroupement des Comités de Travailleurs-RCT**). Mais en plus de saborder l'organisation, cette orientation économiste a tendance à nuire considérablement au travail d'implantation locale en ne traçant pas de perspectives stratégiques et en n'encadrant pas le travail des militants.

Ainsi le militant révolutionnaire qui s'implante dans cette période a tendance à reproduire les déviations présentes au sein de l'organisation. En pratique, l'empirisme et l'économisme se manifeste principalement de deux façons. D'abord, absence de perspective stratégique. Il n'y a pas de guide stratégique au travail: avec qui travailler? selon quelles priorités? comment transformer des travailleurs combattifs en cadres ouvriers révolutionnaires? comment lier propagande? agitation et organisation? comment articuler travail d'usine et travail de quartier? etc... Cette absence de stratégie se combine au fait de l'absence quasi totale de formation politique et d'encadrement du travail. Les noyaux du secteur "travail" ne font pas un véritable travail d'encadrement des pratiques et de formation de militants. Ceux-ci sont laissés à eux-mêmes dans leur milieu où ils ont tendance à répéter les erreurs les plus grossières réalisées plusieurs fois ailleurs. D'où absence de perspectives tactiques. Les comités de travailleurs ne deviennent qu'une idée générale et passablement abstraite si l'on ne prend pas la peine d'analyser systématiquement le milieu pour voir comment réaliser tactiquement cet objectif de regroupement des éléments combattifs. Or, ce rôle, qui aurait été le rôle de l'organisation, qui doit guider les militants concrètement, n'est pas le rôle qui est mis de l'avant par la direction économiste des Caps. Le résultat est que les militants n'ont pas de direction politique. Les idées véhiculées par le mouvement (implantation, comités de travailleurs) ne sont que des grands corps sans subsistance et ne constituent pas de guide concret.

Au moment de son implantation, le militant révolutionnaire est placé dans cette situation. Il amorce un travail de contact et de relation dans la shop. Il établit un plan d'enquête. Mais sa perspective s'arrête là. De plus, il est grandement accaparé par les luttes interminables au sein du mouvement et la grande confusion qui en ressort

n'est pas pour l'aider dans son travail. Mais le dénouement approche. Au début de l'année '74, la direction de droite tente d'en finir avec le débat et de dissoudre les Caps ainsi que le secteur "travail" en justifiant ce geste par la nécessité de se mettre au niveau des travailleurs. Alors qu'une partie importante des Caps et du secteur "travail" acceptent de suivre une fois de plus cette grave erreur, plusieurs militants révolutionnaires décident de répliquer à cette conception et de maintenir des noyaux de militants marxistes-léninistes tout en poursuivant et en approfondissant leur travail d'implantation parmi les masses. Les militants révolutionnaires coupent avec la direction économiste qui sera à la base de la naissance du RCT (qui continue toutefois de regrouper plusieurs militants révolutionnaires de la base).

Durant la fin de l'hiver et le début du printemps, ce sera ainsi une période de reconstruction de regroupements révolutionnaires, sur la base d'une critique des erreurs passés et d'une élaboration des perspectives de travail. Dans

4. La Grève

L'ASSEMBLEE SYNDICALE

Dès le début, on sent que l'attitude de l'exécutif n'est pas "appréciée" par les travailleurs, qui sont venus en masse (plus des 2/3, soit 400), dont une bonne centaine sont restés jusqu'à la fin, des plus jeunes comme des plus vieux. Le mécontentement est exprimé par plusieurs dizaines de travailleurs.

Le militant révolutionnaire lui a longement préparé son intervention. Centré sur une explication d'ordre économique (profits de la compagnie, inflation...), son intervention dégage aussi des appels à l'organisation à la base et une dénonciation en règle de l'exécutif syndical. Le militant déclare qu'il est possible de s'organiser puisque d'autres travailleurs le font. L'intervention a beaucoup d'effets. L'explication économique montre clairement la



l'entreprise en question, la reconstruction de noyaux révolutionnaires permettra au militant de commencer à encadrer son travail: bilan, enquête, interventions. Ainsi, à la fin du printemps, des événements surviennent à l'usine. L'exécutif syndical, qui s'était vu confier le mandat de négocier le prochain contrat, est à la veille de présenter le projet de convention. Ce projet de convention est (dans tous ses aspects) ridicule et méprisant pour les travailleurs. Les augmentations proposées aboutissent dans les faits à une réduction de salaire (compte tenu de l'inflation). L'exécutif se prépare à présenter ce projet de convention comme une grande victoire. Devant ce fait, le militant prépare une intervention pour l'assemblée générale qui doit avoir lieu à la mi-juin. Il sait que le climat dans la shop est tendu et que plusieurs travailleurs manifestent l'intention de contester la validité du contrat proposé. Il veut intervenir pour se lier à ces travailleurs combattifs et amorcer avec eux un travail d'organisation et de formation.

malhonnêteté du syndicat et la rapacité de la compagnie. Spontanément, plusieurs travailleurs en sont à ce point choqués qu'ils proposent le débrayage, d'autres mettant de l'avant des journées d'étude. Le climat est extrêmement chaud, le combativité des travailleurs semble exploser après des années de retenue. Un simple discours de dix minutes est le détonateur de la conflagration. Même le militant est surpris de l'ampleur de la réaction. L'exécutif syndical devant la vague de fond plie et malgré quelques tentatives d'étouffer le mouvement, laisse les travailleurs s'exprimer et on vote à l'unanimité le débrayage pour le lendemain.

LA GREVE

Perçu dès le départ comme "leader", le militant assume le soir même et le lendemain matin une direction effective des opérations. Des piquets sont mis sur pied, et malgré le fait qu'aucune pression n'est exercée contre les travailleurs qui veulent entrer, plus du tiers (soit 300) restent aux portes de l'usine. L'exécutif syndical fait la navette entre la compagnie et les travailleurs devant la porte. Le mouvement de grève possède à ce moment un caractère spontané et inorganisé qu'il n'est pas possible de transformer en quelques heures. Ni l'exécutif, ni la compagnie, ni le militant, ni les travailleurs n'ont prévu cette situation. Ainsi, les travailleurs se massent aux portes de l'usine et ne savent pas très bien ce qu'il faut faire.

Réunis dans une salle proche de la shop, les travailleurs (quelques 200 présents) décident de mettre sur pied un comité provisoire chargé de constituer un cadre d'organisation temporaire. Dans les deux jours qui suivront, ce comité provisoire dirigé par des travailleurs combattifs et le militant révolutionnaire assumera la direction de la lutte. Des assemblées sur le contrat sont organisées, regroupent de 250 à 500 travailleurs. L'explication économique y est dite et redite, en insistant sur le fait que le contrat proposé aboutit dans les faits à une diminution de salaires (compte tenu de l'inflation).

Quant au militant, il met des efforts à faire ressortir une explication politique de la lutte. Les aspects de la lutte sont expliqués en termes de classes, de même que la

question de l'impérialisme américain qui contrôle les usines du Québec. L'insistance est aussi mise sur la critique du syndicalisme d'affaires et la nécessité de la démocratie et de la combativité syndicale. Les exemples des travailleurs de Firestone et de Gypsum sont présentés aux travailleurs. Le militant se charge aussi de faire venir un film sur les luttes ouvrières au Québec, présenté par un groupe militant qui fait aussi ressortir les aspects politiques de la lutte économique. En gros, ce travail d'explication demeure juste, au niveau de l'intervention et du milieu. Toutefois ce contenu juste masque une erreur grave que commet le militant à ce moment: il ne propose pas de formes organisationnelles immédiates capables de regrouper la masse des travailleurs combattifs de la shop et d'amorcer dès cet instant un processus d'organisation et de démocratisation syndicale par "en bas". Ainsi le militant commet à sa façon la même erreur que les militants de l'ex-comité d'information. Les idées qu'ils présente sont justes, elles sont bien accueillies par la masse des gars. Toutefois, on ne propose rien à court terme pour changer la situation d'une manière organisée. Les travailleurs combattifs participeront à la grève sans qu'aucune cadre organisationnel à court et à moyen terme ne leur soit proposé. Ils resteront ainsi passifs devant les événements même si leur combativité spontanée n'attendait qu'un cadre pour pouvoir s'exprimer.

Pendant ce temps, l'exécutif ne perdait pas son temps. Il revient avec la question du contrat et prépare un vote sur la question. Le vote sera tenu non seulement pour les travailleurs de la shop, mais pour plusieurs centaines d'autres qui appartiennent au même local et qui sont dispersés dans plusieurs shops de la province! On a tout prévu. Ainsi, l'inévitable se produit et le contrat est ratifié à 70%. Il sera impossible de savoir si la majorité des travailleurs de l'usine refusèrent les offres, mais il est fort probable qu'une majorité ou au moins une très forte minorité votèrent contre le contrat.

5. Tentatives de regroupement

Le recul temporaire après la grève spontanée n'empêche pas le travail de se poursuivre. Malgré la répression, un travail de contacts s'intensifie particulièrement auprès des travailleurs combattifs identifiés durant la lutte. L'idée de former un comité de travailleurs demeure, mais sans contenu élaboré. Est-ce une organisation de masse la plus large? Faut-il distinguer entre les éléments combattifs, les éléments progressistes (les nationalistes de gauche) et les socialistes? etc... Un tract est distribué à une vingtaine de travailleurs combattifs dans le but de constituer un premier regroupement. On mélange généralement les objectifs à court et à long terme. De plus, on surestime la conscience des travailleurs combattifs en leur proposant immédiatement un cadre de travail global. Ainsi, plutôt que de partir du niveau des masses et de leurs idées, de les systématiser et de leur donner une forme organisationnelle, le militant arrive avec ses propres idées (former un comité de travailleurs) qu'il tente de plaquer de façon mécanique sur le milieu. Cette conception activiste des choses sera dominante durant cette période et aboutira à des graves erreurs.

Pendant ce temps, la reconstitution des noyaux marxistes-léninistes s'effectue non sans douleurs et tâtonnements. La critique du mouvement des Caps n'est pas une

Durant ce temps, la compagnie elle non plus ne chôme pas. Un plan de répression est tracé et dès la rentrée, mis en application. A la rentrée, les contremaîtres commencent par resserrer le contrôle sur les retards, l'application des règlements, le contrôle de la production. Quelques travailleurs combattifs sont congédiés pour sabotage. Agissant de façon isolée et spontanée, ces travailleurs sont faciles à repérer et à réprimer. Une masse de détectives privés envahissent l'usine pour interroger plusieurs dizaines de travailleurs. On leur montre des photos prises durant la grève, on leur pose des questions, qui sont les leaders, etc... Le militant est aussi interrogé et on lui pose des questions d'ordre politique. Il est clair que les flics de l'usine ont des informations et qu'ils complètent leurs dossiers. On lui demande de signer une déclaration, ce qu'il refuse. Mais toute cette histoire sent mauvais. La compagnie a un plan d'ensemble, ce qui n'est pas le cas pour les travailleurs. De plus ces interrogatoires suscitent la crainte et la division parmi les travailleurs. Pour le moment (dans les semaines qui suivront la grève), il n'y a pas encore de répression massive (congédiements, etc...), mais tout est mis en place. D'une certaine façon, le résultat de la lutte est un peu le même que l'expérience du comité d'information. Il y a un recul, parce qu'on a pas su poser la question de l'organisation des éléments combattifs. On s'est contenté de diffuser des idées sans voir comment concrètement dans le milieu les mettre en pratique. Pourtant, à cause de la présence du militant révolutionnaire, ces erreurs sont réduites (il y a quand même des contacts suivis entre certains groupes de travailleurs). De plus la conscience des travailleurs a franchi un certain bond, principalement à cause des explications politiques durant la grève. Pourtant, le véritable travail reste à faire. C'est ce qui sera tenté durant l'été et l'automne.

UN PREMIER REGROUPEMENT

Malgré ces erreurs, le travail avance tout de même. Une dizaine de travailleurs répondent à l'appel. On présente d'abord le bilan de la lutte de juin dont la conclusion se termine par les propositions suivantes: "Il est donc proposé la formation d'un comité de travailleurs rejoignant les travailleurs qui ont manifesté une volonté de

s'organiser. Ce comité verrait dans un premier temps à se poser des objectifs communs. Ces objectifs pouvant être à court terme, unification du groupe et critique du syndicalisme... Les objectifs à long terme seraient : définir c'est quoi un comité des travailleurs et son rôle, étudier la possibilité de mettre sur pied un comité de sympathisants, mettre sur pied un journal d'information et viser à mener la lutte prochaine lors des élections à l'exécutif... "

Face à ce beau programme, les travailleurs présents sont bien d'accord, mais comment le réaliser, et surtout, par où commencer? Les tâches proposées par le militant se résument en fait à court terme à étudier. Partir du point de vue des masses plutôt que de partir de notre propre point de vue aurait sans doute été plus sage. Et d'ailleurs, les masses expriment des idées. Certains travailleurs présents à ce premier regroupement suggèrent de passer une pétition revendiquant la tenue d'assemblées générales régulières du syndicat. Cette proposition aurait sans doute permis de mobiliser les travailleurs sur une tâche à court terme, sans compter le fait que la reprise des assemblées aurait permis une ouverture pour s'exprimer. Mais cette proposition est refusée par le militant. Celui-ci déclare qu'une telle action (faire signer des pétitions) a un caractère trop légaliste et suiviste par rapport au syndicat. Ses arguments l'emportent

6. Le Journal

Suite à cet échec, le travail est de plus en plus conçu comme un travail de l'avant-garde qui va vers les travailleurs. Cette conception trouve une formule parfaite dans un projet de journal d'usine produit par un petit noyau de quatre (deux militants révolutionnaires et deux travailleurs très avancés — en voie de transformation en cadres ouvriers révolutionnaires). Ainsi l'activisme se combine en pratique au propagandisme, c'est-à-dire à l'erreur consistant à réduire l'activité militante à un travail de diffusion d'idées. Les quatre travailleurs (dont les deux militants) qui forment le noyau du journal constituent donc une entité très peu liée à la masse des travailleurs à un niveau autre qu'informel et amical.

Ces erreurs, en plus de découler du cheminement spécifique du militant révolutionnaire, sont accentuées du fait de la venue d'un autre militant politique. Or ce militant s'inscrit dans cette orientation politique "gravitant" autour de journal *En Lutte*. Bien qu'il désire situer son travail parmi les masses de l'entreprise dans une perspective juste (l'édification du parti ouvrier révolutionnaire), il reproduit au sein du groupe les déviations politiques qui caractérisent cette orientation et ces militants. (Ainsi est-il normal que ce militant appuie l'initiative de développer le projet de journal qu'il conçoit comme un moyen de diffuser des idées justes dans l'usine.) Cependant, pour lui, la question de l'organisation n'est pas ou très peu présente.

Au niveau de fonctionnement du noyau de l'entreprise, il y a aussi beaucoup d'insistance sur des tâches de formation et d'éducation, ce qui n'est pas mauvais en soi, mais qui dans les circonstances présentes, justifie un certain recul par rapport aux masses et aux tâches militantes d'organisation qu'il aurait fallu assumer. D'autre part, ce programme de formation permettrait tout de même d'agrandir la perspective des deux militants et des deux travailleurs du groupe*.

Enfin, mais sans véritablement convaincre les travailleurs présents. Ceux-ci résistent passivement en ne montrant que peu d'intérêt pour le programme formulé et en insistant sur le fait de la faiblesse quantitative du groupe face aux puissants ennemis que constituent la compagnie et le syndicat. Ainsi, lors des autres réunions de premier regroupement, le nombre des travailleurs se réduit encore: de dix, on passe à six, dont le militant révolutionnaire et un autre militant politique qui vient d'entrer à l'usine. L'échec de cette première tentative de regroupement, au lieu de permettre une remise en question véritable du travail, conduit à isoler encore plus le militant et à concevoir son travail de façon extérieure aux masses. Ainsi, le problème n'est pas dans la passivité des travailleurs ou leur ignorance, mais dans notre propre incapacité à tenir compte de leur niveau, à formuler des objectifs d'organisation et de lutte à court et à long terme, et de "partir des masses pour retourner aux masses". Ce qui aurait signifié "recueillir les idées des masses (qui sont dispersées, non systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en actions, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées..." (Mao, A propos des méthodes de direction).

Ce noyau, se voulant être une sorte de cellule communiste d'entreprise, fut dans les faits marqué par l'activisme et le propagandisme qui dominaient les conceptions politiques des militants. Ainsi, au lieu de véritablement diriger le processus de lutte et d'encadrement de la lutte des masses, de combiner cet encadrement avec le bilan politique et la formation marxiste-léniniste, le noyau se replie sur lui-même et tente de développer une pratique qui lui serait propre et de façon autonome par rapport à la lutte dans la shop. De plus, le noyau souffre grandement de libéralisme envers lui-même et les militants n'y sont pas véritablement encadrés. Ainsi, les tendances ne demeurent pas claires, il n'y a pas de véritable lutte idéologique.

Le journal dans ce contexte justifie tout. On veut expliquer le syndicat, la shop, le capitalisme, l'Etat, etc... qu'il faut transformer le syndicat et lutter, etc... Derrière cela se cache une vision étapiste: d'abord faire le journal, ensuite réunir le monde qui sont intéressés. Le contenu est orienté en fonction d'une véritable explication de la situation des ouvriers et des causes profondes de leur oppression. Il doit combiner à la fois des interventions d'ordre syndical et d'ordre politique. Cet objectif, non erroné en soi, était inadéquat parce que vu comme un fin, ou tout au moins le moyen privilégié d'intervenir dans la shop. Dans les faits, si la perspective de travail avait été de regrouper les éléments combattifs autour d'un programme de changement à court et à moyen terme (ce qui aurait dû

*Ce programme incluait: **Les Comités de Travailleurs** (dépasser l'état actuel des choses), **Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical** (in Recueil de textes des 4 premiers congrès de l'Internationale Communiste), **Bilan de la lutte à Rhône-Poulenc**, et **A propos des méthodes de direction de Mao**.

être proposé lors de la première tentative de regroupement). le résultat aurait été positif. Mais ce n'est pas cette optique qui est présente: on préfère partir des besoins des militants plutôt que des besoins des masses.

Mais le projet rencontre un obstacle de taille. Dans le contexte de répression, comment diffuser le journal? Il est certain qu'une diffusion militante de l'intérieur est préférable, mais ce serait courir à sa perte et rapidement. D'autre part, la distribution aux portes par des camarades extérieurs rend difficile la récupération de l'impact. Le projet est donc remis en question à cause de cela, mais

7. La lutte de démocratisation syndicale

Cette transformation n'apparaît pas spontanément. Elle est guidée par le développement du noyau marxiste-léniniste auquel le militant révolutionnaire adhère et qui commence durant cette période (automne 74) à encadrer les pratiques et à dégager une orientation. Dans un bilan du groupe, la question du travail dans l'entreprise est analysée: "Cela (la question du journal) pose la question d'une forme de travail militant qu'on retrouve à l'heure actuelle dans le mouvement, consistant en la création uniquement de pôles idéologiques sans base matérielle, c'est-à-dire sans organisation de masse qui lui permette de s'enraciner et de faire progresser les masses. A l'autre extrême, on a une autre conception qui ne voit pas plus loin que le strict encadrement, ne faisant que proposer des formes organisationnelles, affirmant que la transformation politique des militants qui y adhèrent viendra de soi... Ces deux conceptions sont opposées à celles qui guident notre travail, d'est-à-dire la ligne de masse. Les militants se donnent pour tâche le développement d'un programme d'action devant proposer la transformation du syndicat. Sur la base de ce programme, les militants pourraient intervenir à l'usine et amener les masses à s'organiser tout d'abord en élisant des délégués..."

Cette orientation ne répond pas à toutes les questions. Mais elle permet néanmoins de replacer le travail dans une perspective de lutte de masse. Et aussi de regrouper les éléments les plus combattifs autour d'un programme d'action. Cette décision donnera lieu à une lutte idéologique avec l'autre militant politique de l'usine qui n'est prêt à remettre en question ces idées ni le projet du journal. Le militant révolutionnaire explique pour sa part que la lutte syndicale à mener n'est effectivement pas une lutte politique, qu'elle n'est qu'une lutte défensive, mais qu'elle permettra aux éléments combattifs de se regrouper, de faire une première expérience de lutte, de transformer la situation dans la shop, et ainsi "d'apprendre la guerre en faisant la guerre", en autant que les militants y sont présents pour tirer les leçons politiques. Face à ces arguments, il y aura une difficile unité dans les faits.

REGROUPEMENT D'ELEMENTS COMBATIFS.

C'est selon cette orientation que quelques 40 travailleurs combattifs sont recontactés. Cette fois-ci, le tract d'invitation identifie bien la tâche immédiate: préparer les élections syndicales. Il est à noter à ce moment que la compagnie continue à exercer une étroite surveillance sur les travailleurs combattifs. Ainsi, l'un d'eux (qui appartenait au noyau du journal) est congédié pour absence injustifiée,

bientôt, la discussion sur ce sujet amène les militants à remettre en question l'orientation fondamentale de leur travail durant l'été et l'automne. Les erreurs de type propagandiste et activiste sont enfin analysées et systématisées. Le projet du journal est donc remis en question non plus pour des raisons techniques, mais sur la base d'une critique politique de fond. Ils décident de développer leur intervention sur une autre base. Le contexte d'élections syndicales sera le terrain de départ de cette nouvelle stratégie.

réduisant ainsi le noyau organisateur à trois militants. Dans ce noyau réduit, la discussion va bon train sur l'orientation. Ainsi, le travailleur progressiste critique avec raison les attitudes passées et présentes des deux militants révolutionnaires pour leur activisme et leur incapacité à présenter des idées accessibles aux travailleurs. On commence à voir plus concrètement les conditions d'unification des militants révolutionnaires (d'origine petite bourgeoise) et les militants ouvriers.

La première rencontre regroupe une vingtaine de travailleurs qui veulent un changement et sont prêts à s'engager dans l'action. Après discussion sur la question des élections, on discute immédiatement des détails organisationnels: qui présenter? Comment? La discussion s'engage à fonds et les perspectives de travail semblent très grandes. Durant la semaine suivante, on élargit le groupe de contacts et on organise une deuxième assemblée qui regroupe cette fois plus de 40 travailleurs. La discussion tourne encore sur les moyens à prendre, de même que sur la nécessité d'établir un comité de coordination (comité de "guerre") pour diriger. Faute de temps, ce point de même que plusieurs autres est remis à la prochaine rencontre.

REPRESSON

La compagnie n'attend pas pour frapper. Durant la semaine suivant cette deuxième réunion, le militant révolutionnaire est congédié, précédé de peu par le travailleur progressiste appartenant au noyau organisateur. Les prétextes sont grossiers, des griefs sont immédiatement logés, mais leur dénouement va prendre des mois. En fait, c'est toute la direction concrète de la lutte qui est ainsi mise dehors. Le militant qui reste ne s'est engagé dans cette lutte qu'à contre-cœur et n'est pas prêt à en assumer la direction. Malgré ce fait, on organise tout de même une troisième assemblée. La diminution des travailleurs présents (une vingtaine) réglete le recul dû à la répression. Aux portes de l'usine, des flics de la shop fouillent les travailleurs. Aux assemblées, on s'aperçoit que des individus prennent en note les numéros de licence des automobiles stationnées près du local de réunion. On décide de diffuser le programme de démocratisation (voir annexe) et d'organiser une assemblée publique pour la semaine suivante.

Durant cette semaine, la diffusion a lieu. Quelques minutes après l'arrivée des diffuseurs, c'est l'arrivée des flics (police de Montréal) qui ratent les militants de peu. L'assemblée publique est un échec. Près de 30 personnes y viennent, mais ce sont les mêmes qui ont déjà été touchés. La répression se poursuit et la compagnie envoie même un

informateur à l'assemblée.

Un peu avant les élections, un second tract est distribué pour rappeler le programme de démocratisation et présenter les candidats. Malgré la répression, les candidats du programme de démocratisation reçoivent 40% des votes et l'un d'eux est élu à un poste de l'exécutif. Cela démontre quand même que la domination idéologique sur les travailleurs commence à peine à être mise en brèche. D'autre part, la répression est la grande responsable de cet échec, même si des causes plus profondes sont sous-jacentes à la situation. Ainsi, il ressort que la tentative de regroupement et de lutte autour des élections syndicales portait lourdement le poids des erreurs passées, en particulier l'erreur de ne pas avoir proposé lors de la lutte de juin le regroupement des éléments combattifs. Cette erreur fut responsable de ne pas avoir permis une consolidation des éléments combattifs. Ceux-ci face à la dure lutte de démocratisation durent donc s'organiser presque à la dernière minute. De plus, même s'il était juste de proposer cette tâche de démocratisation à court terme, il aurait été essentiel de même de présenter aussi et **en même temps** des tâches à moyen terme, et ce particulièrement en fonction des éléments les plus avancés au sein du regroupement de masse qui s'amorçait sur la lutte syndicale. Si l'erreur dans la période précédente fut de se refermer sur soi-même,



l'erreur durant cette lutte fut de s'ouvrir de façon indifférenciée aux masses les plus larges, au lieu de distinguer les niveaux parmi les travailleurs et de présenter un ensemble de tâches correspondant à des niveaux divers. Si cela avait été fait, il est fort probable que la répression patronale aurait quand même frapper aussi fort, mais sans toutefois couper complètement la tête de la lutte. De plus, les éléments combattifs les plus avancés auraient pu maintenir un cadre de travail permanent (un comité autonome) pour poursuivre la lutte à un niveau plus élevé.

POUR SUIVRE LA LUTTE, RECONSTRUIRE LES FORCES.

La lutte se poursuit dans l'usine. Les travailleurs combattifs maintiennent des contacts entre eux, et grâce à la direction extérieure du militant révolutionnaire, il est possible d'entrevoir à moyen terme des formes de

regroupements. De plus, un rapport de forces se développe au sein de l'appareil syndical, ce qui affaiblit et discrédite la bureaucratie.

L'essentiel est dans cette période de repli de maintenir les liens avec les travailleurs les plus combattifs et de commencer à voir une perspective de regroupement pour les prochains mois. D'autre part, la présence de militants révolutionnaires étant essentielle, il est nécessaire que les militants défendent avec succès leurs griefs, et-ou que d'autres militants aillent s'y implanter. Comme les autres tentatives passées, cet échec s'il est synthétisé et analysé, peut être une base solide pour reprendre le travail et rebâtir les forces. Le combat est prolongé... ce n'est qu'un début.

Conclusion

RE-SITUATION DU CONTEXTE

Avant d'aborder les leçons du travail dans l'usine, il importe de revoir le contexte général du travail politique, les conditions objectives et subjectives du mouvement révolutionnaire de l'époque.

Le mouvement durant l'année '73 s'est développé, mais la domination d'une ligne réformiste et économiste a été un obstacle de taille. Les formes organisationnelles du mouvement de '73 (le mouvement des Caps, les groupes révolutionnaires dispersés et cloisonnés...) n'ont pas permis de résoudre correctement les erreurs et les déviations qui ont marqué le travail. L'origine petite bourgeoise de la majorité des militants (marqués par leur passage activiste et spontanéiste dans le mouvement étudiant des années 1968-70), le manque de formation et d'expériences, l'absence d'une tradition révolutionnaire au Québec sont d'autres facteurs importants expliquant les erreurs et les faiblesses. Bref, le mouvement révolutionnaire est très jeune, il en est à ses premiers pas dans l'élaboration d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaire adaptées à la situation québécoise.

Pour voir plus concrètement encore, il faut comprendre que l'année '73 est l'année où est mis en application sur une échelle relativement grande le mot d'ordre d'implantation dans les grandes entreprises. Cette question qui avait été le point de démarcation avec les tendances social-démocrates de la direction du FRAP (fin 1971-début 1972) sera le point de référence du mouvement des Caps et principalement du secteur "travail" qui allait à partir de 1972 tenter de le mettre en pratique. Mais c'est surtout en 1973 que plusieurs militants vont s'implanter dans de grandes entreprises sans toutefois avoir de perspectives stratégiques ou tactiques pour ce travail.

Ainsi, la question fondamentale, la question du parti révolutionnaire, est plus ou moins absente; elle est implicite, informulée et complètement abstraite pour la majorité des militants. Les objectifs immédiats (de liaison à la classe ouvrière) semblent obnubiler les militants incapables de voir stratégiquement. Mais cette absence de stratégie aura des répercussions concrètes et graves au niveau du travail dans les milieux. L'absence de la question du parti conduit tout droit au spontanéisme et à l'économisme en ce qu'elle colle la vision militante à la lutte concrète immédiate, l'empêche de distinguer les niveaux dans son intervention et d'appliquer véritablement une ligne de masse, qui permet aux masses de se développer et aux éléments ouvriers révolutionnaires du prendre en mains l'édification du parti.

Toutefois, ces conceptions seront combattues de l'intérieur même du secteur "travail" des Caps. Plus tard, après la dissolution du mouvement, ce sont ces mêmes militants qui reconstitueront des noyaux marxistes-léninistes et tenteront de rectifier ces déviations.

Des éléments dans le mouvement des Caps et à l'extérieur réagiront contre cette déviation et la taxeront avec raison de ligne économiste et droitiste. Pourtant, ces mêmes éléments, malgré la justesse de plusieurs aspects de leur critique, seront incapables eux-mêmes de clarifier l'objectif stratégique et surtout d'élaborer sur les conditions à réaliser pour atteindre cet objectif. Ils seront incapables de lier concrètement les leçons du mouvement ouvrier international à l'élaboration de tâches concrètes pour les révolutionnaires à l'étape actuelle. De plus leurs interventions prendront souvent la forme de dénonciations abstraites et sectaires*. Plus grave encore, ils limiteront leur intervention (et justifieront cette limitation par une analyse politique) à des activités de propagande et d'agitation large: le journal *En Lutte* en est la principale manifestation. Dans ce contexte d'affrontement entre deux positions erronées, la majorité des militants révolutionnaires ont eu comme réflexe de se replier sur leurs pratiques locales et de tenter de tirer des acquis de tout le monde. Mais une position juste n'est jamais la moyenne de deux positions erronées. Ce qui eut pour effet de reproduire à une plus petite échelle dans un milieu précis diverses déviations du mouvement révolutionnaire. Ainsi dans le milieu que nous avons analysé, l'objectif d'un "comité de travailleurs" fut présent dès le départ et les grandes lignes de l'intervention furent pour une bonne partie déterminées par les idées mises de l'avant au secteur "travail" et plus tard lors de la réalisation du long dossier "Les comités de travailleurs — dépasser l'état actuel des choses". L'économisme et le spontanéisme présents dans cette analyse empêcheront de distinguer les niveaux dans le travail, de déterminer des tâches justes à court et à long terme. Plus tard, l'activisme et le propagandisme furent aussi des erreurs pratiques et bloquèrent l'application des principes de la ligne de masse.

Nous verrons plus loin le détail de ces problèmes, mais ces questions demeurent incompréhensibles si l'on ne saisit pas l'essentiel dès le départ: l'absence d'une organisation révolutionnaire unifiée et centralisée a été et est encore le principal obstacle au travail militant. Cette organisation se bâtit dans la lutte contre les déviations, la critique et l'auto-critique des erreurs des révolutionnaires.

QUELLE STRATEGIE?

Malgré l'absence d'un cadre révolutionnaire développé, les militants ont tenté d'amorcer une stratégie dans leur intervention à l'usine. Le manque d'analyse générale se reflète localement par un manque d'analyse détaillée et fouillée sur les conditions objectives et subjectives du milieu. Ce manque d'analyse conduit à élaborer une (des) stratégie(s) au jour le jour, à surestimer le rapport de forces, à ne pas faire la distinction entre le niveau de conscience des

* Nous faisons référence à certains textes publiés dans *En Lutte* durant cette période, comme par exemple une dénonciation dogmatique et sectaire du "syndicalisme de combat" qu'on identifiait dans le journal comme semblable au syndicalisme d'affaires réactionnaire contraire aux intérêts des travailleurs. Il est à noter toutefois que certaines de ces interventions seront critiquées par *En Lutte*. Voir à ce

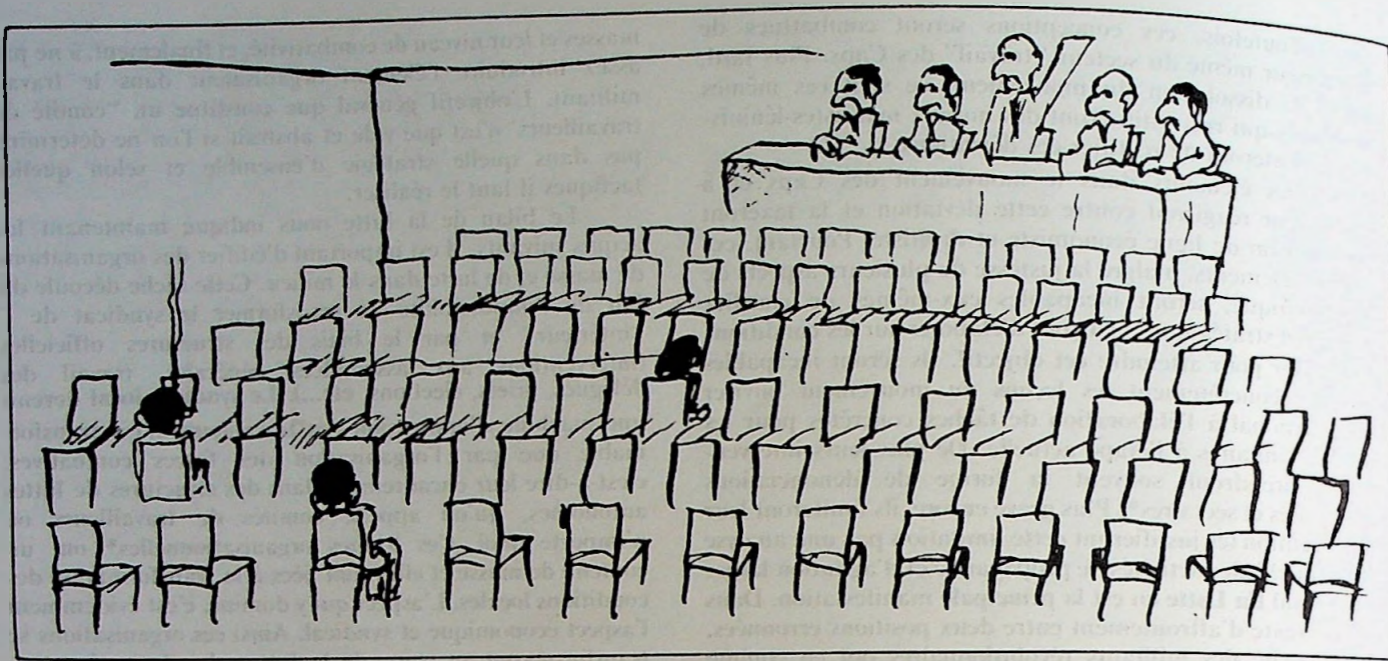
masses et leur niveau de combativité, et finalement, à ne pas assez introduire l'élément organisateur dans le travail militant. L'objectif général que constitue un "comité de travailleurs" n'est que vide et abstrait si l'on ne détermine pas dans quelle stratégie d'ensemble et selon quelles tactiques il faut le réaliser.

Le bilan de la lutte nous indique maintenant les acquis suivants. Il est important d'édifier des organisations de masse et de lutte dans le milieu. Cette tâche découle du fait de l'impossibilité de transformer le syndicat de l'"intérieur" et par le biais des structures officielles (interventions aux assemblées générales, travail des délégués, griefs, élections, etc...). Le syndicat local devenu une machine d'oppression des travailleurs n'est transformable que par l'organisation des forces combattives, c'est-à-dire leur encadrement dans des structures de luttes autonomes, qu'on appelle comités de travailleurs ou n'importe quoi. Ces formes organisationnelles* ont un contenu de masse et elles sont liées à la transformation des conditions locales. L'aspect qui y domine, c'est évidemment l'aspect économique et syndical. Ainsi ces organisations se transformeront au cours de la lutte selon la conjoncture syndicale et les interventions qu'elles mèneront. Leur aspect de masse les obligent à fluctuer et à être subordonnées aux luttes immédiates et à court et moyen terme. D'autre part, et nous y reviendrons, il est essentiel que ces organisations de masse servent aussi d'écoles de la guerre, d'écoles de la lutte politique et de classe. L'aspect politique des organisations de masse (et des luttes qu'elles mènent) ressort souvent au cours de l'affrontement. Mais il faut que les militants révolutionnaires (en tant que dirigeants) soient présents pour expliquer ces leçons et déterminer les tâches qui en découlent, en s'adressant de façon différenciée aux niveaux différents des travailleurs: en particulier les éléments les plus avancés, dont le niveau de conscience dépasse le trade unionisme ou le progressisme pour les impliquer directement dans le processus d'édification du parti révolutionnaire.

Cette conception nous démarque à deux niveaux. D'abord, nous sommes contre évidemment cette conception qui prétend faire des comités de travailleurs des "unités de base" d'"une organisation politique des travailleurs". Si une "organisation politique de travailleurs" s'édifie sur la base d'organisations de masse locales, elle se construira sur la base "politique" trade-unioniste et défensive de ces mêmes organisations de masse. Cette conception, mise de l'avant par le Regroupement des comités de travailleurs (RCT) fétichise la question des organisations de masse en les détournant de leur objectif véritable: la transformation des syndicats locaux et le développement de luttes économiques, de même que l'apprentissage de la conscience politique de classe. Les organisations de masse qu'il faut mettre sur pied ne sont pas et ne seront jamais des "unités de base" d'"une quelconque "organisation politique". Elles sont des instruments pour transformer objectivement et subjectivement un milieu ouvrier précis.

sujet leur document sur les tâches des marxistes-léninistes (publié en décembre '74).

* Ces organisations peuvent prendre un caractère permanent, ce qui est favorable pour développer les travailleurs plus avancés, ou encore un caractère temporaire lié à une conjoncture précise des luttes.



D'autre part, et c'est une deuxième démarcation, nous sommes conscients de l'importance d'organiser les masses, et cette organisation ne doit pas être une abstraction ou une idée à long terme, mais doit prendre des formes maintenant. Il faut que les masses apprenent la guerre en faisant la guerre". Il faut que les notions élémentaires d'organisation, de solidarité et d'unité deviennent des expériences vivantes et concrètes pour les masses. Autrement dit, il ne suffit pas, ni maintenant, ni plus tard, de diffuser des idées générales, des appels à l'action, il faut prendre ces idées, les mettre en application avec les masses, systématiser le travail et la lutte, faire le bilan et tirer les leçons politiques. Dans l'usine, il est donc essentiel de constituer des cadres d'organisation des masses pour qu'elles s'entraînent à la lutte. La victoire ne sera pas tellement le résultat concret de telle ou telle lutte (par exemple un changement dans l'exécutif syndical ou un gain économique), mais dans le processus par lequel les masses auront passé pour s'organiser et combattre. Actuellement, certains camarades n'osent pas organiser les masses, de façon autonome selon l'analyse de Lénine de "travailler de l'intérieur" des syndicats, même les plus réactionnaires. Cette analyse de Lénine reste encore juste, et nous concevons l'importance de transformer les syndicats. Mais pour que cette transformation soit une victoire au tant au sens concret qu'au sens politique, il faut organiser cette lutte de démocratisation. De plus à cause du contrôle vertical exercé sur les syndicats locaux par les grands syndicats d'affaires "internationaux", l'autonomie et la marge de manoeuvre d'un syndicat local (et conséquemment du contrôle de la base) demeure limitée et fragile. Ce qui pour nous signifie mettre de l'importance à conserver une certaine autonomie des organisations de masse par rapport aux exécutifs locaux. Cette autonomie prend plusieurs formes: assemblée de délégués, comité d'information, comité de travailleurs, etc... Mais ce qui est commun à ces formes diverses, c'est la nécessité d'organiser les masses et leurs luttes, et de faire en sorte que les masses elles-mêmes, en particulier les éléments avancés, prennent leur sort en mains.

Pour les militants révolutionnaires, il ne suffit pas toutefois de placer cet objectif général d'organisation de la

lutte de masse. Encore faut-il distinguer des niveaux et des priorités. Parmi les masses, nous distinguons trois grandes catégories: les éléments arriérés (une petite minorité dans le cas actuel), les éléments intermédiaires (la majorité), les éléments avancés. Ce sont ces derniers évidemment qui prennent l'initiative de lutter et qu'il faut organiser. Mais parmi eux aussi il est essentiel de voir les différences. Ainsi la majorité des travailleurs avancés ont une conscience trade unioniste, de leurs intérêts en tant que travailleurs dans l'usine. Une minorité toutefois (qui s'accroît rapidement) pourrait être qualifiée de "progressiste": leur conscience dépasse le cadre de l'usine, ils seront intéressés par le socialisme, l'idée de changement social. Quelquefois, ils s'identifieront au nationalisme de "gauche" ou à l'idéologie des centrales syndicales, etc... Enfin une infime minorité des travailleurs sont des révolutionnaires, des gens conscients de la nécessité d'une transformation radicale et globale. Parmi ces révolutionnaires, il y aura des révolutionnaires "spontanés" et des militants marxistes-léninistes organisés. Dans le travail de masse, il est essentiel de distinguer les niveaux et de développer des formes d'intervention qui en tiennent compte. Ainsi, s'il est essentiel pour la masse des combattifs d'assumer le contrôle de la lutte pour la démocratisation syndicale et la lutte économique, il est primordial que les éléments progressistes prennent la direction de l'ensemble de ce processus (court et moyen terme), et que les éléments révolutionnaires aient accès à la stratégie révolutionnaire (pourquoi organiser la lutte de masse, etc...) et se transforment en cadres ouvriers révolutionnaires.

Nous en arrivons à la question de la cellule d'entreprise. Cette cellule doit être évidemment la cellule locale d'une organisation. Autrement dit, il faut qu'il y ait une ligne politique d'ensemble qui domine la cellule qui n'est pas et ne peut être un club de discussion entre militants, mais le lieu où s'exerce localement la direction politique. La cellule dans ce sens devient la principale forme organisationnelle de l'organisation (plus tard le parti) et c'est elle qui recrute les ouvriers révolutionnaires pour les transformer en cadres militants m-l. La cellule doit donc faire la fusion pratique et quotidienne de la ligne politique révolutionnaire et de la lutte et du mouvement de

masse. Ce sont les révolutionnaires qui doivent diriger les éléments progressistes et combattifs dans la lutte de masse. Autant ces derniers se formeront dans la lutte, autant les révolutionnaires se transformeront eux-aussi (et seulement) dans la pratique et dans la lutte. Mais les exigences de la transformation des révolutionnaires sont plus élevées. L'acquisition de la théorie marxiste-léniniste, le bilan et l'enquête politique, et surtout l'établissement d'une discipline ferme (critique et autocritique) sont des facteurs-clés.

Ceci nous conduit à aborder brièvement de l'organisation (qui prend aujourd'hui la forme de "noyau" marxiste-léniniste). Il est faux de parler de "cellules d'entreprises" sans parler d'organisation révolutionnaire à laquelle ces cellules doivent se rattacher. Il est impossible de développer une vision d'ensemble à partir de l'entreprise. Pourtant, cette vision d'ensemble est nécessaire pour amorcer et développer un travail local. Donc, l'organisation marxiste-léniniste doit (1) clarifier la ligne politique d'ensemble, dégager la ligne stratégique face à l'étape actuelle, et (2) encadrer les pratiques, diriger l'intervention tactique des militants dans les milieux. Le développement du travail à l'usine analysée est une illustration de cette nécessité. Ainsi, c'est dans la mesure du développement du noyau marxiste-léniniste auquel était rattaché le militant qu'il a su critiquer certaines formes de son intervention et dégager la nécessité du travail de masse. Le progrès franchi dépend directement de la clarification de la ligne d'ensemble. Les limites et les échecs découlent de même de la faiblesse de l'encadrement et de la clarification politique du noyau (qui n'est pas encore une organisation au sens strict).

Ainsi l'articulation dialectique à établir entre l'organisation des masses et l'organisation des révolutionnaires découle d'une analyse d'ensemble et permet d'encadrer le travail dans une stratégie d'édification du parti révolutionnaire, notre objectif principal à l'étape actuelle.

QUELLE TACTIQUE?

Si déterminer des objectifs par rapport à une orientation politique demeure essentiel, il n'en demeure pas moins que l'élaboration de tactiques justes reste aussi essentiel. Car comme dit Mao, il ne sert à rien de parler de l'autre côté de la rivière si l'on ne voit pas comment bâtir le pont pour s'y rendre. Mais si d'autre part, on n'a seulement des perspectives tactiques, on est comme des aveugles qui marchent à tâtons.

Dans notre bilan, on a fait ressortir les erreurs de tactiques. Ainsi après la grève, lors de la première tentative de regroupement, on s'est opposé aux désirs de certains travailleurs d'organiser une pétition sur le syndicat. Ce refus témoignait d'une mauvaise compréhension des tactiques concernant la combinaison de formes légales et illégales, intérieures et extérieures au syndicat. De plus, lors du projet de journal, on part aussi sur une mauvaise voie en ne situant pas le journal comme un moyen d'organiser, mais comme un but en soi. Et puis plus tard, on laisse tomber l'idée du journal sans voir comment réenligner l'idée. En fait, c'était toute la confusion qui existait à cause de l'absence de stratégie. Ce qui fait qu'au niveau des moyens, au niveau des tactiques, il y a confusion entre ce qu'il faut faire à court, moyen et long terme, et avec qui.

Le bilan du travail fait ressortir la nécessité d'établir un plan tactique à long terme et de voir les différentes étapes. Ainsi il ressort clair que la principale erreur tactique

se situe au moment de la grève, alors qu'il aurait fallu dans la lutte proposer aux éléments combattifs et avancés une forme organisationnelle quelconque et poursuivie par après un travail de regroupement. Ceci aurait permis de consolider un certain nombre d'éléments avancés parmi les travailleurs et de poser des bases solides pour la lutte de démocratisation syndicale.

La première erreur durant la grève se poursuit plus tard lors du premier regroupement et du journal. Encore là, on ne propose rien de concret et d'immédiat aux travailleurs, si ce n'est qu'il faut se clarifier les idées, un plan de formation en somme. Ce qui aurait été juste, mais dans un cadre plus élaboré. Plus tard, lors de la lutte de démocratisation, on précipite les choses, parce qu'on n'avait pas assez préparé le terrain.

Les leçons apprises, nous allons tenter de les appliquer de la façon suivante. Il est juste d'effectuer un premier regroupement de travailleurs combattifs sur un explication détaillée de la situation: l'usine, le syndicat local, les tâches à court et à moyen terme, etc... S'il n'y a pas cette explication (donc un travail préliminaire assez long), le regroupement risque de tomber au premier coup. Mais, il faut aussi, dès le départ et en même temps, proposer à cette organisation de masse embryonnaire des tâches de lutte ou de préparation de lutte (un programme de revendications immédiates). Ces luttes doivent être situées par rapport à un plan d'ensemble: qu'est-ce qu'on peut faire pour changer la situation pour la prochaine année, quels points sont plus sensibles pour mobiliser les gars, quelle tactique à développer par rapport au syndicat, etc... L'organisation des travailleurs autour de ces tâches permet de faire ses premières armes, de donner confiance aux gens et surtout de préparer le terrain et d'élargir peu à peu sa base de départ. Sur la base de ces luttes, il est alors possible de proposer d'autres revendications et ainsi aller de l'avant.

Plus tard, le développement des tâches doit toujours suivre ce cheminement: un plan d'ensemble (même partiel), et des tâches immédiates et concrètes pour mettre en branle ce plan d'ensemble. Tous les moyens envisagés doivent se situer par rapport à ce plan: luttes, démocratisation syndicale, journal, etc...

La question du journal possède certaines particularités importantes. Entre autres sur la question de l'aspect politique, l'aspect éducation du journal. Souvent, le journal constitue le principal moyen d'amener des éléments d'explication politique, de l'information sur d'autres luttes ouvrières, etc... Il est donc important que les militants y portent beaucoup d'attention, mais sans non plus penser qu'il constitue le principal moyen. Il ne faut jamais oublier qu'un journal d'usine qui ne repose pas sur un travail d'organisation et de lutte à la base ne sert presque à rien, même si son contenu est juste. Les travailleurs, s'ils ne voient pas un lien concret et direct entre le journal et ses idées d'une part, et d'autre part des moyens pour les réaliser, resteront des spectateurs passifs mais intéressés.

En bref, sur la question de la tactique, ce qu'on peut retirer, c'est qu'il n'y a pas de tactiques toutes faites d'avance: on forme le comité de travailleur après tel ou tel plan avec tel ou tel nombre de travailleurs, etc... Ceux qui pensent ça vont se frapper à la dure réalité. Chaque milieu possède des caractéristiques, une histoire de lutte, une composition ouvrière qui lui sont propres et qui exigent une approche différente et de moyens originaux. "partir des besoins des masses et non de nos désirs" est le principe directeur de notre travail. Les besoins fluctuent parallèlement.

Dans notre usine, on a beaucoup critiqué les tactiques après les luttes. "on aurait dû faire un regroupement, on aurait dû faire un journal", etc... Mais on n'a pas été capables de critiquer ces tactiques par rapport à l'objectif et à l'orientation politique de fond qui guide le travail militant. En fait, c'est comme critiquer les effets sans comprendre véritablement les causes. Cela aboutit en pratique à critiquer souvent, mais à être incapable de toucher le fond du problème, qui ne réside pas fondamentalement dans les questions de formes de notre intervention, mais dans son orientation directrice.

Sur la tactique, nous voulons nous inspirer de la définition suivante du vietnamien Troung Chinh: "La tactique a pour but de choisir des formes de lutte et d'organisation, des mots d'ordre de propagande et d'agitation appropriés... Chaque changement dans la société entraîne souvent la nécessité d'un changement des formes de lutte et d'organisation, des mots d'ordre... Les impératifs de la direction tactique, c'est se garder des déviations de droite et de "gauche", rester en liaison étroite avec les masses, les rassembler et élever leur conscience politique; quels que soient les difficultés et les obstacles, savoir manoeuvrer et dégager la voie pour faire avancer le mouvement des masses..." (Cité dans *Mobilisation*, vol.4 no.1, "Social-démocratie et réformisme, perspectives historiques et théoriques").

LA LIGNE DE MASSE

La ligne de masse est un principe révolutionnaire qui repose sur deux aspects: liaison aux masses d'une part, direction des masses d'autre part. Si on sous-estime la liaison avec les masses, on tombe dans l'autoritarisme, le bureaucratisme: si on sous-estime la direction, on tombe dans le spontanéisme, le suivisme, l'opportunisme. Comme l'indique Mao "Si actif que soit le groupe dirigeant, son activité se réduirait à l'effort infécond d'une poignée de gens si elle n'était pas liée avec celle des larges masses. Mais d'autre part, l'activité des larges masses qui n'est pas orientée comme il convient par un fort groupe dirigeant ne peut se maintenir longtemps, ni se développer dans une direction juste et s'élever à un niveau supérieur" (A propos des méthodes de direction).

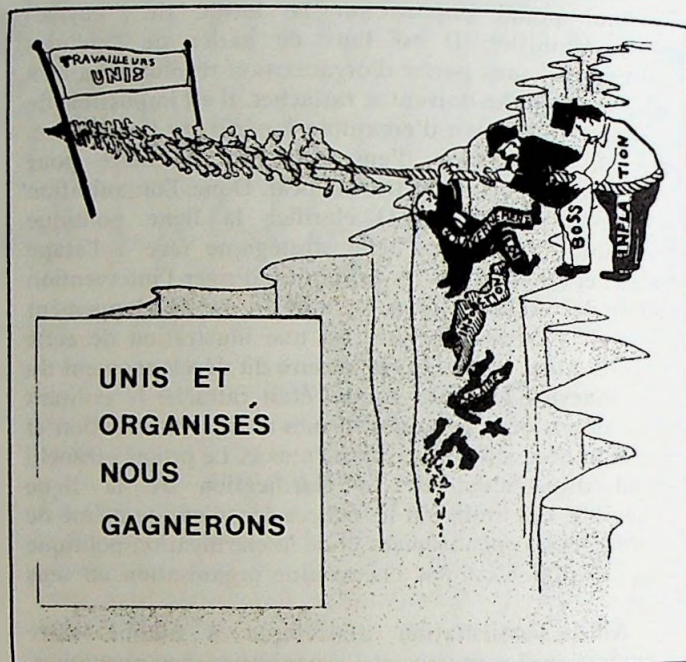
Si on regarde notre travail, on s'aperçoit que c'est le spontanéisme qui a été la principale déviation. Le spontanéisme nous amenait à concevoir que les idées justes naissent spontanément dans la lutte, qu'il n'est pas nécessaire conséquemment que les révolutionnaires dirigent l'ensemble du processus. L'analyse empiriste et suiviste qui dominait nos conceptions au "secteur travail" niaient le fait qu'il ne suffit pas de dégager des tâches immédiates, mais qu'il faut encore être capable d'élaborer une ligne d'action permettant de lutter efficacement contre les véritables ennemis du peuple, et d'avancer dans l'organisation révolutionnaire des masses. Ceci ne peut être obtenu que dans un patient travail d'éducation politique et de lutte idéologique, en liaison avec la pratique révolutionnaire.

Notre spontanéisme se concrétisait souvent en aventurisme, dans nos appels généraux à la résistance, sans tenir compte du rapport de forces réel, et notre propagandisme, en lançant des idées sans voir comment elles peuvent et doivent être réalisées. Les leçons de notre travail nous renvoient aux leçons fondamentales de Mao concernant la ligne de masse.

TROIS GRANDS PRINCIPES

"Partir des masses pour retourner aux masses".

C'est-à-dire recueillir les idées des masses, les concentrer pour élaborer un plan d'action, puis aller de nouveau dans les masses, les soumettre à leur analyse et les mettre en application. Puis sur la base du bilan de la lutte, resystématiser, reproposer un plan, et lutter de nouveau. Favoriser la démocratie la plus large et permettre à l'initiative ouvrière de s'exprimer.



"Oser lutter, oser diriger".

Les militants ne doivent pas se contenter de proposer des idées, mais de diriger le processus de leur mise en application, d'aider les masses à s'organiser et à lutter, puis de faire le bilan de la lutte avec elles pour en faire ressortir les acquis politiques. Cette direction doit s'exercer non seulement dans l'application d'un plan d'ensemble à long terme (par exemple l'édification d'une organisation de masse), mais aussi dans toutes les tâches à court et à moyen terme, où les masses font leur premier apprentissage et où les petites victoires du début sont extrêmement importantes en ce sens qu'elles constituent les premiers jalons d'une autonomie et d'une solidarité de classe. Cette direction d'ensemble n'est pas synonyme de contrôle, c'est-à-dire de la prise en charge technique des opérations, mais bien plus d'un encadrement global et général du plan d'action.

"Apprendre la guerre en faisant la guerre".

Pour les masses comme pour les militants révolutionnaires, il n'y a pas de meilleure façon d'apprendre qu'en luttant. La combativité permet au point de vue de classe spontané de prendre corps. Apprendre à être un cadre révolutionnaire, cela se fait en dirigeant la lutte révolutionnaire. Il est sûr qu'on peut bénéficier des acquis du mouvement ouvrier international, du bilan des camarades. Mais la meilleure école demeure la pratique. C'est dans la pratique qu'on comprend véritablement les leçons apprises dans les livres et les discussions et qu'on peut aller plus loin. C'est dans la lutte que la conscience de classe se développe et s'élève. Rompre avec le spontanéisme et nos déviations signifie trouver dans la pratique le moyen d'appliquer de

façon juste le principe de la ligne de masse. C'est le long processus par lequel les révolutionnaires, en partant des besoins réels des masses, de leur niveau de conscience, les aideront à s'organiser progressivement et à développer graduellement les luttes nécessaires qui permettront de transformer les conditions internes et externes du lieu et du moment donné.

FORMER DES CADRES OUVRIERS REVOLUTIONNAIRES

A l'étape où nous sommes rendus dans l'édification du parti, il est essentiel, prioritaire dans notre travail de voir à développer des cadres ouvriers révolutionnaires. Ce qui

ANNEXE I

Le texte que nous reproduisons ici en annexe, tente de synthétiser le rôle du bilan d'expérience dans les tâches à développer au sein des groupes, noyaux et organisations marxistes-léninistes. En plus de situer le bilan comme outil indispensable dans la consolidation des acquis développés au sein des masses et de la rectification des erreurs, il fournit quelques indications générales quant à la méthode à employer. Ce texte fait actuellement partie d'un plan plus général de clarification que le noyau s'est donné en vue de clarifier les conditions à mettre en place pour édifier un parti communiste de type nouveau; le présent texte s'insère dans les tâches à développer au sein des regroupements marxistes-léninistes.

Le texte résume pour l'essentiel les conceptions qui ont guidées la rédaction du présent bilan: "Servir le peuple".

LE BILAN

Le bilan d'expérience demeure une des tâches essentielles à développer au sein des groupes, noyaux et organisations marxistes-léninistes. Le bilan permet d'identifier les acquis et les erreurs à la lumière de la pratique permettant ainsi de consolider et de rectifier notre orientation tant dans sa ligne que dans son application.

Le bilan consiste à confronter l'orientation générale et particulière (à la fois la ligne, l'analyse, la stratégie et les tactiques) qui a guidé une intervention particulière et limitée ou encore l'ensemble des pratiques au cours d'une période donnée, à son application, dans les masses. C'est de voir comment on a été en mesure de transmettre cette orientation aux masses et comment les masses y ont adhéré, s'en sont emparé et y ont fait subir l'épreuve de la mise en pratique, l'épreuve du feu. C'est vérifier en quoi nos plans, nos projets, nos objectifs, nos propositions se sont avérés justes ou erronés.

Alors que l'enquête consiste à partir des justes aspirations des masses, de les synthétiser du point de vue et selon la méthode marxiste-léniniste en vue de proposer aux masses un **que faire**, le bilan consiste à opérer le retour aux

signifie pour nous, dans le travail de masse, mettre la priorité avec ces éléments les plus avancés parmi les travailleurs combattifs qui manifestent une vision du monde radicale et révolutionnaire tout en poursuivant le travail avec les éléments progressistes et combattifs pour les organiser et élever leur niveau de conscience. Il est essentiel pour les marxistes-léninistes de former et de recruter ces éléments ouvriers, qu'ils prennent en mains l'édification du parti qui sera le leur. Ces éléments ouvriers révolutionnaires, ce sont eux fondamentalement qui constitueront notre avant-garde ouvrière communiste, ce sont eux qui édifieront le parti communiste de type nouveau, ce sont eux qui dirigeront la révolution québécoise et nord-américaine.

masses afin de vérifier comment les propositions ont rencontrés les aspirations des masses, pour concentrer à nouveau les idées des masses, mais cette fois-ci à un niveau supérieur, c'est-à-dire, une fois que nos plans, nos projets, nos objectifs ont subi l'épreuve de la pratique et se retrouvent enrichis; c'est pourquoi il faut de nouveau étudier la situation car celle-ci n'est déjà plus la même. Ainsi, le bilan alimente notre analyse de la situation et nous permet de raffermir notre ligne de masse et de développer un programme révolutionnaire dans les masses, d'élaborer une stratégie plus juste et de déterminer des tactiques plus appropriées.

Quant à sa méthode, le bilan doit être mené de façon vivante: consulter ceux qui ont été impliqué à tous les niveaux, confronter et débattre de l'expérience; étudier l'ensemble de l'intervention ou des pratiques d'une période en ne négligeant aucun aspect; étudier les autres expériences, etc... Le bilan ne doit pas être envisagé comme un processus d'écriture, d'une façon statique, mais de manière dynamique en partant des masses. C'est en partant du point de vue des masses que le bilan puise sa valeur.

Le bilan doit également lier le particulier au général: lier la ligne générale à son application particulière; lier l'analyse de la conjoncture d'ensemble à l'analyse du rapport de force à un endroit précis, à un moment précis; lier la stratégie d'ensemble à une stratégie locale, lier la stratégie à la tactique, etc... On doit autant se garder du point de vue localiste qui consiste à n'analyser que le particulier, que du point de vue qui consiste à n'analyser que les généralités. Le bilan n'est pas une description détaillée de ce qui s'est passé, il doit confronter ce qui s'est passé à l'orientation qui nous guidait et qui guidait les masses; il n'est pas non plus un savant exposé des principes qui nous guidaient et de ceux qui auraient dû nous guider, il doit analyser la pratique et les problèmes concrets qui se posent actuellement pour les résoudre.

Le bilan d'expérience est donc un des moments les plus importants de la liaison de la théorie révolutionnaire aux pratiques révolutionnaires. En effet, si le bilan a comme point de

départ la pratique développée dans les masses, il ne peut servir à nouveau la pratique que guidé par la théorie marxiste-léniniste. La théorie marxiste-léniniste, c'est la synthèse et la somme des acquis développés dans de nombreux pays, à travers des décennies et vérifiée dans la lutte des classes. Ne pas appuyer l'examen attentif de nos pratiques dans le bilan, sur ces grands acquis du mouvement ouvrier et du mouvement communiste international, ce serait adopter le point de vue empiriste et unilatéral "qu'on part à zéro et qu'on doit tout inventer à partir de nos propres pratiques", c'est penser que "tout ce qui peut être bon vient de notre seule pratique et que tout le reste n'est accessoire ou même inutile". Il faut donc savoir lier correctement la théorie marxiste-léniniste à la pratique concrète de la révolution ici et maintenant. En ce sens, le bilan constitue une tâche importante au sein des groupes, noyaux et organisations marxistes-léninistes.

Le bilan doit également dégager des propositions concrètes permettant de résoudre les problèmes et les contradictions qui sont apparues

dans la pratique et d'ainsi préciser encore davantage la ligne directrice à poursuivre dans notre travail de masse. Sans que de telles propositions se dégagent, nous en resterons à des constats de victoires ou d'échecs ne nous permettant pas d'aller de l'avant, de servir le peuple, de bâtir une direction révolutionnaire dans les masses.

Enfin, le bilan constitue un puissant élément unificateur autant au sein d'un groupe, d'un noyau, d'une organisation marxiste-léniniste qu'au sein du mouvement révolutionnaire en ce qu'il permet la confrontation à la lumière de la théorie marxiste-léniniste d'une ligne, d'une analyse, d'une stratégie, d'une tactique à son application dans la pratique. La pratique ayant tranchée les acquis permettent de raffermir et de consolider la justesse de l'orientation commune, les erreurs, de rectifier le caractère erroné de tel ou tel orientation. Le bilan permet ainsi de dépasser le vague "entente de principe" ou encore la pragmatique "collaboration pratique".

ANNEXE II

LE PROGRAMME DE DEMOCRATISATION SYNDICALE

Le syndicat actuel n'est plus dans les mains des travailleurs et ne fait rien qui vaille pour défendre nos intérêts. L'exécutif a aboli la démocratie et la participation.

Nous autres cependant, surtout depuis notre grève, on s'est rendu compte qu'il fallait transformer le syndicat et qu'on pouvait faire quelque chose si on se mettait ensemble et on s'organisait. On s'est donc réuni une trentaine de travailleurs de tous les départements pour amener quelques propositions qu'on considère pas comme finies ou le dernier mot sur la question, comme un premier pas. Il va falloir par la suite que tous les ouvriers se mettent ensemble, le complètent et surtout le mettent en pratique.

PROGRAMME DE DEMOCRATISATION

Pour démocratiser le syndicat, il faut qu'il cesse d'être l'affaire de quelques uns ou d'une clique et devienne l'affaire de tous les travailleurs. Surtout en ce qui concerne l'exécutif, il faut qu'il devienne un instrument aux mains des travailleurs. C'est pourquoi nous proposons:

- recommencer les assemblées générales régulières;
- que l'exécutif rende compte de tous les faits et gestes: finances, négociations, griefs, etc...
- que tous les documents soient disponibles pour les travailleurs: constitution du syndicat, documents de négociations, etc...

Mais pour nous, le plus important n'est pas tellement l'exécutif syndical, mais l'organisation des gars à la base. Pour nous il faut qu'il y ait une organisation de délégués de départements, une assemblée de délégués qui aient pour tâches:

- d'être à l'écoute des problèmes et des luttes dans tous les départements et les ateliers;
- de faire le lien concret entre l'exécutif et la masse des ouvriers, de publier un bulletin d'information pour la shop;
- d'être à l'avant-garde de toutes les luttes et de diriger les griefs des gars contre la compagnie;
- de préparer le prochain contrat.

Cette organisation de délégués serait vraiment le moyen pour les travailleurs de diriger le syndicat. Un gars dans chaque département qui représente ses compagnons de l'atelier qui dit ce qui se passe, enquête et discute avec tout le monde pour voir ce qu'ils veulent, et oriente le travail de l'exécutif en fonction des besoins des ouvriers.

Mais quelque soit le programme qu'on avance, si les travailleurs ne s'impliquent pas là dedans, cela ne servira à rien. C'est ça la différence entre nos idées et celles de l'ancien exécutif. Nous autres, on veut être au même niveau que les gars de la shop. Il faut donc se rappeler que ces propositions sont seulement une première tentative qu'il faut modifier et le compléter selon les désires des ouvriers. Aujourd'hui l'exécutif et la compagnie s'entendent à plein pour briser la combativité ouvrière. On se lance donc dans la lutte pour faire de notre syndicat un instrument combatif et démocratique, qui va développer la solidarité et l'unité des travailleurs et améliorer nos conditions de travail et de vie.

POUR UN SYNDICAT DEMOCRATIQUE ET COMBATIF!

la grève de Murdochville

Le 10 mars 1957, les quelques 1.000 travailleurs du local 4881 du syndicat des Métallurgistes Unis d'Amérique, déclenchent la fameuse grève de Murdochville. Quelques mois plus tard, la grève sera brisée, le syndicat écrasé. Quinze ans plus tard, la Gaspé Copper Mines, une filiale de l'empire Noranda, réussira même à soustraire \$1.500.000 en dommages et intérêts aux Métallos à la suite d'un long procès. Malgré les discours menaçants et les mémoires envoyés au parlement, le mouvement syndical et particulièrement le syndicat des Métallos sera le grand responsable de cette défaite. Pratiquant l'anti-communisme à outrance et le syndicalisme d'affaire collaborateur des patrons, les Métallos réaliseront leur impuissance à régler les conflits ouvriers dans les bureaux des gérants du personnel et des ministres. Habités de par leur histoire et de par leur nature à couper court à toute initiative véritable de la base, le gros syndicat d'affaire se résignera à la défaite, d'autant plus que ce sont les mineurs de Murdochville qui paieront cher alors que les permanents des Métallos resteront bien au chaud dans leur bureau. Aujourd'hui encore, le directeur des Métallos au Québec, malgré son poste confortable et son salaire héroïque de \$35.000 par année, se vante que son syndicat ait pu négocier des hausses de salaire pour ses membres "dans le calme et la négociation sérieuses". On sait ce que signifient les initiatives des Métallos à ce sujet. Elles contribuent à couper l'organisation et l'action des ouvriers de la métallurgie en négociant des augmentations ridicules face à l'inflation et à l'augmentation des profits. Ailleurs, parmi les gros syndicats d'affaire, ce sont sensiblement les mêmes pratiques, les mêmes idées. Pendant ce temps, les Travailleurs Unis de l'Automobile à la United Aircraft négligeant de mobiliser les travailleurs à la base et d'organiser une résistance massive se contentent de faire pleurer l'"opinion publique" et de pavoiser dans les commissions "parlementaires" alors que les travailleurs subissent dans l'impuissance leur dixième mois de grève et que la production dans l'usine est revenue presque à la normale.*

L'histoire se répète pourrait-on penser. Aujourd'hui comme hier, les bureaucraties syndicales trahissent les travailleurs, sabotent les luttes. Pourtant, la résistance commence à s'organiser. Si nous avons produit ce texte, l'histoire d'une défaite, ce n'est pas pour pleurer sur notre sort. Mais pour apprendre, connaître l'ennemi, savoir ce qu'il faut faire, pour gagner. Aujourd'hui, les militants affrontent de plus en plus les grosses machines syndicales. Et ce n'est qu'un début. Pour se défendre et pour se préparer, les militants doivent connaître l'histoire de cette longue trahison. Dans ce sens, la grève de Murdochville, tout en démontrant la combativité et le militantisme des travailleurs de la base, est une démonstration éclatante des résultats du syndicalisme d'affaires.

Mobilisation

Le présent texte est en partie une synthèse d'un imposant travail de recherche effectué par Pierre Hébert et Alain Laury. Nous tenons à souligner leur travail sans lequel le texte suivant n'aurait pas été possible.

* C.F. La Presse, 28 novembre. Plus de la moitié des membres des Métallos ont obtenu l'indexation de leurs salaires.

LA NORANDA MINES ET MURDOCHVILLE

Dès 1923, la Noranda Mines amorce son empire en s'emparant des gisements de cuivre et d'or en Abitibi. Quelques 40 ans plus tard, "l'empire" Noranda contrôle plus de 50% de la production du cuivre au Canada et constitue le seul groupe intégré qui traite le minerai depuis son extraction jusqu'à la production de produits finis. La Noranda possède à des degrés divers plus d'une quarantaine d'entreprises au Canada seulement, mais malgré sa publicité mensongère ("nous sommes d'ici"), elle s'est aussi installée au Chili, au Nicaragua, au Mexique, etc... pour piller les ressources de ces pays et exploiter les peuples. Bref, la Noranda constitue un monopole géant. La compagnie en plus d'exploiter ses travailleurs au maximum se spécialise dans la répression anti-syndicale, utilisant les bons services de l'Etat capitaliste de la police et des "élites" locales (curés en tête).

Au début des années '50, profitant d'une montée des prix sur le marché mondial et d'une campagne de Duplessis pour "attirer" les investissements, la Noranda décide d'ouvrir une mine à Murdochville, une petite ville de Gaspésie. En 1955, la Gaspé Copper Mines entre en opération dans la petite ville de 1.500 habitants dont le contrôle appartient à la compagnie de a jusqu'à z: taxes, services d'eau, écoles, hôpitaux, routes, habitations, etc... Duplessis pour sa part fait changer les lois(1) concernant la sécurité dans les mines, alors que l'Hydro-Québec fait des dépenses énormes pour amener le courant électrique de la côte-nord (par câbles de cuivre produits par la Canadian Wire & Cable de Montréal, une filiale de Noranda!) Les "élites" locales de la Gaspésie encensent la compagnie, les curés font des semaines anti-communistes, tout est pour le mieux.

A l'autre bout du Québec, en Abitibi, la compagnie exploite les nombreux gisements de cuivre, d'or et d'argent et résiste victorieusement contre les luttes syndicales menées par les syndicats "Mine, Mill & Smelter Workers" qui malgré la répression anti-communiste et leur expulsion de la centrale CCT en 1949(2) continuent par leur militantisme et leur combativité à organiser. Suite à leur expulsion, le syndicat international des Métallurgistes Unis d'Amérique entre en scène et tente de marauder les Mine Mill. Les Métallos réussiront à vaincre aux mines de la Noranda en Abitibi, mais leur victoire est fragile, car les Mine Mill sont inébranlables dans le nord de l'Ontario. De plus, la Noranda, refuse de reconnaître tout syndicat, y compris les Métallos. C'est donc dans ce contexte de puissance patronale, de division et d'affaiblissement syndicale que commence le travail à Murdochville.

PREMIERES LUTTES, DEBUT DU SYNDICAT

Dès 1952, les travailleurs de la mine tentent de s'organiser et demandent l'aide des Métallos. Ceux-ci

1) Entre autres choses, les gouvernements accordent à l'industrie minière des avantages fiscaux énormes: exemption d'impôts durant les 3 premières années d'opération; 1/3 des profits exempts d'impôts à titre d'allocation d'épuisement des ressources, etc...

2) Voir à ce sujet, Histoire du Parti Communiste au Canada, Mobilisation, vol.4, no.4, décembre 1974

envoient un "organisateur" qui ne sait pas parler français et qui se contente de faire signer des cartes. En 1953, le CMTC.(3) la filiale de l'AFL au Canada tente d'obtenir l'accréditation. Cela fait l'affaire de la Noranda qui voit dans le CMTC une centrale collaborationniste et sait qu'elle pourra contrôler le syndicat local. En effet, un an auparavant, les dirigeants du CMTC au Québec, Claude Jodouin et Roger Provost avaient brisé la grève des ouvriers du textile à Valleyfield et expulsé les militants fort connus Madeleine Parent et Kent Rowley.(4) Ainsi, comparative-ment aux Métallos, les syndicats du CMTC sont plus sûrs aux yeux des patrons.

Une collusion évidente s'établit entre le CMTC, la compagnie et la Commission des relations ouvrières qui refuse d'entendre les Métallos raconter la répression dont ils sont victimes. Le 26 mai 1954, le "Syndicat international des employés des mines" (CMTC-AFL) est reconnu aux dépens des Métallos. Pendant ce temps, les militants syndicaux à la base sont pourchassés et plusieurs sont renvoyés après avoir été brutalisés par la police de Duplessis et des fiers-à-bras de la compagnie. Dans les années subséquentes, le syndicat de boutique signera des conventions extrêmement désavantageuses pour les mineurs. Les militants de la base sont impuissants devant la collaboration syndicat-patrons-police.

Mais en 1956, des transformations dans le mouvement syndical changent la situation. Aux Etats-Unis, l'AFL et le CIO(5) fusionnent. Au sein du CIO, le nettoyage contre les militants progressistes et les groupes de base combattifs est terminé. Malgré le caractère industriel des syndicats du CIO, il n'y a plus d'obstacles sérieux pour la fusion avec les syndicats de métier de l'AFL, les deux s'entendant sur une politique de fond: le syndicalisme d'affaire, le bon-ententisme et la collaboration avec les patrons. Au Canada, le CMTC fusionne à son tour avec le CCT pour former le Congrès du Travail du Canada (CTC). Au Québec, c'est la naissance de la FTQ. Dans le secteur des mines, il est entendu que ce sont les Métallos qui prendront le plancher au sein de la puissante AFL-CIO et dans le CTC. Ainsi en mai 1956, les Métallos reviennent à Murdochville. Le syndicat de boutique collabore avec eux et enregistrent 720 inscriptions sur 920 employés syndiqués. En août 1956, les Métallos forts de la "légalité" présentent une fois de plus une demande en accréditation. La Noranda réussit à faire suspendre toute décision de la Commission des relations ouvrières et le syndicat n'est pas encore reconnu (il ne le sera en effet que huit ans plus tard).

Ainsi dès le départ, le syndicat se bâtit par en haut, par des procédures légales et suite à des transformations internes au mouvement syndical. Malgré ce fait, les mineurs sont enthousiasmés à l'idée de posséder une union qui n'est pas directement en collusion avec les patrons. Malgré la non-reconnaissance juridique du syndicat, les ouvriers voient un projet de convention collective et se prononcent pour la grève si leurs demandes sont refusées. La Noranda

3) CMTC: Congrès des Métiers et du travail du Canada, affilié à l'AFL américaine. CCT: Congrès canadien du travail, affilié au CIO américain. La fusion de l'AFL-CIO donnera lieu à la fusion CMTC-CCT* pour former le CTC, Congrès du travail du Canada.

4) Voir à ce sujet Charles Lipton, *The trade union movement in Canada*.

5) Voir *Le mouvement ouvrier américain*, Mobilisation, 1974.

ne bronche pas et refuse toute négociation tout en accordant d'autre part une augmentation de salaire. Mais d'autre part, aucune campagne de mobilisation ou de propagande n'est lancée pour expliquer les événements et dénoncer la collusion évidente entre l'Etat (par l'intermédiaire de la C.R.D.) et les patrons. Le syndicat veut compter strictement sur le terrain légal. "Si nous avons la majorité, nous devons être reconnus" disent-ils.

LE CONTEXTE SYNDICAL: LUTTES EN ABITIBI

Il faut rappeler le contexte de ces années. En Abitibi, le syndicat des Métallos tente de s'imposer comme représentant des travailleurs. Les compagnies minières, spécialement la Noranda, refusent toutes d'accorder la formule Rand(6), ce qui affaiblit considérablement les locaux des Métallos qui, ne s'appuyant pas sur un travail d'organisation et de mobilisation constante à la base (contrairement au syndicat des Mine Mill), ne réussit pas à s'implanter fortement dans les mines. En 1954, les Métallos encaissent une solide défaite contre la Noranda à Rouyn. Après une longue grève de six mois, les travailleurs se voient forcés de rentrer un par un. Quand la grève se termine officiellement, la production a déjà repris en majorité. Le prestige des Métallos en prend un coup, un fois de plus, ils ont démontré leur impuissance à organiser la mobilisation des travailleurs à la base, seule garantie de succès de toute lutte syndicale. La politique des Métallos dans le nord-ouest québécois sera par la suite de ne rien faire, de ne mener aucune lutte, et de tenter dans les coulisses de négocier avec les patrons pour la formule Rand et la sécurité syndicale.

6) Selon la formule appliquée lors de la grève de Ford en 1945 par le juge Rand et accordant au syndicat le prélèvement d'une cotisation syndicale sur tout employé de l'entreprise.

Cette situation a un impact direct sur Murdochville. En effet, la stratégie des Métallos est la suivante: il faut garder les choses calmes en Abitibi à cause de la chute de prestige du syndicat et de la proximité des Mine Mill (qui sont implantés rappelons-le dans le nord de l'Ontario), mais d'autre part, il est nécessaire de démontrer que le syndicat des Métallos est un syndicat combatif et militant. Cette démonstration de militantisme, les Métallos décident de la faire à Murdochville, loin des Mine Mill et plus en position de force. Cette stratégie syndicale ne repose pas sur une analyse des forces ouvrières à la base, ni de leurs besoins, de leurs acquis et de leurs faiblesses, mais strictement de la nécessité de préserver la grosse machine des Métallos. Cette stratégie comme nous le verrons plus loin se fera aux dépens des travailleurs.

UN "FRONT COMMUN" NORANDA-MURDOCHVILLE

Toujours selon cette stratégie, les Métallos mettent l'emphase sur la solidarité entre les travailleurs de l'empire Noranda. Chaque local se vote mutuellement des appuis et des promesses de solidarité et les négociations doivent se mener parallèlement. Mais apparaît vite le côté factice de cette solidarité. En effet, la direction de Métallos est bien décidée à ce qu'il n'y ait pas de grève en Abitibi. Dans ce contexte, on commence à s'apercevoir que les déclarations de solidarité demeurent des belles phrases et qu'en réalité, les Métallos ne sont pas prêts à établir un véritable front commun contre la Noranda.

DEBUT DE LA GREVE

Le 10 mars 1957, la grève éclate à Murdochville. A Rouyn-Noranda, les négociations de poursuivent et malgré l'échec, les Métallos refusent de déclencher la grève. Pendant plusieurs semaines, la grève sera remise au jour le



Piquetage de solidarité à Murdochville en 1957. Des travailleurs des deux centrales (FTQ et CTCC) viendront en autobus appuyer les grévistes.

jour en Abitibi. Le 7 avril finalement, le local 4278 de Noranda signe un accord sans avoir remporté de victoires importantes au chapitre des salaires et de la sécurité syndicale. De plus, malgré le fait que plus de 55% des employés refusent le contrat et votent la grève, le syndicat des Métallos refuse de revenir sur sa décision et le contrat est signé et enterré. Plusieurs militants syndicaux de base en viendront aux coups avec certains permanents des Métallos. Mais ces événements sont logiques avec la stratégie des Métallos dont l'objectif principal n'est pas d'obtenir des gains pour les travailleurs, mais de se préserver en tant que syndicat.

Pendant ce temps, la Noranda n'est pas dupe de ces manèges. Ainsi, sa filiale à Murdochville, la Gaspé Copper Mines, se prépare depuis longtemps à la grève. Dès novembre 1956, les stocks sont accumulés, les mesures de sécurité mises en place. De plus, la compagnie tente de provoquer le syndicat. Le 8 mars, le président du local, Théo Gagné(7), est licencié. Plusieurs autres militants de base sont intimidés. Finalement, ce qui complète le tableau, la compagnie est sur le point d'installer de nouveaux équipements ce qui augmentera la productivité et réduira le nombre d'employés. Cette installation demanderait de toutes façons un ralentissement considérable de la production. Donc matériellement, la compagnie ne craint pas la grève. Ainsi toutes les conditions sont posées pour le drame à venir: la compagnie que a tout prévu et qui attend les travailleurs d'un pied ferme, les Métallos qui plutôt que d'organiser une lutte reposant sur les besoins et les capacités des travailleurs préfèrent se préserver en Abitibi et jouer à l'héroïsme à Murdochville.

LES OUVRIERS ET LA GREVE

Les travailleurs de la Gaspé Copper Mines ont pour leur part plusieurs bonnes raisons de vouloir lutter: leurs salaires sont inférieurs à la moyenne accordée dans les mines, les conditions de travail très pénibles, le surtemps obligatoire, les conditions de sécurité dangereuses, l'attitude arrogante des contremaîtres, etc... Pour couronner le tout, un système de bonus qui à cause des bas salaires fait en sorte que les travailleurs sont constamment en compétition les uns avec les autres. Finalement, la non-reconnaissance du syndicat. Tous ces facteurs sont suffisants pour que la solidarité spontanée et le désir de lutter soient assez forts parmi les mineurs. De plus, dans la région, tout le monde hait la compagnie, et cette haine de classe rend la situation potentiellement explosive.

Le 10 mars au soir, quelques 400 mineurs sont réunis en assemblée générale. Ils entendent le récit de Théo Gagné sur son congédiement et personne n'a besoin de longs discours. Le soir même, plus d'une centaine d'eux se rendent aux barrières afin d'empêcher l'entrée de l'équipe de nuit. Seuls une vingtaine de scabs restent à l'intérieur et tous les accès à la mine sont bloqués. Les scabs et les cadres à l'intérieur devaient être ravitaillés par avion durant les premiers jours.

Dès le départ, les ouvriers se heurtent au syndicat sur la question des moyens à prendre. Celui-ci refuse de mobiliser massivement les mineurs pour aller vider la mine. Malgré ce fait, plus de 300 mineurs participeront

7) Théo Gagné, aujourd'hui permanent des Métallos et membre de l'exécutif du Parti Québécois.

activement à la grève durant ces premiers jours, organisant des lignes de piquetage de masse et terrorisant les scabs et les cadres de la compagnie.

Le 20 mars, la compagnie obtient une injonction contre les grévistes qui "permet" de limiter "légalement" le piquetage. Malgré l'avis du syndicat, les grévistes en assemblée générale refusent de respecter l'injonction. Les Métallos mettent sur pied une "police" syndicale pour faire respecter le calme et l'ordre parmi les grévistes et la population de la région qui veut régler "son compte" à la compagnie. Lors de l'annonce de la signature à Rouyn-Noranda, les grévistes prennent à partie le permanent des Métallos qui avait trahi ses promesses. Ce premier incident sérieux cause la première brèche dans le front des travailleurs: le lendemain, un certain groupe rejoint les scabs à l'intérieur de la mine.

LA JOURNEE DU 25 AVRIL

Les grévistes sont avertis dans la matinée de l'arrivée imminente de 125 policiers de la police provinciale, dont une bonne partie semble avoir été assermentée la veille seulement parmi les chômeurs et les fiers-à-bras de Québec. Les grévistes, encore une fois contre l'avis du permanent des Métallos, veulent se préparer. On décide de miner tous les ponts donnant accès à la ville minière. Le plan ne sera pas exécuté finalement, mais cela démontre l'état d'esprit des travailleurs.

Finalement, deux autobus bondés de flics arrivent en ville. Ils sont aussitôt entourés par plus de 600 mineurs et travailleurs de la région. A l'intérieur, les policiers sont sans armes. Les grévistes menaçants entourent les cars et ne laissant rien sortir. Le chef de l'escouade de la police est désarmé, les grévistes se mettent à secouer les autobus au point de les soulever à trois pieds du sol. L'exécutif syndical et les permanents des Métallos réussissent à convaincre les travailleurs de laisser les flics partir. Une heure plus tard, ceux-ci reviennent armés de mitraillettes et de bombes lacrymogènes, dispersent les lignes de piquetage et font évacuer les abris des grévistes à la pointe du fusil. Le lendemain, les Métallos négocient avec la police pour qu'une ligne de piquetage symbolique de six hommes soit permise aux abords de la mine... C'est le début d'une fin qui s'éternisera plusieurs mois.

Cette journée est le point tournant majeur de la grève. Par la suite, plusieurs grévistes affirmeront que c'est ce jour-là que la grève fut perdue. Pour sa part, le syndicat déclare: "...Conservez donc votre calme...et la victoire est à nous. Remarquez une chose. Si la compagnie est obligée de se servir d'un si fort contingent de policiers, c'est qu'elle même n'a plus aucune autorité sur ses employés..."

Malgré la nécessité de ne pas tomber dans la provocation et dans le jusqu'au boutisme à tout casser, le syndicat aurait pu mener une résistance plus militante contre la police et la compagnie. Ainsi, en 1946, lors de la grève de la Dominion Textile à Valleyfield, (8) les grévistes repoussèrent victorieusement plusieurs centaines de policiers venus pour briser les lignes de piquetage. Encore une fois, il faut voir ces événements dans la logique du syndicalisme pratiqué par les Métallos et dont les seuls moyens proposés se confinent toujours dans un strict légalisme.

8) *The trade union movement in Canada*, opt.cit.

A partir de cette journée, la démobilité des travailleurs ira en s'accroissant. Les Métallos encouragent ce processus en conseillant aux grévistes de se trouver des emplois ailleurs. Ainsi, les Métallos dirigeront plus de 400 grévistes vers Elliot Lake où ils contrôlaient les syndicats dans les mines d'uranium. A la fin d'avril, il ne reste plus qu'un nombre très réduit de grévistes à Murdochville. En fait, il y a même plus de scabs et de policiers que de grévistes. Les Métallos conseillent le calme et le seul contact avec les travailleurs demeure la remise des prestations de grèves.

TERRORISME ET VIOLENCE

L'absence de mobilisation et d'organisation des travailleurs conduit quelques uns à entreprendre des actions individuelles. Des bombes sont placées à quelques reprises et font quelques dommages à la compagnie. Le 13 juillet, une bombe éclate dans les mains d'un travailleur qui voulait la poser contre une installation de la compagnie. Il est tué sur le coup et deux autres sont blessés. Ces initiatives démontrent la combativité ouvrière, mais aussi leur impuissance et leur désorganisation. Pendant ce temps, les "élites" locales dénoncent la "violence" et les Métallos lancent des appels au "calme".

D'autres actions spontanées des travailleurs sont entreprises. Ainsi, le 22 mai, plusieurs centaines de grévistes et de sympathisants sont décidés à entrer dans la mine pour en chasser les scabs. Le syndicat s'y oppose, la foule est divisée. Un certain nombre s'y rendent quand même où ils sont chassés par la police après de vives échafourées. Le lendemain, la police adressera ses compliments aux organisateurs du syndicat pour leur comportement modérateur durant cette soirée.

Plus tard, les femmes des grévistes organiseront une manifestation qui se terminera dans le sang suite à une charge de la police. Toutes ces tentatives d'action de masse ne pourront jamais prendre l'ampleur à cause de l'opposition systématique de la direction du syndicat et des permanents des Métallos.

L'ATTITUDE DE LA COMPAGNIE

Comme au temps du far-west, c'est la loi du plus fort ou surtout du plus armé. Utilisant les fiers-à-bras de l'"Agence de détectives Atlas", la compagnie emploie la terreur et l'intimidation(9). De plus une campagne intensive est entreprise dans la radio et les journaux, visant à discréditer la grève et les grévistes. La compagnie s'attaque aussi aux familles, menaçant d'expulsion et réclamant les arriérages de taxes et de loyers. Le 2 août, la compagnie raye de sa liste de paie tous les employés restés en grève, les congédiant de facto. Dès le début d'août, le nombre de scabs et d'employés retournés au travail est suffisant pour

9) La Noranda pratiquait ce que les milieux patronaux appelaient la formule "Mohawk Valley" pour briser les grèves: qualifier les chefs syndicaux d'agitateurs, exercer la pression économique sur la communauté, soulever la bannière de la loi et de l'ordre, mobiliser les "élites" locales, mobiliser la police et l'armée, organiser une campagne de retour au travail, démoraliser les grévistes, forcer la capitulation, publiciser partout que l'entreprise est en opération...

ouvrir toutes les opérations de la mine. Les chambres de commerce et les curés du coin envoient des télégrammes à Duplessis lui demandant d'arrêter tous les grévistes.

INTERVENTIONS SYNDICALES

Battus sur le terrain de la grève, les Métallos se rabattent sur une campagne large destinée à susciter la sympathie pour les grévistes. Le syndicat déclare: "Demeurons calmes, ne nous laissons pas aller à la violence même si on nous provoque... Gandhi a gagné l'indépendance de l'Inde par la résistance passive contre les canons de ceux qui voulaient garder son pays dans la servitude... Les travailleurs de Murdochville n'ont pas besoin d'avoir recours à la violence pour gagner la liberté de la Gaspésie..." (29 avril 1957).

L'appareil syndical se met en marche. On encourage les gens à envoyer des télégrammes à Duplessis "pour demander à l'honorable Maurice Duplessis d'intervenir sans délai dans le conflit en convoquant une réunion des parties, premier pas vers une solution équitable du différend..."

Le 4 juillet, le CTC vote une résolution pour adjoindre ses affiliés de "passer à l'action politique" en vue des prochaines élections provinciales. Votes après votes, résolutions après résolutions, on discute dans les directions syndicales comment ne pas affronter la question en face.

Le 12 août, la FTQ annonce qu'elle organise une marche de solidarité sur Murdochville.

"L'écho des montagnes de la Gaspésie va répéter des centaines et des milliers de fois les protestations des mouvements ouvriers québécois de l'UCC du diocèse de Gaspé et va porter jusqu'à Québec la requête des représentants de l'autorité publique de la Gaspésie..."

LA DOUBLE JOURNEE DU 19 AOUT

Le 19 août au début de l'après-midi, une délégation d'environ 500 responsables syndicaux avec à leur tête les dirigeants de la FTQ et de la CTCC(10) arrive à Murdochville pour organiser une "ligne de piquetage symbolique". Les syndicalistes circulent sous la surveillance policière durant quelques heures. Quelques accrochages non sérieux se produisent avec des scabs, mais le tout se termine dans le calme. Les dirigeants syndicaux par la suite feront une immense campagne pour montrer "l'héroïsme inouï" qu'ils avaient démontré durant quelques heures devant les portes de la Gaspé Copper Mines.

Mais la véritable bataille ne s'arrêta pas à ce moment. En début de soirée, alors que les syndicalistes sont encore en route pour Québec, ils reçoivent le message que des incidents ont éclaté dans la ville minière et que les grévistes ont besoin d'aide. Les chefs syndicaux refusent sur le champ et continuent leur chemin.

Pendant ce temps, c'est la fureur et l'émeute. Pour répliquer à cette mini-offensive syndicale, la compagnie lâche ses meutes. Plus de 300 scabs, protégés ouvertement par les flics de la p.p. descendent des baraquements vers la maison des grévistes. Ils renversent sur leur passage les

10) Dont Claude Jodouin, président du CTC, Gérard Picard, président du CTCC, Gérard Pelletier, Jean Marchand, Louis Laberge, Fernand Daoust etc...



Les grévistes affrontent la PP à Duplessis. Les "labor boss" se défilèrent et donneront l'ordre de capituler.

voitures des ouvriers. Ils pénètrent dans les locaux du syndicat pour battre les grévistes présents et détruire complètement le local. Certains scabs s'attaquent aux maisons des grévistes pour s'en prendre aux familles. Un ouvrier sort de sa maison et tire sur les voyous. La loi des bandits et des riches domine. Après l'acte d'héroïsme "inouï" des dirigeants syndicaux, ce sont les travailleurs inorganisés et impuissants qui paient la note. A partir de cette soirée, les grévistes devront se déplacer armés dans la ville. Il était maintenant clair pour tous que la grève était bel et bien perdue.

FIN DE LA GREVE

Le 7 septembre, les dirigeants de la FTQ déclarent "Le seul endroit où se gagnera la grève, c'est au parlement de Québec". Duplessis évidemment ne veut rien entendre. Le 14 septembre, une rumeur de grève générale d'appui aux grévistes de Murdochville est lancée, vite démentie par les dirigeants des syndicats. Le 19 septembre, l'Union Nationale est ré-élue avec une majorité écrasante dans des élections partielles. Le 5 octobre, lors d'une assemblée syndicale, l'exécutif et le permanent des Métallos suggèrent la rentrée au travail. 165 grévistes votent en faveur de la rentrée, contre 35. La grève est terminée. Le syndicat justifie la rentrée par le rejet par la Commission des relations ouvrières de la motion de la compagnie visant à bloquer l'accréditation syndicale. Selon le syndicat, le dernier obstacle à la reconnaissance du syndicat est levé. En fait, ce "dernier" obstacle se perpétua pendant huit longues années par la suite, huit longues années sans syndicat et sans protection pour les travailleurs. En 1963, Roger Lamoureux directeur des Métallos au Québec déclare: "Une grève n'est

jamais perdue. Dans une grève, ce n'est pas l'ouvrier qui perd, c'est le patrons. Le premier résultat d'une grève, surtout d'une grève longue, c'est le "slush-fund" le capital accumulé par la compagnie grâce aux salaires injustes et inadéquats payés pendant des années par la compagnie, ce fond est épuisé, ce qui rend la compagnie beaucoup plus sensible à la nouvelle menace de grève pour les prochaines années..." Le ridicule de ces affirmations ne devrait pas nous faire oublier le tragique de la situation réelle.

La plupart des grévistes ne furent jamais réengagés. Plusieurs de ceux qui quittèrent avant la fin pour Elliot Lake ou ailleurs ne purent jamais revenir. Plusieurs dizaines de travailleurs perdirent leurs biens, maisons, voitures, etc... La grève coûta aux Métallos plusieurs millions de dollars, sans compter l'amende que leur infligeât la Cour d'appel en 1972 de \$1,500,000 en dommages et intérêts à la Gaspé Copper mines. A Murdochville aujourd'hui encore, il ne faut pas tellement parler de syndicalisme si on veut être populaire...

MURDOCHVILLE: FATALITE HISTORIQUE OU LECON SUR LE SYNDICALISME NORD-AMERICAIN

Après la grève, les dirigeants syndicaux et les idéologues bourgeois de la "révolution tranquille" tentèrent de justifier l'échec par toutes sortes de considérations hors propos. D'autres se servirent de la grève pour leur carrière politique (entre autres l'inévitable boy-scout des grèves perdues en personne, P.E. Trudeau, l'"honorable"...). L'explication qu'ils mirent de l'avant était la suivante: la grève de Murdochville se situe à la fin de la "grande noirceur". Elle constitue en quelque sorte le début de la

"révolution tranquille". Dans ce sens, la défaite immédiate était inévitable, mais ce fut une "leçon morale pour l'avenir. Cette analyse, outre son caractère infantile a pour but d'éviter la critique du syndicalisme et de l'idéologie collaborationniste et affairiste qui y dominait et y domine encore. On passe ainsi à côté des faits réels, et pire encore, on refuse de tirer les leçons qui s'imposent.

Revoyons ces faits. La stratégie de départ des Métallos n'avait pas pour but principal de défendre les intérêts des ouvriers de Murdochville, mais pour protéger le syndicat contre le syndicat militant Mine Mill dans le nord de l'Ontario et le nord-ouest du Québec. Tout le charriage autour de cette lutte avait pour but de rehausser l'image du syndicat sensiblement détériorée après la défaite contre Noranda en Abitibi en 1953. Pourquoi protéger à tout prix le syndicat des Métallos au dépens des travailleurs? La réponse à cette question se trouve dans l'histoire même des Métallos où dès le début ce syndicat fut contrôlé par une clique de bureaucrates dont l'objectif principal était de se faire une carrière sur le dos de la classe ouvrière. C'est aussi à cause de cela que les Métallos furent les premiers parmi les syndicats industriels au Canada à expulser systématiquement de ses rangs les militants communistes et les travailleurs combattifs qui eux posèrent les conditions à la base, au jour le jour, dans les fonderies, les aciéries et les mines pour que puisse naître le syndicalisme industriel. Ce furent d'ex-dirigeants du Métallos devenus dirigeants du CCT qui expulsèrent en 1949 les Mine Mill, de même que les ouvriers des produits électriques (United Electrical Workers-UE), et bien d'autres syndicats petits et moyens.

Depuis longtemps, la direction des Métallos est à l'avant-garde de la réaction et de la collaboration de classe a sein du mouvement syndical. Ces principes de base, tel qu'appliqués à Murdochville, sont les suivants:

- Contre la mobilisation des travailleurs. La lutte syndicale doit se mener par les experts négociateurs, les permanents. Il est inutile voire même dangereux de mobiliser et d'organiser les travailleurs pour qu'ils prennent leurs luttes en mains.
- Pour la collaboration et le bon-ententisme avec les patrons. Pour les Métallos, il faut présenter des revendications qui ne sont pas "exagérées", c'est-à-dire qui ont de bonnes chances de ne pas trop faire peur aux patrons. On peut dire dans ce sens que ce ne sont que des capitalistes arriérés comme ceux de Noranda dans le temps et ceux de United Aircraft aujourd'hui qui sont incapables de comprendre cette réalité et de collaborer avec les syndicats d'affaire.
- Pour le légalisme et le pacifisme à outrance. Non seulement ne faut-il pas présenter des revendications "exagérées", encore faut-il les présenter d'une façon "civilisée", "pacifique" et limiter l'action syndicale au strict cadre légaliste que nous impose l'Etat capitaliste. Les Métallos ont toujours été contre l'initiative militante de la base, que ce soit à la Canadian Steel Foundries et à Carter White Lead aujourd'hui qu'à Murdochville dans le temps.

Ces caractéristiques des Métallos et du syndicalisme d'affaire sont à l'opposé d'une véritable défense des intérêts économiques des masses. De plus ce type de syndicalisme s'inscrit fort bien dans le développement de l'impérialisme et du capitalisme dans le monde et dans le renforcement de sa force principale, l'impérialisme américain.

Pour terminer ce regard historique, il convient de rappeler le rôle des progressistes à cette époque. Ainsi,

même si les militants progressistes avaient été éliminés des Métallos, il subsistait encore à cette époque des militants au sein du mouvement syndical. Nous avons mentionné au cours de ce texte le rôle du syndicat des Mine Mill. Il n'est pas lieu ici de l'analyser à fond. Mais pour comprendre la critique des Métallos, il est essentiel de voir les faiblesses des syndicats progressistes. ainsi, les Mine Mill, après avoir été vaincus par les Métallos en Abitibi au début des années '50 développèrent la position qu'il ne valait pas la peine de mettre des efforts au Québec tant que le régime Duplessis se maintiendrait. Cette position capitulationniste se combinait aussi à des conceptions économistes.(11) Au sein des Mine Mill, ces positions économistes conduisirent les militants qui y travaillaient à limiter strictement leur travail à l'organisation syndicale et à la lutte économique. C'est ce qui empêcha le syndicat de contribuer à générer une nouvelle génération de militants progressistes capables de poursuivre le travail. Petit à petit, les différences entre le syndicalisme pratiqué par les Mine Mill et celui des Métallos tendait à s'estomper, ne laissant que des distinctions de type quantitatif (les syndicats Mine Mill étant généralement plus revendicatifs). En 1966, les Mines Mill acceptèrent sous certaines conditions de se dissoudre au sein des Métallos. Ainsi par rapport aux événements de Murdochville, le syndicat Mine Mill et les autres militants progressistes au sein des syndicats se contentèrent de manifester leur sympathie et d'appuyer moralement et financièrement la grève. Ils ne s'en servirent pas pour faire une critique de syndicalisme réactionnaire des Métallos et du CTC, ils ne jugèrent pas important de mener la lutte idéologique contre les directions des syndicats du CTC. Cette faiblesse ne fut pas un facteur majeur dans la défaite des grévistes. Pourtant il en eut été autrement que les gros syndicats d'affaire en seraient sortis plus discrédités aux yeux des travailleurs.

RENOUVELER LES SYNDICATS, AMORCER LA LUTTE

Alors qu'aujourd'hui une nouvelle génération de militants progressistes oeuvrent à édifier le parti révolutionnaire, la question des syndicats, et plus largement encore la gestion du travail de masse dans les entreprises se posent à nouveau et restent déterminantes pour le développement d'un mouvement révolutionnaire.

Les militants révolutionnaires réalisent l'importance de la lutte économique et syndicale, tout en plaçant ces luttes dans le contexte d'une perspective politique plus globale, car il est certain, à Murdochville comme aujourd'hui, que le terrain de la lutte économique est limité, que les victoires qu'on peut remporter sont minimes, difficiles à obtenir et toujours remises en question. D'où l'importance prioritaire pour les révolutionnaires d'organiser la lutte politique, car les luttes économiques, même bien organisées et combatives, ne pourront jamais dépasser le niveau d'une résistance à l'exploitation.

Mais les révolutionnaires doivent aussi faire leurs preuves. Il faut que leur explication politique et la préparation des masses au combat de classe s'édifie sur la base de notre capacité à diriger concrètement et quotidiennement les luttes des travailleurs. Ceux-ci ne se

11) Voir Histoire du Parti Communiste au Canada, Mobilisation, vol.4, no.4

laissent pas embarquer par de beaux discours sur le socialisme, mais bien quand ils réalisent qu'une direction juste dans leurs luttes de résistance nécessite une compréhension d'ensemble, une vision politique, une analyse scientifique de la réalité, ce que les révolutionnaires peuvent et doivent apporter. Ainsi, la lutte économique, et les organisations qui les mènent constituent bien, selon l'expression de Lénine, l'"école de la guerre", le lieu où les masses s'entraînent sous la direction des révolutionnaires à la lutte pour le socialisme. C'est ce qui nous oblige aujourd'hui à développer une position juste sur les syndicats et sur les luttes économiques, qui nous oblige à oser diriger la lutte quotidienne contre la détérioration des conditions de vie et de travail. Nos acquis sur ces questions demeurent encore faibles, compte tenu de la jeunesse du mouvement révolutionnaire. Nous sommes capables de comprendre comment et pourquoi les gros syndicats d'affaire comme les Métallos trahissent les travailleurs, en collaboration avec les patrons et l'Etat capitaliste. Ce que nous savons aussi, c'est que les syndicats, ou les autres organisations de masse, doivent pour remplir leur rôle, être **démocratiques**, reposer sur la participation et la mobilisation la plus large des travailleurs. Nous savons aussi que les syndicats doivent être **combattifs**, prouver que c'est dans la lutte qu'on peut gagner et s'opposer à toutes formes de collaboration et de bon-ententisme avec les boss. Nous savons finalement que les syndicats doivent être branchés sur des idées **progressistes** qu'une conscience de classe doit y être injectée pour éviter la division entre les dirigeants et les masses, entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les vieux, entre les immigrés et les québécois, etc...

Nous savons que les syndicats aussi corrompus soient-ils actuellement constituent encore des instruments "où les masses sont" et que donc il faut y travailler. Nous

savons que pour transformer les syndicats, il faut que les travailleurs s'organisent par leurs propres forces, et que ce ne sont pas des changements de cliques par en haut qui donnent des résultats. Nous savons que nous devons combiner adroitement le travail à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats en même temps, pour bâtir la force ouvrière à la base capable d'imposer une véritable transformation des syndicats, qui redonnera aux syndicats leur caractère d'origine d'organisations de masse capables d'organiser et de défendre les travailleurs pour protéger leurs conditions de vie et de travail. Mais nous savons aussi que le rôle des militants progressistes au sein des masses n'est pas seulement d'organiser la résistance, de défendre l'immédiat mais aussi de préparer l'avenir, de faire un travail de formation politique en vue de mobiliser les travailleurs les plus avancés pour la révolution, avec la théorie marxiste-léniniste comme guide politique; et d'adapter à nos propres conditions ce mot d'ordre de l'Internationale Communiste:

"Toute l'agitation et la propagande, toute l'action du Parti Communiste doivent être pénétrés de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible; que seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme..."(12)

12) *L'Internationale Communiste et les syndicats*, réédition de la librairie progressiste. c.f. *La Presse*, 28 novembre, plus de la moitié des membres des Métallos ont obtenu l'indexation de leurs salaires.

POUR LA PUBLICATION DE VOS JOURNAUX

le service d'imprimerie de la Librairie progressiste met à votre disposition

- un service de consultation technique, incluant des cours pratiques, vous permettant de produire des publications de tout genre de la meilleure qualité et au plus bas coût possible.
- un service complet de préparation de vos travaux d'impression comprenant, montage, photocomposition, titres et caméra.
- un service d'impression offset pour des dimensions allant jusqu'à 11po.X17po.

Si vous avez des projets venez nous consulter
1867 Amherst, Montréal, Tél: 522-1373

La FTQ

Une des caractéristiques des syndicats affiliés à la FTQ, c'est le mystère qui les entourent souvent quant à leur nature exacte et leurs rapports avec la centrale. Souvent, les travailleurs d'un syndicat local ne savent même pas quelle est véritablement la situation. En plus des raisons inhérentes au syndicalisme d'affaire (absence d'information et de consultation à la base), il faut dire que c'est dans la nature même de la FTQ d'avoir un statut obscur. En fait, la FTQ (1) n'est pas une centrale syndicale comme la CSN. Ses fonctions et ses pouvoirs la définiraient plus comme un conseil du travail local, mais à l'échelle du Québec. Il est souvent dit dans ce contexte que la FTQ ne possède pas de pouvoirs, qu'elle n'a aucune juridiction sur les syndicats affiliés, etc... Cette réalité est due au fait que ceux qui dirigent la FTQ sont eux-mêmes dépendants des syndicats internationaux dont ils sont issus et ne sont donc pas intéressés à transformer véritablement la FTQ en une véritable centrale. Les Laberge (de l'association internationale des machinistes), Gérin-Lajoie (Métallos) et consorts, malgré leurs déclarations nationalistes, ont tout intérêt pour le moment à conserver leurs liens avec l'AFL-CIO. De plus, les syndicats locaux des unions internationales ne sont pas tenues de s'affilier à la FTQ et peuvent le faire seulement au niveau du CTC (Congrès du travail du Canada). Mais le véritable pouvoir réside dans les syndicats américains. C'est là que se prennent les décisions, et les dirigeants locaux, Gérin-Lajoie chez les Métallos, les autres dans le vêtement, les TUA de Robert Dean, etc... ne sont que des **exécutants**.

D'autre part, il y a un autre côté à la médaille. Certains dirigeants syndicaux de la FTQ, conscients de leur force et des possibilités financières qu'ils contrôlent, tentent de développer une certaine "autonomie" par rapport aux syndicats internationaux auxquels ils sont affiliés. L'exemple le plus frappant à ce sujet est celui du Conseil des Métiers de la construction et de son ex-dirigeant "Dédé" Desjardins. Dans leur idée toutefois, l'"autonomie" ne signifie pas l'"indépendance", cela signifie conserver les liens mais rapatrier plus de pouvoir et surtout plus de cotisations dans les

structures locales. Lors du dernier congrès de la FTQ durant l'automne '73, on vit s'affronter les tenants de l'"autonomie" (Desjardins en tête) contre les "internationaux" (Gérin-Lajoie surtout). Mais cette contradiction n'est en fait qu'une contradiction "secondaire" parmi tous ces bureaucrates syndicaux, la contradiction "principale" dans leur cas étant celle qui oppose l'ensemble des bureaucrates syndicaux contre les travailleurs de la base.

Finalement, il est aussi intéressant de noter les opinions "politiques" de ces dirigeants syndicaux. Ainsi, certains "autonomistes" (surtout dans la construction) servent de bras et de financiers au Parti-Libéral avec qui ils entretiennent des rapports fructueux (révélés en partie par la Commission Cliche). D'autre part, les "internationaux", en particulier l'équipe entière des Métallos (de Gérin-Lajoie à Clément Godbout sur la côte-nord) sont intégrés dans l'appareil du Parti Québécois. Cette contradiction apparente n'en est pas une en réalité. Dans l'idée de ces messieurs, le PQ est effectivement perçu pour ce qu'il est: un instrument pour restructurer le capitalisme au Québec en collaboration étroite avec l'impérialisme américain, et ce projet n'est nullement incompatible avec les objectifs des syndicats américains tel les Métallurgistes Unis d'Amérique qui sont intégrés à l'impérialisme yankee.

La conclusion qui en ressort pour les militants révolutionnaires et les travailleurs combattifs est qu'il est illusoire de penser transformer la FTQ et les syndicats internationaux par une lutte à l'intérieur de l'appareil (par exemple en présentant des candidats progressistes aux postes de direction de la centrale ou aux postes de permanents des syndicats internationaux). Le contrôle vertical de ces syndicats par l'impérialisme américain rend ce projet illusoire, voire même dangereux, en ce qu'il contribue à cautionner encore plus ces appareils réactionnaires. Comment donc transformer les syndicats? Cette question demeure encore sans réponse claire pour le moment. Le principe stratégique demeure évidemment la mobilisation et l'organisation massive des travailleurs de la base, par le biais des syndicats locaux lorsque cela est

possible, ou dans des structures autonomes (comités de travailleurs ou autres...) lorsque le pouvoir de la bureaucratie est trop puissant pour prendre ou garder le contrôle d'un syndicat local. Toutefois, la **tactique** à généraliser et à appliquer dans un plan d'ensemble n'est pas encore déterminée. Le caractère embryonnaire et inorganisé des forces militantes dans les entreprises explique cette situation. Il est clair toutefois que la solution ne réside pas dans le transfert des locaux dans les syndicats dits "nationaux" (CSN au Québec, CCU au Canada) qui sont dans leur majorité contrôlés par le même genre de bureaucrates qui fonctionnent toujours selon le principe du syndicalisme d'affaire collaborationniste et bon-ententiste avec les boss. La réponse viendra de la base, du mouvement et de la lutte de masse des travailleurs, en combinant adroitement et dialectiquement le travail de l'intérieur des syndicats (prise en charge d'exécutifs locaux) et de l'"extérieur" (mobilisation de masse des travailleurs dans des structures autonomes, combattives et progressistes).

1) Selon les statistiques du congrès de 1971, la FTQ regroupe un total de 221,023 membres affiliés, dont 67% employés dans l'industrie primaire et lourde et le restant dans les services publics et privés. Les plus gros syndicats de la FTQ sont les Métallos (environ 35,000 membres), le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) avec près de 26,000 membres, les ouvriers du vêtement pour dames (111,600 membres), la Fraternité internationale des travailleurs de l'industrie des pâtes et papier (10,500 membres), etc... Plus des 2/3 des membres de la FTQ sont concentrés à Montréal où ils composent la très grande majorité des travailleurs de l'industrie de biens de production et de biens de consommation (métallurgie, produits électriques, électronique et avionnerie, textile et vêtement, alimentation, imprimerie, industrie chimique, construction, transport, automobile, etc...).

L'AFL-CIO et l'impérialisme américain

par Ruth Needleman,
Guardian
"Special issue on American workers
and their struggles",
automne 1974.

Le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973 ne fut pas uniquement l'oeuvre des militaires gorilles et des réactionnaires chiliens. Des informations récentes démontrèrent clairement le rôle de la CIA et du fameux "Comité des 40" de Kissinger et de ses acolytes du gouvernement américain. Ces informations et bien d'autres démontrèrent le rôle du gouvernement Nixon durant les trois années de l'Unité Populaire pour renverser ce gouvernement en finançant à coups de millions l'opposition réactionnaire. Ces efforts aboutirent au coup du 11 septembre, les milliers de morts et de torturés, la suppression de tous les droits démocratiques, le fascisme militaire à la gorille.

Ce qui fut peu révélé toutefois, c'est que le coup fut aussi appuyé et financé par l'AFL-CIO, la puissante centrale syndicale américaine.

Par le biais de l'Institut Américain pour le Développement du Syndicalisme Libre (IADSL), une organisation mise sur pied en 1962 par le gouvernement américain, les corporations multinationales et l'AFL-CIO, des fonds gouvernementaux et syndicaux (payés par les travailleurs américains) aboutirent dans les mains des "syndicalistes" de droite chiliens, qui furent au centre de la conspiration contre l'Unité Populaire.

Travaillant de concert avec la CIA, l'Institut pour le syndicalisme libre entraîna aussi des syndicalistes chiliens à son école de Front Royal (Virginie). Ces élèves de l'Institut jouèrent un rôle important lors du lock-out des propriétaires de camions et lors de d'autres grèves patronales et attaques économiques contre l'Unité Populaire, préparant ainsi la voie au coup d'Etat. Nous allons maintenant voir comment cela s'est passé et ce qui lie ensemble les forces réactionnaires et anti-communistes de l'AFL-CIO, de la CIA et des gorilles chiliens.

LE RÔLE DE L'INSTITUT AMÉRICAIN POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SYNDICALISME LIBRE

Les objectifs fondamentaux de l'Institut se reflètent dans sa structure organisationnelle et opérationnelle qui fonctionne à trois niveaux. L'Institut ne fut jamais un organisme destiné strictement à l'éducation,

tel que dit officiellement. Derrière l'aspect d'éducation se cache un appareil d'information. Et plus loin encore un appareil d'opérations clandestines.

Au premier niveau, l'Institut est censé former des dirigeants syndicaux latino-américains dans l'idéologie de la collaboration de classe et de se gagner les syndicats ou les centrales les plus importants. A un deuxième niveau, l'Institut collecte l'information pour la CIA, facilite l'infiltration des mouvements syndicaux, et fournit une couverture pour le recrutement systématique d'informateurs et d'agents. Au troisième niveau, l'Institut est une couverture officielle pour les opérations et le transport des agents de la CIA.

Au début, l'Institut réunit plusieurs syndicalistes américains, dont quelques uns avec de l'expérience sur l'Amérique Latine par leur participation au bureau latino-américain du Secrétariat international du travail. Ces gens avaient des relations au sein du mouvement syndical latino-américain et américain. Après cette première série, un nouveau type de fonctionnaires se mirent à travailler à l'Institut. Pour la plupart, sans expérience syndicale, ces personnages comprenaient un capitaine de la marine, deux colonels de l'armée de l'air, des gens du ministère de la défense, ainsi que des agents de la CIA.

De 1970 à 1973, un certain nombre de syndicalistes chiliens voyagèrent à plusieurs

reprises aux Etats-Unis. La plupart venaient de syndicats réactionnaires implantés dans certains secteurs stratégiques. En 1972, quelques six groupes de syndicalistes chiliens sont venus aux Etats-Unis pour rencontrer des dirigeants de l'AFL-CIO, de l'Institut et du Secrétariat international du travail. Ces groupes étaient dirigés par des opposants connus à l'Unité Populaire et jouèrent un rôle stratégique lors du 11 septembre 1973.

FINANCEMENT

L'Institut coûte très cher. Plus de 90% de son budget est fourni par l'Agence américaine de développement international. De plus, l'Institut est grassement payé par diverses agences gouvernementales dont l'Alliance pour le progrès (\$4.5 million pour l'Institut sur le budget total de \$6.1 million de l'Alliance pour le progrès). De plus, l'Institut jouit de marges de crédit substantielles auprès de la Banque de développement américaine, etc... De plus, l'AFL-CIO fournit à l'Institut d'énormes montants à même les cotisations ouvrières et le fonds de pension de la centrale. Mais ce n'est pas tout. L'Institut est aussi financé par les grandes corporations, particulièrement celles qui investissent en Amérique Latine. La liste des commanditaires inclut des noms connus comme le groupe Rockefeller, ITT, Kennecott Copper, Anaconda Copper, First National City Bank, etc... Des informations indiquaient que le président de l'ITT avait doublé sa cotisation à l'Institut récemment.

A son tour, l'Institut fait la distribution de l'argent parmi les syndicats pro-américains d'Amérique Latine, mais finance aussi les organisations et les individus d'extrême-droite. Ces transferts d'argent se font évidemment clandestinement, ou par le biais du Secrétariat international du travail, qui est censé regrouper les fédérations syndicales de plusieurs pays. Alors que l'Institut joue un rôle d'éducation, d'information et de subversion, c'est le Secrétariat qui intervient ouvertement dans les syndicats, masqués qu'il est par son aspect "international" et "syndical," sans compter sa longue histoire de relations avec la CIA.

L'avantage de passer par un intermédiaire international est grand puisqu'il est impossible de retracer directement les sources de financement jusqu'à leur source originale. Mais le tracé est le suivant: de l'Agence de développement international à l'Institut, et de l'Institut au Secrétariat international (auquel sont affiliés six grandes fédérations syndicales américaines); les transferts de fonds se font par le moyen de sous-contracts entre l'AID et l'Institut et l'Institut et les six fédérations américaines désignées par le directeur des affaires internationales de l'AFL-CIO, Ernest Lee, le beau-fils du président G. Meany. Ces six fédérations sont les suivantes: Communication Workers of America, Brotherhood of

Railway, Airline Clerks, Retail Clerks International, International Federation of Petroleum and Chemical Workers, Textile Workers Union, et American Federation of Musicians.

Chacun de ces syndicats envoie les fonds à leur Secrétariat international, qui lui finalement termine le voyage en envoyant l'argent à tel ou tel syndicat d'Amérique Latine. Tout au long de ce circuit, l'argent a perdu sa nationalité, sa couleur et son origine précise. Il est donc impossible de prouver le financement américain.

Au Chili cependant, la conscience de classe, le militantisme et l'organisation du prolétariat chilien ont toujours empêché l'AFL-CIO de pénétrer substantiellement dans le pays et de détourner les luttes politiques des travailleurs. L'Institut avait prévu la victoire d'Allende en 1970 sans trouver de moyens pour l'empêcher. Dès la prise du pouvoir par l'Unité Populaire, la subversion anti-populaire s'organisa. Une stratégie d'ensemble assurait la coordination avec la droite chilienne et le gouvernement américain. Cette stratégie définissait trois objectifs: saboter l'économie, édifier une opposition de droite massive et saper l'unité de la classe ouvrière. Le sabotage de l'économie fut au début la priorité. Alors que le gouvernement américain et les corporations multinationales organisaient le blocus économique financier et commercial, l'Institut concentra ses efforts à l'intérieur du pays. Par le biais de ses agents au sein du mouvement syndical dans les métiers et les professions, l'Institut organisa des grèves, nuisit à la production. Les grèves dans les secteurs stratégiques, comme le cuivre et le transport, étaient prioritaires. L'Institut remporta un grand succès en avril 1973 quand la Confédération centrale des professionnels chiliens (CUPROCH), ainsi que les corporations indépendantes (Gremios) et les syndicats de métier de la mine de cuivre El Teniente se mirent en grève. Les mineurs du cuivre au Chili ont toujours été favorisés par rapport à l'ensemble des travailleurs. Entre autres, ils reçurent des clauses d'indexation de leur salaire au coût de la vie. En avril 1973, le gouvernement de l'Unité Populaire décida d'augmenter tous les salaires de 100% compte tenu de l'inflation. Malgré le fait que les mineurs avaient déjà été augmentés grâce à leur formule d'indexation, ils réclamèrent eux-aussi une augmentation de 100%. Le gouvernement populaire réussit à s'entendre avec les mineurs. Mais les techniciens ne voulurent pas retourner au travail. Durant trois mois, ils sabotèrent la production, faisant perdre au pays plus de 590 millions et provoquant des attaques de toutes parts contre le gouvernement.

AIDE AU FASCISME

En octobre 1972, la CUPROCH assumait son rôle dirigeant dans la contre-révolution. Leur participation à la grève patronale du

transport permit à la droite de mobiliser massivement contre l'Unité Populaire. Quand la grève échoua, les réactionnaires se réunirent en une organisation nationale de défense des associations patronales, pour défendre selon eux le "syndicalisme libre", le gremialisme. Les dirigeants de cette organisation étaient les présidents des quatre plus grandes associations patronales du pays, dont le président de l'Association nationale des manufacturiers (SOFOFA), le président de la société nationale de l'agriculture (SAN), les chambres de commerce de la construction les associations d'éleveurs, etc... Se joignit à ce groupe le président de la CUPROCH, Julio Bazan, l'analyste politique de l'ex-président démocrate-chrétien Frei.

Bazan lui-même fut étroitement associé à l'Institut. C'est l'Institut qui finança son ascension au sein de la CUPROCH. Des démissionnaires de la CUPROCH dirent alors que l'accession à la présidence de Bazan coïncida étrangement avec la venue de grandes sommes d'argent à l'origine mystérieuse. On associa la CIA à ce phénomène mais sans être capables de le prouver. L'un des syndicats américains les plus impliqués dans cette affaire fut le "Retail Clerks International", dont les activités réactionnaires en Amérique Latine sont bien connues. Ils furent impliqués dans le renversement du gouvernement de Cheddi Jagan en Guyane en 1963. Plus de la moitié de leur budget annuel de \$10 millions est destiné à des activités de subversion internationale. Les "Retail Clerks" financèrent la CUPROCH et la Confédération des employés de commerce et de l'industrie (CEIC). Ils aidèrent aussi la grève du Syndicat des travailleurs professionnels des mines et des travailleurs des banques.

LE 11 SEPTEMBRE ET APRES

Après plusieurs années de préparation, l'Institut et les syndicats réactionnaires contribuèrent de façon stratégique à renverser l'Unité Populaire. Alors que les gorilles massacraient les chiliens par milliers, ces traîtres envoyaient des communiqués pour appuyer la junte militaire et se préparaient à prendre le contrôle du mouvement syndical. Ces traîtres et agents de l'AFL-CIO sont directement responsables du massacre du 20 à 40.000 chiliens, des emprisonnements et des tortures, de la mise en place de la dictature militaire la plus féroce de l'Amérique Latine et de toute l'histoire du Chili.

Les gorilles abolirent par un de leur premier décret la Confédération unitaire des travailleurs (CUT), mirent les syndicats en tutelle et supprimèrent le droit de grève et de toutes contestations ouvrières. Sans aucun droit, les travailleurs chiliens subissent les augmentations de cadence, le surtemps obligatoire, la surveillance continue et un système disciplinaire et de répression. Sans interrogatoire ou avertissement, les "suspects" sont amenés, déshabillés et battus, envoyés dans des camps de

"Durant le jour, tout semble normal, sauf en ce qui concerne quelques soldats qui circulent dans la rue. Les armes automatiques qu'ils portent tout comme les carabinieri sont aussi une innovation dans les rues de Santiago..."

Robert O'Neil
directeur au Chili de
l'Institut Américain pour le
Développement du Syndicalisme
Libre (IADSL)

concentration ou pire encore aux quartiers généraux de la police où ils sont torturés.

DIMINUTION DES SALAIRES

Même les travailleurs qui ont pu garder leur emploi ne font que mourir à petit feu. Le salaire minimum pour un travailleur de la production est 18.000 escudos par mois. Un estimé sommaire des produits essentiels à la vie pour un mois nous amène au chiffre de 76.000 escudos. Avec son salaire, le

travailleur peut acheter un peu de sucre, de l'huile végétale et une paire de souliers. Les familles comptent en moyenne de quatre à six personnes. C'est donc un combat acharné pour survivre. L'inflation atteint cette année 709%, et durant le premier trimestre de 1974, 62% sans aucune augmentation de salaires. La junte demande aux travailleurs de se "sacrifier pour le pays". En fait, le salaire réel des travailleurs a diminué de plus de la moitié depuis le coup

d'Etat. L'Institut déclarait récemment que les activités de l'organisme ont été normales malgré le coup. Le directeur de l'Institut au Chili, Robert O'Neil, déclarait: "Durant le jour, tout semble normal, sauf en ce qui concerne quelques soldats qui circulent dans la rue. Les armes automatiques qu'ils portent tout comme les carabineros sont aussi une innovation dans les rues de Santiago..."

Petite bibliothèque MARXISTE

Marx-Engels

Manifeste du Parti communiste	\$0.25
Travail salarié et capital	\$0.40
Salaire, prix et profit	\$0.40
La guerre civile en France	\$0.75
Socialisme utopique et socialisme scientifique	\$1.20
Le Capital (garnier-Flammarion), livre 1	\$1.65

LENINE

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme	\$0.40
Que faire	\$1.20
Deux tactiques de la social démocratie	\$1.20
Un pas en avant, deux pas en arrière	\$1.20
La maladie infantile du communisme	\$0.40
L'état et la révolution	\$0.40

STALINE

Des principes du léninisme	\$0.40
Le communisme et la Russie	\$1.50

MAO

De la pratique	\$0.25
De la contradiction	\$0.25
De la juste solution des contradictions au sein du peuple	\$0.25
D'où viennent les idées justes	\$0.25

POUR COMMANDE, ADRESSEZ-VOUS A:

La librairie progressiste

1867 Amherst, Mtl. Tél.: 522-1373

(commandes postales et téléphoniques acceptées)

BIBLIOGRAPHIE

sur le
mouvement
ouvrier au
Québec et au
Canada



Cette petite brochure s'inscrit dans le cadre d'une série bibliographique publiée par la Librairie Progressiste sur le mouvement ouvrier dans le monde. On y trouve la plupart des ouvrages importants sur le mouvement ouvrier au Québec et au Canada: les publications sur le mouvement syndical, sur l'histoire des luttes, sur le Parti Communiste, des publications des groupes de base, et des groupes progressistes, de même que sur la situation politique et économique en général. Cette bibliographie peut être un instrument utile pour une recherche plus poussée sur le sujet ou comme documentation à consulter de temps à autre.

La plupart des livres, brochures, pamphlets, journaux, etc... qui y sont listés et commentés sont disponibles à la LIBRAIRIE PROGRESSISTE, qui distribue gratuitement cette brochure bibliographique.

UNE SEMAINE DE CINEMA POLITIQUE

au Centre Communautaire St-Urbain
3553 St-Urbain

Quelques titres au programme:

Shangai au Jour le Jour; Quand le Peuple S'éveille, Nous les Cubains;

Pour le programme complet appeler

842-8836



Des "chicanas" montent un piquet de boycottage des produits Farah à El Paso, Texas, à la campagne de syndicalisation des usines Farah Pants qui sera marquée par une des grèves les plus militantes des dernières années aux USA.

Les grèves sont l'école de la guerre

"LES GREVES SONT UNE ECOLE DE LA GUERRE..."

Dans l'atelier sur la grève, nous avons tenté d'appliquer le marxisme-léninisme à la lutte de grèves. Lénine a démontré que les grèves constituent des "écoles de la guerre" qui montrent aux ouvriers que leur situation n'est pas désespérée, qu'ils possèdent une force, et que sans leur travail, les patrons ne peuvent rien. Les grèves enseignent aux ouvriers le besoin de l'unité, leur principal atout. Les ouvriers réalisent aussi la nécessité de s'unir avec les travailleurs de l'extérieur de l'usine, et l'importance des alliés des autres sections progressistes du peuple. Souvent, faisant face à l'opposition de la presse, de la police et de la justice et autres appareils d'Etat, les travailleurs deviennent conscients qu'ils ont à combattre plus que leur patron immédiat, mais l'ensemble d'une classe qui dirige les grandes institutions de la société américaine. Ce fait est encore plus vrai aujourd'hui alors que les revendications ouvrières s'affrontent au gel des prix et des salaires imposé par le gouvernement.

Une situation de grève fait ressortir concrètement les distinctions entre les positions collaborationnistes et les positions de lutte de classe par rapport à la lutte syndicale. Souvent aussi la lutte ouvre l'esprit des travailleurs à des questions politiques plus larges et au socialisme, en

plus de faire ressortir la nécessité de renforcer le syndicat.

Mais, même si les grèves sont des "écoles de la guerre", elles ne sont tout de même qu'une des formes de la lutte de la classe ouvrière. Lors de la lutte pour s'emparer du pouvoir d'Etat, la lutte armée, et non la grève, sera la principale forme de lutte.

Le principe de base qui guide les communistes dans leur participation aux grèves est de mener ces combats de façon à augmenter la capacité combative des travailleurs, en termes de conscience de classe et en termes de renforcement de leurs organisations. Une des questions-clés dans la lutte entre les deux lignes dans le mouvement syndical aujourd'hui concerne la forme de lutte qu'est la grève. Un des principaux objectifs des fascistes au sein du mouvement syndical est de retirer le droit de grève aux travailleurs. Plus les travailleurs utilisent la grève, plus l'aristocratie ouvrière s'efforce d'enlever ce droit. Cette tentative est faite ouvertement par le président des Métallurgistes Unis d'Amérique I.W. Abel et son pacte contre les grèves, et plus subtilement, par le président des Travailleurs Unis de l'automobile Woodcock et ses "mini-grèves". Le but de Abel, Woodcock et cie est de convaincre les travailleurs que les grèves ne sont "plus efficaces", "font plus de tort que de bien", et que "de nouvelles méthodes doivent être employées" dans la négociation avec les grands monopoles.

Fondamentalement, les bureaucrates syndicaux désirent coopérer avec les capitalistes en comptant sur leur bonne foi. Ils disent que c'est la meilleure façon d'améliorer le sort des ouvriers. Les communistes doivent défendre le droit de grève en propageant l'idée que "seule la lutte paie".

PRINCIPES DE LA GREVE

Nous définissons cinq grands principes pour mener correctement les luttes de grèves:

1) *Connaître son ennemi et connaître ses propres forces.* Cela signifie bien choisir quand faire la grève, quand les gens sont préparés, en terme de conscience et de détermination, et en termes matériels (fonds de grève, organisation du soutien et une bonne organisation). Connaître l'ennemi signifie savoir frapper la compagnie quand elle est le plus vulnérable (beaucoup de commandes en cours, pas de gros inventaire...). A certains moments, la compagnie peut tenter de provoquer une grève quand elle veut jouer sur les faiblesses des travailleurs pour briser le syndicat ou réduire la production dans des périodes de surproduction.

L'évaluation des travailleurs et de la compagnie doit se poursuivre tout au long de la grève pour juger correctement de la poursuite de la lutte. Il est même préférable quelques fois d'organiser la retraite pour empêcher la démoralisation ou l'écrasement du syndicat.

2) *Favoriser la démocratie et appliquer la ligne de masse*

La démocratie dans la conduite de la grève est un point-clé pour s'assurer de la solidarité et de la combativité des travailleurs. Les revendications doivent être élaborées avec une large participation des travailleurs. Elles doivent refléter les désirs et les besoins réels des gens et on doit unir le monde autour de deux ou trois de ses revendications les plus importantes. Le comité de négociations et la conduite de la grève doivent être discutées régulièrement devant la masse des travailleurs, sans rien garder de secret. L'initiative des travailleurs doit être encouragée et développée.

3) *Mobiliser toutes ses forces et répliquer coup pour coup*

La grève est un combat de classe, et non une fête de famille comme les bureaucrates syndicaux voudraient nous faire penser. Cela signifie mobiliser l'ensemble des travailleurs pour participer à la grève, et

l'organisation de lignes de piquetage massives et de manifestations si nécessaires. Cela signifie aller demander à d'autres travailleurs et syndicats pour leur appui, et organiser le soutien parmi d'autres secteurs progressistes de la population par la mise sur pied de comités de soutien. Il est important de répliquer à toutes escalades de la compagnie par une escalade de la

mobilisation ouvrière. Par exemple, répliquer à l'envoi de scabs par l'organisation de lignes de piquetage massives, ou encore répliquer aux injonctions en ne les respectant pas ou en manifestant à la cour de justice. Quand la compagnie refuse de concéder quoique ce soit et tente d'affamer les grévistes, il faut aussi répliquer et initier d'autres formes de lutte, par exemple l'organisations de boycottage des produits.

4) *Former le front uni et l'adapter a la situation de la grève*

L'unité est la principale arme des travailleurs en grève. Les communistes doivent s'assurer de développer cette unité sur une base solide en prenant soin que les revendications spécifiques des noirs, des femmes, etc...sont mises de l'avant concrètement. Nous devons nous opposer aux revendications qui favorisent les uns aux dépens des autres. L'exemple fréquent est quand la compagnie offre des augmentations de salaires aux employés qualifiés et plus âgés pour garder ceux des jeunes plus bas et pour augmenter la période de probation. Les erreurs ultra-"gauchistes" dans la lutte contre les opportunistes syndicaux sont spécialement coûteuses durant une période de grève.

5) *Maintenir son indépendance et son initiative*

Dans plusieurs cas où travaillent des communistes, les grèves sont menées par des opportunistes et des collaborationnistes. Même si la grève ne peut être menée de

façon idéale, nous ne devons pas laisser tout aux mains de la direction. Nous devons faire preuve d'initiative à divers niveaux, en demandant d'abord puis en agissant, puis en agissant d'abord et en demandant ensuite, et finalement en agissant sans rien demander. Une façon de le faire est de mobiliser les travailleurs pour empêcher le passage de scabs, ce qui rend très difficile pour les bureaucrates de s'y opposer sans se dénoncer eux mêmes. Notre capacité de démonter notre indépendance et notre initiative dépend directement de notre capacité de s'exprimer auprès de la base des travailleurs, si nous avons organisé et consolidé les éléments progressistes.

Durant et immédiatement après la grève, les leçons de la lutte sont encore fraîches dans la mémoire des travailleurs. C'est alors qu'il est essentiel de porter attention à la propagande, la formation de groupes d'étude, le recrutement de travailleurs avancés. Il est essentiel de gagner les travailleurs à la cause et à l'organisation communiste. A ce moment, il est très important pour les communistes de travailler résolument à élever la compréhension des travailleurs pour qu'ils en arrivent à comprendre la nature politique de leur lutte, à comprendre que leur lutte est une lutte de la classe ouvrière contre la classe dirigeante capitaliste.

"Labor Conference"
Special Issue,
The Call, Janvier 1974

Notes

1) Voir à ce sujet *Le mouvement ouvrier américain*, aux éditions Mobilisation.

2) *The Call*, P.O. Box 2278, Bell Gardens, California 90201.



Rassemblement des travailleurs agricoles (O.F.W.A.) à Delano

Le Parti Communiste des Etats-Unis et les syndicats durant les années '30

Guardian,
automne 1974,
Morris Wright

La construction des syndicats industriels du CIO était la priorité du Parti Communiste durant les années '30. (1) Des centaines de militants du Parti devinrent des organisateurs permanents du CIO, du Comité d'organisation des métallos et de d'autres syndicats. Plusieurs autres militants, travailleurs et non-travailleurs, y travaillèrent aussi bénévolement.

Même si la plupart des militants ne s'annonçaient pas comme communistes, plusieurs étaient ouvertement identifiés, ce que les directions syndicales et les comités d'organisation savaient et acceptaient. L'acceptation de militants communistes au sein du mouvement syndical par la direction anti-communiste était le reflet du désir de tous de véritablement syndiquer les industries de masse. On avait besoin de gens qui savaient organiser, et plus encore de gens décidés et dévoués capables de travailler fort pour peu de confort ou de gloire, ce qui était caractéristique des communistes.

John L. Lewis, président du CIO durant les années '30, était aussi président du syndicat des mineurs (United Mine Workers), lequel syndicat avait une clause dans sa constitution prohibant l'appartenance de tout syndi-

qué au PC sous peine d'expulsion du syndicat. Mais Lewis, malgré son lourd passé de chasseur anti-communiste, fit passer le mot que les communistes devaient maintenant être embauchés comme organisateurs syndicaux. (Aussi dans l'idée de Lewis, ils devaient alors être étroitement surveillés et renvoyés aussitôt que le travail de syndicalisation serait complété). Quelques uns des syndicats du CIO furent dirigés par des communistes. Dans d'autres syndicats les communistes avaient de l'influence dans les syndicats locaux ou dans les instances régionales.

En quoi différaient les syndicats dirigés par des communistes? D'abord par la démocratie syndicale et l'honnêteté qui y prédominaient. Parmi ces aspects se trouvaient l'acceptation des noirs et des autres minorités nationales au sein des syndicats, dans la lutte contre la discrimination de l'embauche (plus tard ce fut la lutte pour une même classification pour tous les travailleurs, à la fin des années '50, ce fut l'entrée plus ou moins hypocrite de noirs à la direction de certains syndicats).

Les syndicats dirigés par certains communistes se distinguaient aussi par la démocratie et l'honnêteté en ce qui concerne les élections syndicales, la liberté de parole aux assemblées et congrès, la pratique de référendum sur des questions majeures tel les votes de grève ou les changements dans la constitution du syndicat. Les commu-

Avant-propos

Ce texte a été écrit par un militant communiste actif longtemps dans le mouvement syndical américain. Il tente de situer les faiblesses du travail communiste dans les syndicats à cette époque et de critiquer les conceptions économicistes qui sous-tendaient ce travail. Il dégage des leçons pour les militants marxistes-léninistes d'aujourd'hui.

Ce texte fut publié à l'origine par le journal américain *Guardian* dans un dossier spécial sur les luttes ouvrières et syndicales aux Etats-Unis aujourd'hui.

Mobilisation

1. Voir à ce sujet *Le Mouvement ouvrier américain*, éditions Mobilisation, 1974, et *Histoire du Parti Communiste du Canada*, in *Mobilisation*, vol.4, no.4



Deux fondateurs du Parti Communiste en 1924: William Foster et Charles Ruthenberg

nistes à la direction des syndicats se faisaient souvent dire par d'autres dirigeants syndicaux qu'ils étaient trop "démocratiques". Ceux-ci reprochaient aux communistes de nuire à la flexibilité de manoeuvre et la discipline nécessaire à la lutte syndicale, et que ces nécessités ne coïncidaient pas avec la consultation de la base.

Mais les communistes savaient que la force d'un syndicat repose principalement sur l'implantation des travailleurs de la base. "La discipline, la démocratie et l'éducation vont de paire dans l'édification d'un véritable syndicalisme combatif, et les nouveaux syndicats industriels qui croissent devraient inscrire cette vérité élémentaire dans leur constitution et dans leurs méthodes de travail..." écrivait William Z. Foster, président du Parti Communiste, en 1937. Mais les communistes cessèrent eux-mêmes d'appliquer ce principe au-delà de la sphère de l'économisme, des salaires, des heures et des conditions de travail, de la sécurité d'emploi.

En effet, les dirigeants du Parti adoptèrent une approche économiste dans les syndicats qu'ils contribuèrent à bâtir. Leur justification de cette déviation était la suivante: les travailleurs se politiseront dans le cours de la lutte des classes; la première tâche est donc de les syndiquer; l'éducation politique pourra venir après.

Malheureusement, l'éducation politique ne vint jamais "après". Et quant à l'affirmation que les travailleurs se développeront politiquement de façon automatique, l'histoire en démontrera la fausseté.

Les programmes d'éducation dans les syndicats, où ils furent mis sur pied, consistaient généralement en des cours de délégués syndicaux, sur les procédu-

res parlementaires, l'histoire syndicale et quelquefois sur l'économie politique d'un point de vue syndical, mais jamais d'un point de vue marxiste. Quand dans un syndicat du CIO des efforts furent mis à développer la formation marxiste, les dirigeants du Parti s'empressèrent d'arrêter cette initiative aussitôt que de problèmes surgirent. L'éducation politique telle que conçue par le Parti était dominée par une conception économiste. Les objectifs mis de l'avant dans le mouvement syndical par le Parti étaient justes — pour les droits civils, pour la semaine de trente heures, pour la sécurité sociale et l'assurance-chômage, contre les syndicats de boutique, etc... —, mais en soi ne contenaient rien de révolutionnaire. Une attitude caractéristique du Parti se reflète dans le texte suivant de Foster dans son essai "Stratégie pour une grève de la métallurgie" (1937): "Les forces politiques sympathiques à la cause syndicale devraient coordonner leurs forces pour mobiliser l'opinion publique et exercer des pressions politiques auprès du gouvernement contre les monopoles de l'acier..."

Pourtant, dans le même article, Foster se contredisait lui-même en affirmant que "l'action politique ne consiste pas à faire des pressions sur le gouvernement l'emportent sur les monopoles de l'acier..."

Pourtant, le Parti Communiste avait vu juste quand il avait adopté la stratégie de prendre avantage de la politique du "New Deal" qui encourageait de façon limitée la croissance du mouvement syndical. Mais pour le président Roosevelt, cette concession au mouvement syndical reposait sur deux aspects: la reconnaissance de la force croissante et de la conscience du mouvement ouvrier; et la tentative

d'augmenter le "pouvoir d'achat" des consommateurs en encourageant un mouvement syndical orienté principalement sur des objectifs économicistes.

Le Parti Communiste ne sut pas faire la distinction entre les positions de classe du gouvernement bourgeois et les intérêts de classe des masses laborieuses. La manifestation la plus évidente de cette erreur était charriée par les illusions de la direction du Parti, surtout Earl Browder, sur la nature de l'Etat (particulièrement durant l'époque de Roosevelt), des illusions qui persistent d'ailleurs encore aujourd'hui.

Les erreurs du Parti durant cette période menèrent les militants à une impasse dont ils ne se sont jamais relevés.

Pourtant, la base socialiste était présente. Foster se valut un respect bien mérité pour sa direction politique et ses écrits sur le mouvement syndical, qui constituèrent une contribution importante pour l'ensemble du mouvement syndical durant les années 1930-40. Même les militants syndicaux les plus-anti-communistes étudiaient avec attention les oeuvres de Foster.(2) De plus les documents du Parti continuaient à mentionner l'objectif du socialisme. "Le système capitaliste ne peut que nous amener de nouvelles tragédies, jusqu'à ce que les travailleurs et leurs alliés politiques voient à y mettre fin. Le socialisme viendra quand la majorité du peuple le revendiquera." Mais en même temps, le Parti révisait le marxisme-léninisme concernant la nature de base et le rôle des gouvernements bourgeois. En 1947, Foster écrivait:

"...La réforme économique de Hoover et les réformes du régime de Roosevelt ont conduit les travailleurs américains à réfléchir profondément et à perdre confiance dans le soi-disant régime de la "libre entreprise," un concept qui signifie laisser le système économique au soin des capitalistes. Les travailleurs savent maintenant qu'il est absolument essentiel que le gouvernement intervienne par des programmes de travaux publics, d'aménagement rural, etc... Ceci constitue un immense pas en avant au niveau idéologique. Cela signifie que la classe ouvrière américaine, dont la confiance en le capitalisme s'affaiblit, s'engage dans les premiers pas dans la voie du socialisme..."

2. En particulier le recueil de textes *American Trade Unionism*.

Dans les faits, le cheminement décrit par Foster a plutôt conduit la classe ouvrière américaine dans la voie du capitalisme "renouvelé" par Keynes (3) et consort. Ces premiers pas étaient dans le sens contraire de la voie vers le socialisme.

Toutes les déclarations du Parti reposaient sur cette sorte de foi mystique que la conscience révolutionnaire se développerait dans la mesure où les travailleurs organisés dans les syndicats lutteraient contre les patrons. Ainsi.

"...Malgré leur réticence à accepter les slogans et l'idéologie marxiste anti-capitalistes, les travailleurs américains font néanmoins des progrès politiques, spécialement depuis les 15 dernières années. Ils démontrent un grand militantisme durant les grèves. Ils deviennent politisés dans leurs attitudes. Ils se dirigent vers la

3. Keynes, économiste bourgeois anglais qui au début du XXième siècle, formula des analyses qui servirent à rescaper le capitalisme durant les années '30. La base des théories keynésiennes est l'intervention de l'Etat capitaliste comme régulateur et coordonnateur de l'entreprise privée. La bourgeoisie américaine sut appliquer les théories de Keynes durant la période de Roosevelt et du "New Deal".

formation d'un parti politique de masse et indépendant des partis traditionnels... Cette croissance idéologique doit nécessairement se poursuivre, et son objectif suprême est la conscience socialiste... Les travailleurs et leurs alliés politiques, pour solutionner leurs problèmes, devront dépasser les réformes économiques de Roosevelt. Ils doivent aller beaucoup plus loin, tel que les peuples d'Europe sont en train de le faire, en commençant à nationaliser l'industrie. Le peuple ne peut pas faire autrement que d'arriver éventuellement au socialisme."

Ces affirmations sont en contradiction avec Lénine qui écrivait:

"Les syndicats révélèrent inévitablement certains traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain esprit de routine, etc." Dans ce texte "La maladie infantile du communisme-le gauchisme," Lénine rajoutait: "Aussi le Parti doit-il, plus encore que dans le passé, à la manière nouvelle et pas seulement à l'ancienne, éduquer les syndicats, les diriger..." (Oeuvres choisies, p. 373.)

En contre-partie, les affirmations du Parti Communiste des Etats-Unis sont révisionnistes. Elles reposent sur une conception subjective et opportuniste, tendant à adoucir la réalité de la lutte des classes. Cette caractéristique ne fut et n'est encore unique au PC

américain. Les partis communistes dans les autres pays capitaliste avancés eurent à faire le même choix: adopter le point de vue marxiste-léniniste ou le réviser pour ne pas "perdre" "leurs" syndicats.

Les communistes actifs dans les syndicats aux Etats-Unis aujourd'hui ne doivent pas se laisser tenter par la voie facile, de se satisfaire à prouver qu'ils sont les meilleurs militants syndicaux. Ceci n'est qu'un prérequis pour avancer une direction politique. Les non-communistes peuvent être eux-aussi des syndicalistes combatifs.

Un militant communiste dans une entreprise doit fermement s'implanter, puis il doit éviter de tomber dans le suivisme par rapport aux luttes syndicales, et en même temps ne pas glisser non plus dans l'isolement et l'ultra-"gauchisme" en voulant aller trop vite, ce qui mènera à se couper des travailleurs. La classe ouvrière américaine a besoin de l'analyse scientifique et de la vaste expérience synthétisée par le marxisme-léninisme. Briser les schémas de pensée imposés par la classe dirigeante n'est pas une tâche facile, pourtant c'est là le travail que les communistes doivent entreprendre.



Manifestation du Parti Communiste pour soutenir l'effort de guerre le premier mai 1943

Programme d'action syndicale

Avant-Propos

A. Losovsky écrit ce texte en 1921 dans le cadre de l'*Internationale Syndicale Rouge*, une fédération internationale de syndicats révolutionnaires. Il tente d'y dégager les principes de l'action communiste dans les syndicats, les problèmes de tactique et de stratégie, non pas saisis abstraitement mais tels qu'ils se posent dans les luttes quotidiennes, la question des réformistes au sein des syndicats, etc...

Les textes de l'*Internationale Communiste* et de l'*Internationale Syndicale Rouge* sont remplis d'enseignements qui retrouvent aujourd'hui une actualité et une valeur étonnante. Il faut les lire et les étudier avec attention, non pas pour plaquer mécaniquement leurs analyses sur notre réalité ou pour tenter d'appliquer un modèle abstrait, mais pour comprendre les thèses fondamentales des communistes dans les syndicats en saisissant le rapport vivant et dialectique entre ces principes et le contexte historique. Nous aurons l'occasion dans les prochains mois de reproduire d'autres textes de Losovsky et de l'*Internationale*. Quant au texte suivant, nous l'avons reproduit à partir de son édition dans le numéro de septembre-octobre 1974 de la revue française *Communisme*.

Mobilisation

L'ACTION DIRECTE

En quoi ont donc consisté la faiblesse et la faute essentielle du réformisme ? Pourquoi a-t-il fait faillite ? Enfin, pourquoi la C.G.T. française, la Centrale syndicale allemande et, en général, l'Internationale d'Amsterdam, après des pourparlers laborieux menés sur le plan national et international, sont-elles demeurées les mains vides ? Car, à présent, ce sont les leaders mêmes des syndicats allemands qui sont obligés de constater le cynisme sans précédent de la tactique offensive de la bourgeoisie. Car ce sont maintenant MM. Jouhaux et Merrheim qui se lamentent sur le manque de loyauté des capitalistes français qui réduisent les salaires et sabotent la loi des huit heures. Enfin les trade-unionistes anglais, eux aussi, reconnaissent maintenant que la bourgeoisie ne pense qu'à elle et se moque des intérêts de la classe ouvrière. Comment se fait-il que tous ces héros de la tactique collaborationniste soient contraints de reconnaître leur faillite ? Parce qu'à la base de leur tactique ne se trouvait pas l'action directe des masses contre le patronat, mais des conversations des chefs au nom de ces masses. Le patronat n'ayant pas devant lui une organisation révolutionnaire, bouillante de haine de classe, mais un groupement pacifique, cherchant à réaliser des réformes par les voies de la politique opportuniste, comprenait qu'un tel groupement ne menaçait pas ses intérêts. Il comprenait que si, dans certaines circonstances, il fallait faire des concessions, il serait bien facile de reprendre ensuite ce qui avait été accordé. Les réformistes s'appliquaient à déshabiller les masses de l'action directe. Notre tâche est de faire de l'action des masses la pierre angulaire de notre activité, ce qui n'est possible que si nous plaçons à la base de notre tactique l'action directe de ces masses.

Qu'est-ce que l'action directe ? Nous appelons action directe toute action révolutionnaire des ouvriers, ou de leurs organisations, lorsqu'ils s'opposent à la bourgeoisie en tant que classe, que ce soit à l'un de ses détachements isolés ou à l'Etat bourgeois tout entier. Les grèves, les manifestations, l'occupation des fabriques et des usines, le boycottage, l'organisation des détachements de grèves et de combat, la chasse aux renards, le contrôle ouvrier imposé en fait.

l'insurrection à main armée, sont autant de formes d'action directe. Pourtant, il ne faut pas s'imaginer, comme le font les anarchistes, qu'en dehors de l'action immédiate, il n'y a pas d'action révolutionnaire des syndicats et des partis. C'est faux. Chez les anarchistes prédomine maintenant encore l'opinion que seule l'action immédiate est digne d'attention, que la lutte parlementaire est par essence même opportuniste et bourgeoise, qu'il faut inciter chaque jour la classe ouvrière aux grèves répétées, celles-ci conservant leur valeur indépendamment de leurs résultats. Ce point de vue est profondément erroné et nuisible. Non seulement l'action directe n'exclut pas la lutte parlementaire, elle en est encore le fondement, mais naturellement il ne s'agit pas ici de la lutte parlementaire telle que la conçoivent et la réalisent les réformistes et les social-patriotes qui croient que leur but est de se placer sur le même plan que les autres partis politiques. Ce n'est plus une lutte parlementaire, c'est une débauche de verbiage parlementaire, et les ouvriers révolutionnaires doivent combattre violemment et catégoriquement ce charlatanisme. La tâche des représentants des organisations révolutionnaires partout où ils se trouvent, et aussi dans le Parlement bourgeois, consiste à surveiller pas à pas leurs ennemis de classe, à le démasquer constamment, à développer la conscience des masses en leur montrant les faits sous leur vrai jour, à ne laisser passer impunément aucun événement politique démasquant les classes dominantes et les gouvernements, à flétrir chacun de leurs actes et à faire du Parlement une véritable tribune d'où retentissent des discours révolutionnaires et non les bêlements réformistes qu'on a entendus pendant les longues années de guerre et qu'on entend encore actuellement. Les discours parlementaires de Liebknecht, ses révélations, constituent une action directe au même chef que les autres actes révolutionnaires. C'est encore de l'action directe que l'édition d'un journal révolutionnaire qui suit attentivement la vie des masses, généralise leur lutte, concentre l'attention des humbles non sur la collaboration avec les classes dominantes, mais sur le renversement du système capitaliste.

L'action directe révolutionnaire se définit moins par sa forme que par son contenu. Une démonstration est par elle-même une action directe, mais elle ne devient action révolutionnaire de classe que suivant le but qu'elle se propose. Tout le monde sait qu'il y a des manifestations ouvrières qui portent un caractère patriotique (1). Les ouvriers de France, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, etc., ont maintes fois organisé pendant la guerre des manifestations à l'occasion des victoires militaires. Pouvons-nous appeler action directe ces manifestations ? Oui, dans le sens qu'elles constituaient une action directe contre la solidarité internationale des prolétaires, pour le bourrage de crânes de la classe ouvrière et pour le soutien de la bourgeoisie. De même, des démonstrations peuvent se produire n'ayant en elles aucun atome d'esprit révolutionnaire et ne servant qu'à la manifestation du conservatisme de certaines couches prolétariennes. Ainsi en est-il d'autres formes d'action publique qui contribuent non à l'aggravation des conflits de classe, mais à leur atténuation. C'est ainsi que le réformisme possède, lui aussi, ses formes d'action directe. Lorsque nous parlons d'actions directes, nous entendons

celles qui opposent une classe à une autre, qui éduquent la classe ouvrière en la transformant de classe subordonnée en une classe ayant ses propres fins.

Il est impossible d'énumérer toutes les formes d'action directe, car dans chaque pays, dans chaque conflit grave, l'action directe peut revêtir des formes variables ; mais ce qui la caractérise dans tous les cas, ce que chaque syndicat doit avoir en vue, c'est que seule l'action des masses peut produire des résultats désirables. Seule l'organisation des masses sur le terrain de pareils mouvements peut grouper dans une mesure suffisante les ouvriers et les préparer à remporter la victoire finale. En effet, l'importance de l'action directe ne réside pas seulement dans ses résultats immédiats, mais principalement dans le fait qu'elle rassemble les masses ouvrières. La classe ouvrière n'est pas homogène, elle comprend de nombreuses couches intermédiaires, des catégories présentant un contenu bourgeois. L'action directe qui entraîne les différentes catégories et couches isolées dans une lutte commune, les resserre pour ainsi dire comme dans un cercle de fer et grâce à elle la classe ouvrière devient plus unie. L'unité ne se

(1) Il s'agit là des manifestations chauvines de soutien à sa propre bourgeoisie, lors de la guerre inter-impérialiste de 1914-1918. - A.G.

forge qu'au cours de la lutte, et, pour le triomphe du prolétariat, pour la conservation des résultats de la révolution, cette unité est la condition la plus importante. Il suffit de regarder autour de nous pour observer les différentes formes de l'action directe : la grève des mineurs anglais, l'occupation des usines et des fabriques par les ouvriers italiens, l'insurrection de mars des ouvriers allemands, la révolution d'octobre en Russie — ce sont là des formes différentes, la de l'action directe de la classe ouvrière. L'envergure du succès de chaque action dépend des conditions objectives de chaque pays, du niveau de mentalité révolutionnaire atteint par les masses et de la solidarité de ces dernières.

On doit sans cesse avoir en vue ce fait que les capitalistes ont toujours recours à l'action directe ; contrairement à plusieurs idéologues de la classe ouvrière, ils ne se lancent pas dans les finesses dialectiques et n'érigent pas de systèmes philosophiques contre les actes révolutionnaires. Dans le passé, lorsque la bourgeoisie représentait le Progrès et combattait le féodalisme, elle était une classe révolutionnaire, elle ne s'arrêtait devant aucune action directe pour consolider sa domination. De même, à l'heure présente, la bourgeoisie ne s'arrête devant aucune action directe dans sa lutte contre la classe ouvrière. L'écrasement à main armée de tout mouvement gréviste, la mise à sac de toutes les organisations ouvrières, comme c'est le cas présentement en Yougo-Slavie, en Roumanie, etc., etc., les arrestations et les massacres des dirigeants du mouvement des masses (Espagne), les persécutions juridiques et les condamnations des ouvriers révolutionnaires par les tribunaux bourgeois, les fusillades des prolétaires, l'appel à la force armée, comme cela eut lieu, par exemple, récemment en Angleterre, les lock-out, la réduction des salaires sans avertissement préalable, la prolongation de la journée de travail, tout cela constitue l'action directe de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Il est bien entendu que tout cela n'empêche aucunement la bourgeoisie de mener des pourparlers avec les organisations prolétariennes, de conclure des contrats collectifs, etc. Ce qui importe, c'est que les classes dominantes ne s'arrêtent dans leur lutte devant aucune méthode pour affermir leur puissance de classe et déploient en même temps que l'appareil de perversion morale et intellectuelle (presse jaune, école bourgeoise, église, parlementarisme, etc.) celui de l'oppression physique sous forme de police, d'armée, de justice et autres agréments de la dictature bourgeoise. D'où cette conclusion que les moyens de lutte de la classe capitaliste sont très variés. Il ne faut pas s'enfermer exclusivement dans une seule forme de lutte. Il faut toujours, suivant les conditions de temps et de lieu, appliquer les formes et les méthodes de lutte qui, dans telles conjonctures concrètes, donnent le maximum de résultats dans le sens de la conquête de nouvelles positions sur la bourgeoisie et de la plus grande cohésion des masses. C'est de ce point de vue qu'il faut aborder les moyens de lutte, soit qu'il s'agisse de la conclusion des contrats collectifs, d'action parlementaire, de participation à des tribunaux d'arbitrage, ou de toutes autres institutions créées par la bourgeoisie. Les discussions, les discours parlementaires auront un résultat positif dans la mesure où les représentants de la classe ouvrière s'appuieront sur des organisations fortement unies et capables, par une action énergique, de soutenir leurs revendications et de défendre les positions conquises. Ainsi, l'action directe n'est pas en contradiction avec les autres méthodes. Elle doit être la base de toute l'activité des organisations prolétariennes, et c'est alors seulement que chaque pas fait par l'organisation ouvrière ou ses représentants donnera le maximum de résultats pour la classe ouvrière tout entière.

STRATEGIE REFORMISTE ET STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

La stratégie de classe est beaucoup plus difficile que la stratégie militaire. Aussi nombreuses que soient les armées contemporaines, quel que soit le nombre de millions ou de dizaines de millions de combattants qu'elles comprennent et aussi longtemps que la guerre dure, nous avons néanmoins devant nous un conflit provisoire. La dernière guerre mondiale, à laquelle participèrent des dizaines de millions d'hommes, se présente comme un phénomène très complexe, et, de plus, elle est beaucoup plus compliquée à l'arrière qu'au front ; car, outre la mobilisation purement militaire, l'outillage, la création des unités de combat : infanterie, cavalerie, artillerie, aviation, etc., la bourgeoisie réalisa la mobilisation morale, c'est-à-dire qu'elle mobilisa pour l'œuvre de guerre la conscience des grandes masses. Malgré

toute la complexité de cette guerre, la stratégie de classe est encore plus compliquée que la stratégie militaire. Il n'y a pas ici deux fronts nettement tracés, séparés entre eux par des barrages de fils barbelés et s'assillant sans cesse mutuellement de gaz asphyxiants et de milliers de projectiles. Le front des classes se trouve à l'intérieur du pays. La classe ouvrière fait partie de la société contemporaine. Elle s'est nourrie de la culture bourgeoise ; ses enfants étudient dans les écoles de l'Etat, elle lit les journaux bourgeois, etc. Le front des classes est en zigzags et les ennemis de classe pénètrent la classe ouvrière, non seulement matériellement, mais aussi spirituellement ; ils y comptent des adeptes, des disciples, des défenseurs, voire même des troubadours. Voilà pourquoi la stratégie révolutionnaire de classe, ou la politique de classe, représente l'un des problèmes les plus complexes de la lutte sociale contemporaine.

Avant tout, la lutte elle-même a pris des dimensions grandioses. Les ouvriers, au cours des dernières dizaines d'années, ne sont plus des particules humaines isolées. Ils ont créé leurs organisations de masses. Les conflits sociaux qui ébranlent le monde contemporain ne s'expriment plus par des collisions d'hommes isolés, séparés et dissimulés, mais par des chocs d'armées organisées, et ils exigent une connaissance profonde des rapports sociaux internes, de la situation économique du pays et des conjonctures industrielles internationales. Il est indispensable de connaître le rapport des forces entre les diverses classes, le degré d'organisation et de résistance de la bourgeoisie et de ses diverses couches, les contradictions intérieures et les frottements existant au sein des classes dominantes, enfin le degré d'organisation de la classe ouvrière, sa conscience révolutionnaire des buts que se proposent les diverses couches du prolétariat, le niveau de leur idéologie et leur maîtrise de soi dans la guerre de classes. Connaître tout cela est la condition préalable pour établir une ligne de direction précise, c'est-à-dire pour que le noyau de direction des syndicats révolutionnaires mène judicieusement la politique de classe. La stratégie, c'est-à-dire la politique de classe, c'est l'art de manœuvrer ; ce n'est pas un but en soi, c'est un moyen, une ressource, une méthode et une forme pour atteindre un but déterminé. La stratégie se détermine donc par les problèmes posés. Voilà pourquoi les mêmes méthodes de lutte peuvent être révolutionnaires ou réformistes, selon les moyens de réaliser ces formes de lutte et d'action, selon les problèmes posés devant la classe ouvrière.

En quoi consiste donc la différence fondamentale entre la stratégie réformiste et la stratégie révolutionnaire ? Avant tout, en ce que les syndicats réformistes dans toutes leurs actions, en faisant manœuvrer les forces qui sont entre leurs mains, se posent la question du passage pacifique du capitalisme au socialisme, c'est-à-dire une tâche utopique, irréalisable, historiquement impossible. D'autre part, dans toutes les formes de la lutte, dans chacune de leurs interventions, la question du renversement de la bourgeoisie se dresse devant nous. Mais ici les réformistes arrivent et disent : « Vous, communistes et syndicalistes révolutionnaires, vous estimez donc qu'il est possible à n'importe quel moment de réaliser la révolution sociale ? Vous supposez que le prolétariat, insuffisamment préparé et conscient, peut, exclusivement par la voie de la violence, obtenir ce à quoi il faut tendre au cours de longues dizaines d'années ? »

L'affirmation que les syndicats révolutionnaires et les partis communistes croient possible d'accomplir la révolution sociale n'importe quel jour, qu'ils veulent transformer chaque conflit en révolution sociale, est une parfaite absurdité. Si cela était vrai, les dirigeants des syndicats rouges seraient de vrais enfants au point de vue de la stratégie révolutionnaire, car ils ne se rendraient pas compte des rapports des forces et des possibilités réelles de la lutte. Non : une telle conception enfantine des relations sociales n'existe pas dans les syndicats révolutionnaires... Il ne s'agit pas de transformer immédiatement tout conflit en une insurrection armée et en une révolution, mais bien d'enseigner aux masses ouvrières, par l'exemple de chaque conflit, la nécessité et l'inévitabilité de la révolution sociale et du renversement de la bourgeoisie. La pensée que toute grève peut abattre la bourgeoisie est évidemment une utopie. En leur temps, les syndicalistes révolutionnaires tombaient dans cette erreur. Certainement, nous ne croyons pas à ce miracle. Mais éclairer chaque conflit social à la lumière du point de vue révolutionnaire est, non pas une utopie, mais une possibilité véritable et qui s'impose.

Prenons quelques exemples qui feront apparaître plus nettement la différence des stratégies réformiste et révolutionnaire. A l'heure

actuelle, il se passe dans tous les pays une offensive du capital : les salaires baissent avec une invraisemblable rapidité ; des tentatives faites pour prolonger la journée de travail. En un mot, la bourgeoisie est passée de la défensive à une offensive frénétique. Que font, en cette période de lutte aiguë, les réformistes et les révolutionnaires ? Nous n'aborderons pas cette question que beaucoup de syndicalistes réformistes. Cette singulière stratégie de classe s'explique par la soumission complète de ces dirigeants de malheur à cette conception bourgeoise qu'une baisse de prix sur les vivres doit être absolument accompagnée d'une baisse de salaires, comme si le salaire jusqu'à maintenant satisfaisait réellement à tous les besoins des ouvriers.

Provoqués par l'offensive du capital, des conflits grandioses éclatent, où les ouvriers de diverses convictions politiques, la main dans la main, épaule contre épaule, luttent contre les entrepreneurs qui attaquent. Ainsi, dans la grève des mineurs d'Angleterre, la grève actuelle (septembre 1921) dans le nord de la France, etc. Comment les réformistes agissent-ils devant cette résistance en masse des ouvriers contre le capital ? « Il est nécessaire de repousser l'offensive du capital », voilà ce que disent et écrivent les dirigeants du mouvement syndical réformiste contemporain. Certainement, il faut repousser l'attaque, leur répondent les syndicalistes révolutionnaires. Mais est-ce que l'objet de la stratégie de classe est seulement de repousser une attaque déterminée ? Non, la tâche consiste en ce que chaque simple combattant, dans cette guerre de classes, comprenne que ce n'est pas là la lutte finale et qu'il devra toujours repousser de nouveaux assauts aussi longtemps que l'ennemi ne sera pas détruit. Les grands capitaines savaient fermement que la règle fondamentale de la science militaire est la démoralisation, la désorganisation, puis la destruction définitive de l'armée ennemie, et que ce n'est qu'alors que la guerre est finie. Les politiciens réformistes ne pensent jamais à s'attaquer aux causes de la guerre de classes, aux facteurs essentiels de ces terribles conflits. Ils prennent le conflit comme un fait, agissent contre lui quand les entrepreneurs ne veulent admettre aucun accord, et ensuite ils se tranquillisent jusqu'à un nouvel ébranlement profond.

Les syndicats révolutionnaires ne peuvent, en aucun cas, être d'accord sur une telle méthode d'action. Détruire l'armée ennemie par la force d'une offensive organisée, tel est le problème qui se pose devant les syndicats révolutionnaires. Cela veut-il dire qu'on puisse la détruire n'importe quel jour et au cours de n'importe quelle grève ? Non, mais cette idée de la nécessité de la destruction des forces ennemies, c'est-à-dire de la bourgeoisie, ressort comme un trait lumineux de toutes les actions de tout syndicat révolutionnaire dans son agitation, dans sa propagande, dans ses démonstrations, lors de l'examen des conditions proposées, pendant l'armistice qui précède la conclusion de la paix. Partout et toujours, les syndicats de classe examineront tout au point de vue du renversement de la bourgeoisie, tandis que les réformistes aborderont tout du point de vue du maintien de l'intégrité de la société contemporaine. Pour les uns, l'issue est dans le désarmement et la destruction de la classe bourgeoise, pour les autres dans l'accord avec elle. Les uns considèrent ces conflits continus comme une conséquence inévitable des rapports capitalistes, qui ne disparaîtront qu'avec eux et dirigent en conséquence chacun de leur pas en vue de leur destruction ; les autres envisagent ces conflits comme des phénomènes provisoires et fortuits contre lesquels il faut réagir pour pouvoir par la suite mieux s'entendre avec les représentants des autres classes.

De cette façon, dans la lutte elle-même et aussi la lutte terminée, les stratèges réformistes et révolutionnaires se trouvent en conflit. Tandis que les uns enseignent, d'après l'exemple du récent conflit, la nécessité d'une nouvelle lutte acharnée, les autres se reposent sur les palliatifs obtenus, estimant qu'on atteint toujours de meilleurs résultats par un accord. Les uns considèrent l'entente conclue ou le contrat collectif comme un armistice provisoire pendant lequel il est nécessaire de se préparer à une nouvelle guerre ; les autres voient en lui l'établissement de rapports normaux, troublés occasionnellement par l'éruption des passions de classe.

Prenons un deuxième exemple : les représentants de l'Internationale d'Amsterdam ont pris part à l'élaboration de certains points séparés du Traité de Versailles ; ils sont membres du Bureau du Travail auprès de la Société des Nations et font partie des commissions composées par celle-ci.

Récemment (août 1921), Jouhaux, Oudegeest et Torberg assistaient à la séance de la Commission pour le désarmement convoquée par la Société des Nations. Jouhaux y prononça un très long discours attentivement écouté par les représentants de la bourgeoisie, qui continuèrent ensuite, comme auparavant, l'imbroglio qu'ils avaient entrepris pour tromper les grandes masses. Que représente, du point de vue de classe, une action de cette sorte ? Le représentant de la Confédération Générale de France, en présence des ministres ayant organisé le massacre international et maintenant encore jusqu'à présent un joug militaire écrasant, prononce un discours sur l'utilité de la diminution des armements. On l'écoute avec patience, parce que, comme le dit bien le proverbe russe : « la parole s'envole ». Mais quel est le but d'une telle intervention ? Jouhaux espère donc qu'on peut agir sur le gouvernement et les classes dirigeantes par la force de l'éloquence et par simple appel à la vérité abstraite ? C'est précisément là la stratégie réformiste. Imaginons-nous le cas d'un représentant de syndicats révolutionnaires intervenant à la face des ministres bourgeois sur la même question ? Il serait douteux qu'il soit écouté jusqu'à la fin par ces messieurs. La stratégie révolutionnaire n'aurait d'autre but, sans aucun égard pour la façon dont réagiraient les ministres présents, que d'attirer l'attention des grandes masses ouvrières sur ce fait que l'institution ou les protets la concernant sont une duperie de provocateurs. Cette intervention lancerait là, dans la citadelle de l'Etat bourgeois, aux classes dirigeantes, cette accusation, dûment prouvée, qu'elles ne veulent pas le désarmement, mais qu'en fait elles développent les armements avec une énergie grandissante. Bref, le représentant des syndicats réellement révolutionnaires aurait ouvertement lancé au visage des tartufes bourgeois l'accusation d'hypocrisie et de duperie des masses laborieuses. Et ce serait là de la stratégie révolutionnaire. Sans doute, une autre fois, on ne tolérerait pas un pareil malappris à une telle séance, mais la tâche des ouvriers n'est pas l'amabilité vis-à-vis de leurs ennemis de classe.

Dans une telle situation, il est donc possible de concevoir une conduite révolutionnaire et de l'opposer à une attitude réformiste. Nous voyons par là que la stratégie révolutionnaire ne se réduit pas à appeler à l'insurrection et à la révolution à tout propos, au mépris des conditions objectives et sans tenir compte des possibilités réelles. C'est là de la phraséologie révolutionnaire et non pas de la tactique révolutionnaire ; cela témoigne d'une grande nervosité et de peu de discernement. Non, ce n'est pas en cela que consiste l'essence de la tactique et de la stratégie révolutionnaire. L'essence consiste à maintenir toujours bien délimitée la frontière entre les classes, à ne jamais l'estomper, à souligner toujours les principes qui existent, à rendre toujours plus aiguës les contradictions, alors que la tactique réformiste consiste à arrondir les angles vifs, à rejointoyer les fentes, à atténuer et adoucir les contradictions de classes. A ce point de vue, il n'y a pas de méthode de lutte exclusivement révolutionnaire, comme le pensent certains de nos camarades qui n'estiment dignes de l'attention révolutionnaire que la grève ou l'insurrection armée. Non, tout dépend de la manière d'agir et de la direction que ces actions impriment à l'éducation des masses ouvrières. Nous connaissons des actions révolutionnaires parlementaires, une activité révolutionnaire parlementaire, des démonstrations réformistes et même des grèves réactionnaires, quand elles sont dirigées, par exemple, contre l'admission des nègres au travail, etc. Voilà pourquoi nous ne pouvons en aucun cas être d'accord avec l'ancienne théorie syndicaliste qui attribue à certaines formes et méthodes de la lutte je ne sais quelle signification miraculeuse. Tout dépend du temps, du lieu, des circonstances et principalement du but de cette lutte, des problèmes qu'on se pose.

Une attitude méprisante envers certaines formes de la lutte ne s'explique que par une incompréhension totale de toute la signification de la lutte de la classe ouvrière pour ses besoins et ses intérêts quotidiens. Si nous devons mener une lutte sévère et impitoyable, contre la tendance de l'accord à tout prix avec les classes dominantes, et de la retraite perpétuelle, de la crainte incessante des actions décisives, nous devons lutter aussi résolument contre l'esprit d'aventure révolutionnaire et l'offensive à tout prix. Le président de l'Internationale d'Amsterdam et chef des cheminots anglais, Thomas, expliqua récemment pourquoi ceux-ci n'avaient pas soutenu les mineurs dans leur lutte. « Notre intervention, dit-il, aurait amené la chute du gouvernement et la collision avec les forces de l'Etat. » Et pour ne pas amener les choses jusqu'à la chute du gouvernement, il préféra trahir

les intérêts des mineurs. C'est un exemple classique et parfait de la stratégie réformiste. Surtout, ne pas amener la chute du gouvernement, ne pas rendre aiguës les contradictions, ne pas entrer en lutte décisive avec les classes dominantes, mais toujours désirer l'accord à n'importe quelles conditions et à n'importe quel prix. La lutte contre une telle trahison, contre une telle stratégie anti-ouvrière doit être fait remarquer, cela ne saurait nous obliger à prêcher l'offensive partout et dans toutes les conditions. Le Premier Congrès des Syndicats Rouges s'est exprimé d'une façon très nette et très précise en ce que nous trouvons à ce sujet dans la résolution sur la tactique :

« § 43. — Nous ne pourrons conquérir les masses, et, par suite, les syndicats, qu'à la condition de nous trouver au premier rang des masses ouvrières dans la lutte pour les revendications journalières. Cela ne veut pas dire qu'on doit recourir constamment à l'offensive, comme si celle-ci était nécessaire dans n'importe quel conflit. Un partisan de l'Internationale Syndicale Rouge doit non seulement être animé d'esprit révolutionnaire, il doit encore être irréprochable du point de vue de la discipline et du sang-froid. Ce qui peut assurer la victoire, c'est la préparation intelligente, systématique et tenace de chaque action, la promptitude et la ténacité sont des qualités qu'on acquiert par l'étude patiente de la situation et des conditions extérieures, par la parfaite connaissance des forces dont dispose l'ennemi. Dans la lutte de classe, comme dans la guerre, la défensive est aussi importante que l'offensive. Dans l'attaque comme dans la défense, il faut tenir compte de la sympathie des masses prolétariennes et des forces sociales et politiques en présence. »

Comme nous le voyons, le Congrès exige des chefs révolutionnaires, avant tout et surtout, du réalisme révolutionnaire. Il faut avoir le cœur ardent et la tête fraîche. Sous ce rapport, nous devons encore et toujours suivre l'exemple de nos ennemis de classe. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le front de la lutte sociale pour voir toute la variété des moyens et des méthodes employés par les classes dominantes dans la lutte pour leurs intérêts. Le jeu des réformes sociales est mené simultanément avec la formation des milices d'assassins gardes-blancs, l'offensive sur tous les fronts, la destruction des organisations ouvrières, l'arrestation des chefs. Le Parlement continue à élaborer des lois, toutes sortes de sociétés social-réformistes, gouvernementales et privées continuent à bourrer le crâne de la classe ouvrière. La littérature, l'Eglise, les universités, la justice, la police, tous agissent dans la même direction, toutes les armes sont employées par la bourgeoisie, depuis l'artillerie lourde policière jusqu'aux gaz asphyxiants du réformisme. Sur cet immense front, il faut toujours savoir trouver les points faibles, repousser l'attaque et passer à l'offensive, maintenir sa direction, ne jamais reculer devant un moyen de lutte contre l'ennemi de classe, combattre impitoyablement, dans le milieu ouvrier, les espions de la bourgeoisie et leurs acolytes, et, en exploitant méthodiquement, posément et opiniâtrement chaque faux-pas de l'ennemi, avançant quand cela s'impose, se repliant au besoin pour reformer ses rangs, mener la classe ouvrière au but final : au socialisme.



Le mouvement syndical américain sous le contrôle de l'aristocratie ouvrière

On se souvient de l'un des jours les plus sombres dans l'histoire ouvrière des Etats-Unis, le "vendredi sanglant", quand le 8 mai 1970, un groupe de 200 travailleurs de la construction casqués et organisés attaquèrent avec des bâtons et des tuyaux une manifestation pacifique contre la guerre, dans le centre du district financier de New York. Cette attaque envoya plus de 70 manifestants anti-guerre à l'hôpital alors que la police municipale avait observé l'incident sans intervenir.

Le président Nixon, quelques trois ans plus tard, remercia l'organisateur de cette attaque. Peter J. Brennan, président du Conseil des métiers de la construction de New York, en le nommant ministre du travail. "Je me souviens qu'il me semblait que j'étais complètement isolé", dit Nixon, "et un jour une chose très excitante survint. Les "hard-hats" (casques durs) marchèrent dans la rue à New York. Et pour la première fois, la presse réalisa que le peuple m'appuyait..." Pour Nixon et la presse bourgeoise, l'acte de 200 travailleurs de la construction exprimait la volonté du peuple et de la classe ouvrière.

Mais même à ce moment, la vérité était tout autre. Des sondages révélaient que la majorité des gens s'opposaient à la guerre. Des enquêtes révélèrent que le secteur de la population qui s'opposait le plus à la guerre était celui des travailleurs de la base du prolétariat industriel. Contrairement au mythe répandu, ce sont les travailleurs les moins payés, les moins éduqués qui furent les moins réceptifs à la propagande chauvine, pro-guerre de l'administration Nixon. La prétention des dirigeants syndicaux tel Meany de réléter le sentiment de la base en appuyant la guerre n'était qu'un mensonge éhonté.

Même parmi les travailleurs de la construction, l'action des 200 manifestants pro-guerre ne reçut pas un appui universel. Dans plusieurs locaux à travers le pays, l'opposition s'organisa, et dans plusieurs manifestations contre la guerre, des détachements des travailleurs de la construction participaient. Cependant, il faut admettre que les secteurs des métiers de la construction sont depuis longtemps un repère d'idées réactionnaires et anti-peuple que l'action du 8 mai refléta dans sa forme la plus extrême. Comme l'écrivait un travailleur de la construction dans un journal de Saint Louis dans le centre des Etats-Unis: "Je travaille dans la construction depuis 30 ans. Je porte un casque dur (hard hat) et aussi j'ai la tête dure, je suis parmi les plus payés et le regarde de haut les autres travailleurs..." Nous ne sommes intéressés que par nos propres intérêts. Nous n'avons jamais aidé aucun autre syndicat en dehors de la construction. Nous avons nos agents d'affaires, nos secrétaires financiers et nos présidents, qui s'arrangent pour leur propres bénéfices... Je n'ai jamais travaillé dans un local où étaient membres des noirs..."

Ce portrait partiel et anecdotique nous fournit certains traits essentiels d'un phénomène politique et social extrêmement important à notre époque: la division au sein de la classe ouvrière entre une élite minoritaire de travailleurs qualifiés, et la grande majorité des travailleurs "ordinaires".

L'aristocratie ouvrière aux Etats-Unis est masculine et blanche. Mais l'immense majorité des travailleurs blancs en sont exclus. La caractéristique principale, telle que décrite dans la lettre, est de considérer les autres, qui ne sont pas du même métier, du même local, de la même race ou de la même ethnie, comme des "paysans".

En tant que couche distincte, l'aristocratie ouvrière a toujours existé et existe encore dans les pays capitalistes dans des circonstances variées. Il y a plus d'un siècle, Marx et Engels démontraient son existence et son rôle réactionnaire en Angleterre, et plus tard Lénine ataquait cette élite dans les grands pays impérialistes qui parasitent la classe ouvrière des pays capitalistes et des colonies.

Evidemment, ce ne sont pas tous les individus de cette couche qui sont ultra-réactionnaires. Mais ceux qui le sont sont influencés par les conditions matérielles de leur couche sociale. Ainsi, durant les années 1965-70, les travailleurs de la construction obtinrent des avantages incomparables à ceux de l'industrie. L'écart entre les travailleurs qualifiés de la construction et la masse des travailleurs de l'industrie doubla durant ces années, sans compter les différences dans les conditions de travail. Cet écart fut d'ailleurs sanctionné par l'Etat qui mit sur pied deux bureaux des salaires distincts, un bureau pour la masse des travailleurs, qui limita les augmentations en-deçà de 5,5%, un autre, pour l'industrie de la construction, qui permit des augmentations de 12%.

Cependant, ce ne sont pas tous les travailleurs de la construction qui appartiennent à cette fraction privilégiée. Les journaliers, qui constituent la partie la plus nombreuse, subissent des bas salaires et des conditions de travail pénibles. En plus, même dans les métiers spécialisés, il y a de grands écarts entre les qualifiés et les apprentis. Dans certains métiers, tel les charpentiers, les échelles de salaires sont beaucoup plus élevées à la ville qu'à la campagne. Ce ne sont pas non plus seulement les travailleurs de la construction qui appartiennent à l'aristocratie ouvrière. Dans l'automobile, l'acier, le caoutchouc, les produits

électriques, le transport, il y a une petite minorité aristocratique qui travaille dans la même usine que les autres, mais qui sont en fait dans un autre monde. Ce sont cependant les métiers qualifiés de la construction qui forment le noyau dur de l'aristocratie ouvrière. Dans certains métiers (les plombiers), les privilèges sont passés de père en fils. Les salaires élevés font en sorte que les syndicats sont riches. Leurs liens avec les gouvernements, les contracteurs, les banquiers et les spéculateurs sont connus. Le pouvoir des syndicats de métier de limiter l'entrée de nouveaux membres, -de façon à maintenir leur nombre limité et dispendieux-, est unique dans le monde syndical. Les qualifications et les examens exigés n'ont que peu à voir en fait avec la nécessité de maintenir un standard de production élevé. Ce n'est qu'un moyen pour exclure les noirs, les femmes, tous ceux qui n'ont pas les "connections" nécessaires. Si le gouvernement le voulait, il pourrait en quelques mois éliminer ces monopoles et égaliser les chances pour tous. Mais cette couche étroite et privilégiée des travailleurs leur est trop utile.

LA DICTATURE DES SYNDICALISTES DES METIERS

L'utilité de l'aristocratie ouvrière pour la bourgeoisie américaine dépasse de loin l'attaque contre des manifestants anti-guerre. A l'intérieur de l'AFL-CIO, ce sont ces syndicats qui possèdent la part du lion dans le contrôle de la centrale. Le Conseil national des métiers de la construction possède même un droit de veto pour toutes décisions de l'AFL-CIO. Ce conseil est dominé par les fractions les plus réactionnaires et les chauvines. Ce n'est pas un hasard si George Meany (du syndicat des plombiers) est président de l'AFL-CIO ou si Brennan des syndicats de la construction de New York a été choisi ministre du travail. Cette dictature des métiers de la construction sur l'AFL-CIO explique la lutte que leur mènent les autres grands bureaucrates du mouvement syndical, comme W. Reuther, ex-président des T.U.A. et Hoffa des Teamsters qui ne pouvaient pas parvenir à la tête de la centrale à cause du contrôle des hommes de main de la construction.

La minorité aristocratique des travailleurs, particulièrement dans la construction, forment ce que Lénine appelait "la direction bourgeoise de la classe ouvrière". Depuis le début du siècle, cette couche organisée domine le mouvement syndical et bloque la solidarité ouvrière en favorisant le chauvinisme et l'égoïsme, en déviant la lutte des classes dans la voie de la collaboration de classe et du réformisme. Ils ont combattu pour éliminer toutes les initiatives radicales ou révolutionnaires, spontanées ou conscientes. Au nom de la classe ouvrière américaine, ils ont organisé la subversion réactionnaire avec la CIA dans le mouvement syndical international. Leur influence idéologique a été immense. Utilisant les médias bourgeois, ils ont répandu le racisme et l'idée de la "collaboration patronale-ouvrière" beaucoup plus profondément que n'aurait pu le faire la bourgeoisie elle-même. Leur pouvoir n'est que temporaire cependant. Aujourd'hui, l'impérialisme américain est en danger dans le monde. Le résultat a été d'accroître l'écart entre l'aristocratie ouvrière et la masse des travailleurs. De plus en plus, dans tous les secteurs, les travailleurs de la base, spécialement les noirs, les femmes, les jeunes, rejettent la prétention de l'aristocratie ouvrière de les représenter et de les diriger en tant que classe.

Martin Nicolaus.
Guardian.
automne 1974



LENINE

Les révolutionnaires doivent-ils militer dans les syndicats réactionnaires

Avant-Propos

Le texte qui suit est extrait de *La maladie infantile du communisme*, rédigé par Lénine en 1920 pour combattre les tendances "gauchistes" qui surgirent au sein du mouvement communiste international, en particulier en Allemagne, après la première guerre mondiale. Cette tendance apparaissait en réaction à la politique collaborationniste et franchement chauvine des partis de la Deuxième Internationale, qui en appuyant leurs bourgeoisies nationales respectives dans la guerre inter-impérialiste, ont trahi les intérêts de la classe ouvrière dans ces pays ainsi que l'esprit de l'internationalisme prolétarien.

Les "gauchistes" de l'époque s'opposaient aux directions centralisées dans les partis révolutionnaires, à toute participation aux parlements bourgeois, et à toute forme de compromis ou alliance temporaire avec les partis non-révolutionnaires. Sur le terrain syndical, ils lancèrent le mot d'ordre aux ouvriers révolutionnaires d'abandonner les syndicats réactionnaires et réformistes et de construire des "syndicats ouvriers" à côté, sur la base d'une plateforme qui exigeait la reconnaissance de la lutte de classe, du système soviétique et de la dictature du prolétariat.

La réponse de Lénine aux gauchistes demeure la base de l'orientation stratégique des marxistes-léninistes face à la question de syndicats. Il faut distinguer entre les appareils bureaucratiques et la masse des ouvriers syndiqués; en se coupant des masses on les abandonne aux dirigeants opportunistes, et on perd la possibilité de travailler à la transformation de leur niveau de conscience. Par ailleurs, ni la prise de pouvoir ni le maintien de la dictature du prolétariat ne sont possible tant que les opportunistes conservent la direction des syndicats et que ceux-ci demeurent des instruments de la pénétration de l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière.

Cependant, cette analyse stratégique ne nous donne pas de réponse à plusieurs questions tactiques qui se posent à l'heure actuelle aux militants m-l dans les milieux de travail. Notamment, elle présente le danger d'une interprétation mécanique quant à la question de la présence des militants au sein des exécutifs syndicaux. A cause de leur combativité, des méthodes de travail rigoureuses et de leur capacité relative d'articuler les intérêts des travailleurs, les militants se trouvent souvent, assez rapidement, sollicités pour des postes à l'exécutif syndical. Doivent-ils prendre ces postes? Mais il n'y a pas de réponse automatique à ces questions. Les réponses justes ne peuvent ressortir que de l'analyse des conditions concrètes de nos milieux précis à la lumière de la théorie m-l et de nos tâches actuelles d'élever le niveau de conscience de la masse des travailleurs, de former des ouvriers m-l et de faire avancer l'unité de toutes les forces authentiquement marxistes-léninistes.

LES REVOLUTIONNAIRES DOIVENT-ILS MILITER
DANS LES SYNDICATS REACTIONNAIRES?

Les «gauches» allemands croient pouvoir répondre sans hésiter à cette question par la négative. Selon eux, les déclamations et les apostrophes courroucées à l'adresse des syndicats «réactionnaires» et «contre-révolutionnaires» suffisent (K. Horner l'affirme avec une «gravité» très particulière et très sottée) à «démontrer» l'inutilité et même l'inadmissibilité pour les révolutionnaires, les communistes, de militer dans les syndicats jaunes, contre-révolutionnaires, les syndicats des social-chauvins, des conciliateurs, des Legien.

Mais, si convaincus que soient les «gauches» allemands du caractère révolutionnaire de cette tactique, elle est en réalité foncièrement erronée et ne renferme rien d'autre que des phrases creuses.

Pour bien le montrer, je partirai de notre expérience, conformément au plan général du présent article qui a pour but d'appliquer à l'Europe occidentale ce qu'il y a de généralement applicable, de généralement significatif, de généralement obligatoire dans l'histoire et dans la tactique actuelle du bolchévisme.

Le rapport entre les chefs, le parti, la classe, les masses et, d'autre part, l'attitude de la dictature du prolétariat et de son parti envers les syndicats, se présentent aujourd'hui chez nous, concrètement, de la manière suivante. La dictature est exercée par le prolétariat organisé dans les Soviets et dirigé par le Parti communiste bolchévik qui, selon les données de son dernier congrès (avril 1920), groupe 611 000 membres. Ses effectifs ont subi de sensibles variations avant et après la Révolution d'Octobre; ils étaient beaucoup moins importants autrefois, même en 1918 et en 1919¹¹. Nous craignons une extension démesurée du parti, car les arrivistes et les gredins — qui ne méritent que le poteau d'exécution — cherchent forcément à se glisser dans les rangs du parti gouvernemental. La dernière fois que nous ouvrimmes toutes grandes les portes du parti — rien qu'aux ouvriers et aux paysans — c'était aux jours (hiver 1919) où Ioudénitch se trouvait à quelques verstes de Pétrograd et Dénikine à Orel (350 kilomètres environ de Moscou); c'est-à-dire dans un moment où un danger terrible, un danger de mort menaçait la République des Soviets, et où les aventuriers, les arrivistes, les gredins et, d'une façon générale, les éléments instables ne pouvaient pas le moins du monde compter sur une carrière avantageuse (mais plutôt s'attendre à la potence et aux tortures) en se joignant aux communistes. Un Comité central de 19 membres, élu au congrès, dirige le parti qui réunit des congrès annuels (au dernier congrès, la représentation était de 1 délégué par 1 000 membres); le travail courant est confié, à Moscou, à des collègues encore plus restreints appelés «Orgbureau» (Bureau d'organisation) et «Politbureau» (Bureau politique), qui sont élus en assemblée plénière du Comité central, à raison de 5 membres pris dans son sein pour chaque bureau. Il en résulte donc la plus authentique «oligarchie». Et dans notre République il n'est pas une question politique ou d'organisation de quelque importance qui soit tranchée par une institution de l'Etat sans que le Comité central du Parti ait donné ses directives.

Dans son travail, le parti s'appuie directement sur les syndicats qui comptent aujourd'hui, d'après les données du dernier congrès (avril 1920), plus de quatre millions de membres et, formellement, sont *sans-parti*. En fait, toutes les institutions dirigeantes de l'immense majorité des syn-

dicats et, au premier chef, naturellement, le Centre ou le Bureau des syndicats de Russie (Conseil central des syndicats de Russie) sont composés de communistes et appliquent toutes les directives du parti. On obtient en somme un appareil prolétarien qui, formellement, n'est pas communiste, qui est souple et relativement vaste, très puissant, un appareil au moyen duquel le parti est étroitement lié à la classe et à la masse, et au moyen duquel la dictature de la classe se réalise sous la direction du parti. Sans la plus étroite liaison avec les syndicats, sans leur appui énergique, sans leur travail tout d'abnégation non seulement dans la construction économique, mais aussi dans l'organisation militaire, il est évident que nous n'aurions pas pu gouverner le pays et réaliser la dictature, je ne dis pas pendant deux ans et demi, mais même pendant deux mois et demi. On conçoit que, pratiquement, cette liaison très étroite implique un travail de propagande et d'agitation très complexe et très varié, d'opportunités et fréquentes conférences non seulement avec les dirigeants, mais, d'une façon générale, avec les militants influents des syndicats; une lutte résolue contre les menchéviks qui, jusqu'à ce jour, comptent un certain nombre — bien petit, il est vrai — de partisans qu'ils initient à toutes les roueries de la contre-révolution, depuis la défense idéologique de la démocratie (bourgeoise), depuis le prône de l'«indépendance» des syndicats (indépendance vis-à-vis du pouvoir d'Etat prolétarien!) jusqu'au sabotage de la discipline prolétarienne, etc., etc.

Nous reconnaissons que la liaison avec les «masses» par les syndicats, est insuffisante. La pratique a créé chez nous, au cours de la révolution, une institution que nous nous efforçons par tous les moyens de maintenir, de développer, d'élargir: ce sont les conférences d'ouvriers et de paysans *sans-parti*, qui nous permettent d'observer l'état d'esprit des masses, de nous rapprocher d'elles, de pourvoir à leurs besoins, d'appeler les meilleurs de leurs éléments aux postes d'Etat, etc. Un récent décret sur la réorganisation du Commissariat du peuple pour le contrôle d'Etat en «Inspection ouvrière et paysanne», donne à ces conférences de *sans-parti* le droit d'élire des membres des services du contrôle d'Etat, qui procéderont à diverses révisions, etc.

Ensuite, il va de soi que tout le travail du parti se fait par les Soviets qui groupent les masses laborieuses sans distinction de profession. Les congrès des Soviets de district représentent une institution démocratique comme n'en ont encore jamais vu les meilleures parmi les républiques démocratiques du monde bourgeois; c'est par l'intermédiaire de ces congrès (dont le parti s'efforce de suivre les travaux avec une attention soutenue), de même qu'en déléguant constamment des ouvriers conscients à la campagne, aux fonctions les plus diverses, — que le prolétariat remplit son rôle dirigeant à l'égard de la paysannerie; que se réalise la dictature du prolétariat des villes, la lutte systématique contre les paysans riches, bourgeois, exploités, spéculateurs, etc.

Tel est le mécanisme général du pouvoir d'Etat prolétarien considéré «d'en haut», du point de vue de l'application pratique de la dictature. Le lecteur comprendra, on peut l'espérer, pourquoi au bolchévik russe qui connaît ce mécanisme, qui l'a vu naître des petits cercles illégaux, clandestins, et se développer pendant vingt-cinq ans, toutes ces discussions sur la dictature «d'en haut» ou «d'en bas», des chefs ou de la masse, etc., ne peuvent manquer de

paraître enfantines et ridicules, comme le serait une discussion sur la question de savoir ce qui est le plus utile à l'homme, sa jambe gauche ou son bras droit.

Non moins enfantines et ridicules doivent nous paraître les graves dissertations tout à fait savantes et terriblement révolutionnaires des «gauches» allemands qui prétendent que les communistes ne peuvent ni ne doivent militer dans les syndicats réactionnaires, qu'il est permis de refuser ce travail, qu'il faut sortir des syndicats et organiser, sans faute, une «union ouvrière» toute neuve, toute propre, inventée par des communistes bien gentils (et, pour la plupart, sans doute, bien jeunes), etc., etc.

Le capitalisme laisse nécessairement en héritage au socialisme, d'une part, les vieilles distinctions professionnelles et corporatives, qui se sont établies durant des siècles entre les ouvriers, et, d'autre part, des syndicats qui ne peuvent se développer et ne se développeront que très lentement, pendant des années et des années, en des syndicats d'industrie plus larges, moins corporatifs (s'étendant à des industries entières, et non pas simplement à des corporations, des corps de métiers et des professions). Par l'intermédiaire de ces syndicats d'industrie, on supprimera plus tard la division du travail entre les hommes; on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes *universellement développés, universellement préparés, et sachant tout faire*. C'est là que va, doit aller et arrivera le communisme, mais seulement au bout de longues années. Tenter aujourd'hui d'anticiper pratiquement sur ce résultat futur du communisme pleinement développé, solidement constitué, à l'apogée de sa maturité, c'est vouloir enseigner les hautes mathématiques à un enfant de quatre ans.

Nous pouvons (et devons) commencer à construire le socialisme, non pas avec du matériel humain imaginaire ou que nous aurions spécialement formé à cet effet, mais avec ce que nous a légué le capitalisme. Cela est très «difficile», certes, mais toute autre façon d'aborder le problème est si peu sérieuse qu'elle ne vaut même pas qu'on en parle.

Les syndicats ont marqué un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme; ils ont marqué le passage de l'état de dispersion et d'impuissance où se trouvaient les ouvriers, aux premières ébauches du groupement de classe. Lorsque commença à se développer la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat (qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les chefs, la classe et les masses en un tout homogène, indissoluble), les syndicats révélèrent inévitablement certains traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain esprit de routine, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat est, pour le prolétariat considéré comme classe, un immense pas en avant. Aussi le parti doit-il, plus encore que dans le passé, à la manière nouvelle et pas seulement à l'ancienne, éduquer les syndicats, les diriger, sans oublier toutefois qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable «école du communisme» et l'école préparatoire des prolétaires pour l'application de leur dictature, le groupement nécessaire des ouvriers afin que la gestion de toute l'économie du pays passe graduellement d'abord aux mains de la classe ouvrière (et non à telles ou telles professions), et puis à l'ensemble des travailleurs.

Un certain «esprit réactionnaire» des syndicats, en ce sens, est inévitable sous la dictature du prolétariat. Ne pas le comprendre, c'est faire preuve d'une totale incompréhension des conditions essentielles de la transition du capitalisme au socialisme. Redouter cet «esprit réactionnaire», essayer de l'éviter, de passer outre, c'est commettre une grave erreur, car c'est craindre d'assumer ce rôle de l'avant-garde du prolétariat qui consiste à instruire, éclairer, éduquer, appeler à une vie nouvelle les couches et les masses les plus retardataires de la classe ouvrière et de la paysannerie. D'autre part, remettre la mise en œuvre de la dictature du prolétariat jusqu'au moment où il ne resterait plus un seul ouvrier atteint d'étroitesse professionnelle, plus un ouvrier imbu des préjugés corporatifs et trade-unionistes, serait une erreur encore plus grave. L'art du politique (et la juste compréhension de ses devoirs par un communiste) est d'apprécier correctement les conditions et le moment où l'avant-garde du prolétariat sera à même de s'emparer du pouvoir, de bénéficier, pendant et après, d'un appui suffisant de couches suffisamment larges de la classe ouvrière et des masses laborieuses non prolétariennes, où elle saura dès lors soutenir, renforcer, élargir sa domination, en éduquant, en instruisant, en attirant à elle des masses toujours plus grandes de travailleurs.

Poursuivons. Dans les pays plus avancés que la Russie, un certain esprit réactionnaire des syndicats s'est manifesté et devait se manifester incontestablement, avec beaucoup plus de force que chez nous. En Russie les menchéviks avaient (et ont encore en partie, dans un très petit nombre de syndicats) un appui dans les syndicats, précisément grâce à cette étroitesse corporative, à cet égoïsme professionnel et à l'opportunisme. Les menchéviks d'Occident se sont bien plus solidement «incrûtés» dans les syndicats, et une «aristocratie ouvrière» corporative, étroite, égoïste, sans entrailles, cupide, philistine, d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme, y est apparue bien plus puissante que chez nous. Cela est indiscutable. La lutte contre les Gompers, contre MM. Jouhaux, Henderson, Merrheim, Legien et C^{ie} en Europe occidentale, est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos menchéviks qui représentent un type politique et social parfaitement analogue. Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré; dans les différents pays et dans des conditions diverses, ce «certain degré» n'est pas le même, et seuls des dirigeants politiques du prolétariat, réfléchis, expérimentés et compétents, peuvent le déterminer exactement dans chaque pays. (En Russie, la mesure du succès dans cette lutte nous fut donnée notamment par les élections à l'Assemblée constituante, en novembre 1917, quelques jours après la révolution prolétarienne du 25 octobre 1917. Lors de ces élections, les menchéviks furent battus à plate couture, n'ayant recueilli que 700 000 suffrages — 1 400 000 voix en ajoutant celles de la Transcaucasie — contre 9 000 000 de voix aux bolchéviks. Voir à ce sujet mon article «Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat»¹² dans le n° 7-8 de l'Internationale Communiste.)

Mais nous luttons contre l'«aristocratie ouvrière» au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous; nous combattons les leaders opportunistes et social-chauvins pour gagner à nous la classe ouvrière. Il serait absurde de méconnaître cette vérité élémentaire et évidente entre toutes. Or, c'est précisément la faute que commettent les communistes allemands «de gauche» qui, de l'esprit réactionnaire et contre-révolutionnaire des milieux dirigeants syndicaux, concluent à . . . la sortie des communistes des syndicats! au refus d'y travailler! et voudraient créer de nouvelles formes d'organisation ouvrière qu'ils inventent! Bêtise impardonnable qui équivaut à un immense service rendu par les communistes à la bourgeoisie. Car nos menchéviks, de même que tous les leaders opportunistes, social-chauvins et kautskistes des syndicats, ne sont pas autre chose que des «agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier» (ce que nous avons toujours dit des menchéviks) ou «les commis ouvriers de la classe capitaliste» (labour lieutenants of the capitalist class), selon la belle expression, profondément juste, des disciples américains de Daniel De Leon. Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des «ouvriers embourgeoisés» (cf. à ce sujet la lettre d'Engels à Marx sur les ouvriers anglais, 1858)¹³.

La «théorie» saugrenue de la non-participation des communistes dans les syndicats réactionnaires montre, de toute évidence, avec quelle légèreté ces communistes «de gauche» envisagent la question de l'influence sur les «masses», et quel abus ils font dans leurs clameurs du mot «masse». Pour savoir aider la «masse» et gagner sa sympathie, son adhésion et son appui, il ne faut pas craindre les difficultés, les chicanes, les pièges, les outrages, les persécutions de la part des «chefs» (qui, opportunistes et social-chauvins, sont dans la plupart des cas liés — directement ou indirectement — à la bourgeoisie et à la police) et travailler absolument là où est la masse. Il faut savoir consentir tous les sacrifices, surmonter les plus grands obstacles, afin de faire un travail de propagande et d'agitation méthodique, persévérant, opiniâtre et patient justement dans les institutions, sociétés, organisations — même tout ce qu'il y a de plus réactionnaires — partout où il y a des masses prolétariennes ou semi-prolétariennes. Or les syndicats et les coopératives ouvrières (celles-ci dans certains cas, tout au moins) sont justement des organisations où se trouve la masse. En Angleterre, d'après les informations d'un journal suédois, le *Folkets Dagblad Politiken* (du 10 mars 1920), les effectifs des trade-unions ont passé, de fin 1917 à fin 1918, de 5 500 000 à 6 600 000 membres, accusant ainsi une augmentation de 19%. A la fin de 1919, on en comptait jusqu'à 7 500 000. Je n'ai pas sous la main les chiffres correspondants pour la France et l'Allemagne, mais il est des faits absolument indiscutables et connus de tous, qui attestent un accroissement sensible du nombre des syndiqués dans ces pays également.

Ces faits attestent de toute évidence ce que des milliers d'autres symptômes confirment: la conscience accrue et la tendance toujours plus grande à l'organisation qui se manifestent justement dans les masses prolétariennes, dans les «couches inférieures», retardataires. Des millions d'ouvriers en Angleterre, en France, en Allemagne passent pour la première fois de l'inorganisation totale à la forme d'organi-

sation élémentaire, inférieure, la plus simple et la plus accessible (pour ceux qui sont encore profondément imbus des préjugés démocratiques bourgeois), à savoir: aux syndicats. Et les communistes de gauche, révolutionnaires, mais peu raisonnables, sont là à crier: «la masse», «la masse!» et refusent de militer au sein des syndicats!! en prétextant leur «esprit réactionnaire»!! Et ils inventent une «Union ouvrière» toute neuve, proprette, innocente des préjugés démocratiques bourgeois, des péchés corporatifs et étroitement professionnels, — cette Union qui, à ce qu'ils prétendent, sera (qui sera!) large, et pour l'adhésion à laquelle il faut simplement (simplement!) «reconnaître le système des Soviets et la dictature» (voir plus haut la citation)!!

On ne saurait concevoir plus grande déraison, plus grand tort fait à la révolution par des révolutionnaires «de gauche»! Mais, si en Russie, après deux années et demie de victoires sans précédent sur la bourgeoisie de la Russie et de l'Entente, nous posions, aujourd'hui, comme condition d'admission aux syndicats, la «reconnaissance de la dictature», nous commettrions une sottise, nous porterions préjudice à notre influence sur les masses, nous ferions le jeu des menchéviks. Car toute la tâche des communistes est de savoir convaincre les retardataires, de savoir travailler parmi eux et non de se séparer d'eux par des mots d'ordre «de gauche» d'une puérile invention.

Il est hors de doute que MM. Gompers, Henderson, Jouhaux et Legien sont très reconnaissants à ces révolutionnaires «de gauche» qui, comme ceux de l'opposition «de principe» allemande (Dieu nous préserve de semblables «principes») ou comme certains révolutionnaires américains des «Ouvriers industriels du monde¹⁴» prêchent l'abandon des syndicats réactionnaires et se refusent à y travailler. N'en doutons pas, messieurs les «leaders» de l'opportunisme useront de toutes les roueries de la diplomatie bourgeoise, ils en appelleront au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en éliminer par tous les moyens, leur rendre le travail dans les syndicats désagréable au possible, pour les outrager, les traquer, les persécuter. Il faut savoir résister à tout cela, consentir tous les sacrifices, user même — en cas de nécessité — de tous les stratagèmes, de toutes les astuces, recourir aux expédients, taire, celer la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y mener coûte que coûte l'action communiste. Sous le tsarisme, jusqu'en 1905, nous n'eûmes aucune «possibilité légale»; mais quand le policier Zoubatov organisait ses réunions ultra-réactionnaires d'ouvriers et ses associations ouvrières pour repérer et combattre les révolutionnaires, nous envoyions à ces réunions et dans ces associations des membres de notre parti (dans leur nombre, je me souviens personnellement de l'ouvrier pétersbourgeois Babouchkine, militant remarquable, fusillé en 1906 par les généraux du tsar), qui établissent la liaison avec la masse, s'ingéniaient à faire leur travail de propagande et arrachaient les ouvriers à l'influence des hommes de Zoubatov*. Certes,

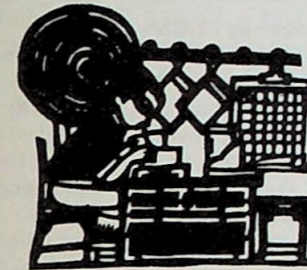
* Les Gompers, les Henderson, les Jouhaux, les Legien ne sont que des Zoubatov dont ils se distinguent par l'habit, le vernis européen, les procédés civilisés, raffinés, démocratiquement pommadés, dont ils usent pour pratiquer leur infâme politique.

il est plus difficile d'en faire autant dans les pays d'Europe occidentale, particulièrement imbus de préjugés legalistes, constitutionnels, démocratiques bourgeois, particulièrement enracinés. Cependant on peut et on doit le faire, et le faire systématiquement.

Le Comité exécutif de la III^e Internationale doit, à mon avis personnel, condamner ouvertement et engager le prochain congrès de l'Internationale Communiste à condamner d'une façon générale la politique de non-participation aux syndicats réactionnaires (en expliquant minutieusement ce qu'une telle non-participation a de déraisonnable et d'in-

finiment préjudiciable à la cause de la révolution prolétarienne), et, notamment, la ligne de conduite de certains membres du Parti communiste hollandais, qui — directement ou indirectement, ouvertement ou non, totalement ou en partie, peu importe — ont soutenu cette politique fautive. La III^e Internationale doit briser avec la tactique de la II^e, et ne pas éluder les questions angoissantes, ne pas les estomper, mais au contraire les poser de front. Nous avons dit, bien en face, toute la vérité aux «indépendants» (au Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne); il faut la dire de même aux communistes «de gauche».

la chine maintenant



Un bulletin trimestriel publié par les Amitiés Québec-Chine.
Ecrire à 3490 Dorion. Montréal.

Les Amitiés Québec-Chine ont aussi publié les brochures suivantes:

- Les communes populaires
- Dans les usines chinoises
- Logement et vie quotidienne en Chine
- La révolution dans l'enseignement en Chine

pour en savoir plus sur october league

● THE CALL, journal d'information et d'analyse. Mensuel. \$0.25

● STATEMENT OF POLITICAL UNITY OF THE OCTOBER LEAGUE (MARXISTE-LENINISTE). Déclaration de principes d'October League. \$0.25

● BUILDING A NEW COMMUNIST PARTY IN THE U.S. L'analyse de l'objectif stratégique de la construction du parti et les tâches qui en découlent pour le mouvement révolutionnaire américain. \$0.25

● LENIN ON THE PARTY. Pamphlet de l'Internationale Communiste sur les thèses de Lénine sur le parti communiste de type nouveau. Edité et introduit par l'October League. \$0.50

Ces publications sont disponibles à Montréal, à la
Librairie Progressiste ou en écrivant à:

The Call,
P.O. Box 2278,
Bell Gardens, Ca. 90201,
U.S.A.

Chronique BIBLIOGRAPHIQUE

Nous avons décidé dorénavant d'écrire une chronique bibliographique, dans le double objectif de permettre aux lecteurs de compléter leurs connaissances sur les sujets traités dans la revue et aussi pour soutenir financièrement la revue. Ainsi, plutôt que d'acheter vos livres à gauche et à droite, vous pouvez faire d'une pierre deux coups et contribuer à développer **Mobilisation**.

Quelques titres sur l'histoire ouvrière au Canada....

- **The trade union movement in Canada** par C. Lipton
L'histoire la plus complète et la plus élaborée du mouvement ouvrier canadien de 1760 à 1960. Seul document du genre sur l'histoire ouvrière au Canada et au Québec.....\$3.95
- **Dans le sommeil de nos os** par E. Dumas
Quelques luttes ouvrières au Québec des années '30 et '40, à Montréal, en Abitibi, dans le Saguenay.....\$3.75
- **Sweat and struggles** de J. Scott
Ce livre rassemble quelques luttes épiques des travailleurs canadiens jusqu'à 1900, l'attitude des travailleurs face à la lutte patriotique de 1873, la grève du Canal Lachine, etc.....\$2.95
- **On Strike**, Abella et autres auteurs.
Anthologie de textes sur l'histoire de certaines grèves importantes au Canada et au Québec. Bien documenté et instructif.....\$4.95

Classiques Marxistes

- **Que faire?**
L'oeuvre classique de Lénine sur le rôle de l'avant garde socialiste et la lutte pour la prise de pouvoir.....\$1.25
- **Lénine sur les syndicats**
Anthologie de Lénine incluant des textes et des extraits de textes sur les syndicats et la lutte économique.....\$3.60
- **Lénine et l'organisation**
Anthologie sur le parti rassemblée par l'International Communiste et destinée à la formation des militants.....\$1.50
en réimpression, disponible dans 4 mois
- **Oeuvres Choisis de Lénine**
Les trois tomes des oeuvres choisies de

essentiels du dirigeant bolchévique; Que Faire?, L'Impérialisme, L'Etat et la révolution, Le Gauchisme, etc... Plus de 800 pages de textes intégraux dans chaque tome.

- La série complète.....\$12.00
chaque tome séparé.....\$4.50
- **Histoire du Parti bolchévique de l'URSS**
Ce livre, écrit en 1938 constitue selon Mao Tsétoung "la meilleure synthèse et le meilleur bilan du mouvement communiste mondial des cent dernières années, c'est le modèle de l'union de la théorie et de la pratique".....\$4.00
en réimpression, disponible dans 4 mois
- **Luttes de classes en URSS(1917-1923)**
Ce livre de C. Bettelheim tente de retravailler l'histoire de la révolution russe en faisant ressortir la lutte de classe interne et externe que devait affronter le Parti et la classe ouvrière. Il retrace aussi les principales interventions de Lénine dans le contexte et permet de mieux saisir le sens véritable des écrits classiques des dirigeants révolutionnaires de l'époque.....\$10.80
- **L'Internationale Communiste et les syndicats**
Recueil de textes des quatre premiers congrès de l'Internationale concernant les syndicats, la lutte économique et politique, le rôle et les tâches des communistes.....\$0.50
- **Lénine à propos des grèves**
Petite brochure de Lénine où il explique comment les grèves et la lutte économique constituent l'"école de la guerre".....\$0.10
- **Marx et Engels sur les syndicats**
Anthologie des deux fondateurs du socialisme scientifique sur les syndicats et la lutte économique. Malgré le caractère incorrect de la présentation politique de ces deux livres, l'anthologie demeure enrichissante en nous donnant des textes inédits sur la question.
Chaque tome.....\$2.00
- **Oeuvres choisies de Marx et Engels**
Conçue dans le même sens que les Oeuvres choisies de Lénine, cette anthologie en trois tomes contient aussi les oeuvres essentielles de Marx et Engels
La série.....\$12.00
Chaque tome.....\$4.50
- **Cinq essais philosophiques de Mao Tsétoung**

Cinq textes d'une valeur éducative et politique que tous connaissent et se doivent d'étudier. Contient: De la pratique, De la contradiction, De la juste solution des contradictions au sein du peuple, D'où viennent les idées justes et Intervention à la conférence nationale du parti sur le travail de propagande.....\$0.75

- **Oeuvres choisies de Mao Tsétoung**
4 tomes qui regroupent les principaux textes de Mao de 1927 à 1949. Contiennent tous les classiques, les textes essentiels. Guide théorique, mais aussi guide pour comprendre l'histoire de la révolution chinoise durant ses différentes périodes. Disponible sous forme reliée ou brochée
La série reliée.....\$9.00
Chaque tome relié.....\$2.50
La série brochée.....\$8.00
Chaque tome broché.....\$2.00

Sur l'Albanie

- **Histoire du Parti du travail d'Albanie**
Texte d'histoire et de formation politique. Plus de 600 pages d'analyse de la révolution albanaise.....\$2.50
disponible dans un mois
- **Face au révisionisme** de E. Hodja
Le dirigeant albanais a écrit plusieurs textes d'une grande importance politique dans la lutte contre le révisionisme mondial et soviétique, qui sont rassemblés en partie dans cette édition présentée par le communiste français G. Mury.....\$4.20
- **Les communistes albanais contre le révisionisme**
De Tito à Krouchtchev, 1942-1961. Textes et documents choisis et présentés par Patrick Kessel.....\$3.50

Pour vos commandes: calculez le montant en ajoutant 10% pour les frais d'envoi. Faites vos chèques et mandats au nom de **Mobilisation**. Des délais d'environ deux semaines sont prévus pour la livraison. Ecrivez-nous pour toutes autres publications ou renseignements.

numéros

disponibles

- Vol.2, no.3: Les fonds de pension, 4ième congrès du PQ.....\$0.25
- Vol.2, no.4: La lutte à l'UQUAM, les luttes de libération en Afrique, le travail idéologique.....\$0.25
- Vol.2, no.5: Numéro spécial sur la propagande.....\$0.25
- Vol.3, no.2: Lutte des femmes dans une usine, Bilan d'un noyau de militants ouvriers socialistes, Firestone, Chili.....\$0.25
- Vol.3, no.3: Canadian Steel Foundries, la question nationale au Québec, Parti Communiste Chinois, Chili (suite).....\$0.25
- Vol.3, no.5: Enquête dans une entreprise de transport, l'enquête économique, entrevue avec le CIP, le mouvement révolutionnaire en Espagne, le mouvement ouvrier américain (suite), le parti, avant-garde du prolétariat.....\$0.50
- Vol.3, no.6: Le premier mai, bilan du Cap service social, enquête avec des militants de l'ADDS, Vietnam, Lotta Continua.....\$0.50
- Vol.3, no.7: Les mineurs de Thetford, Asbestos 1949, les mines au Québec, la grève générale de Winnipeg, Apropos de la ligne de masse.....\$0.50
- Vol.3, no.8: Bilan de Rémi Carrier, Sur le travail de formation, entrevue avec le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières, textes sur la Chine.....\$0.50
- Vol.3, no.9: Bilan du Cap St-Michel, lutte de syndicalisation, entrevue avec des militants du MPAL (Angola).....\$0.50
- Vol.4, no.1: Social démocratie et réformisme, le RCM à Montréal, Le NPD en Colombie Britannique, le programme commun en France, les nouvelles formes d'organisation du travail.....\$0.50
- Vol.4, no.2: Histoire du mouvement étudiant au Québec, plateforme pour un travail politique de masse en milieu étudiant, les professeurs de Cegep à Montréal.....\$0.50
- Vol.4, no.3: Les journaux d'entreprise et de quartier, le travail idéologique à l'étape actuelle, évaluation de **Mobilisation**, critique et autocritique à propos de l'analyse de la conjoncture mondiale, un journal révolutionnaire aux Etats-Unis, Lénine et l'iskra.....\$0.50
- Vol.4, no.4: Histoire du Parti Communiste au Canada, Les facteurs objectifs et subjectifs dans la révolution, Lénine et l'organisation.....\$0.50

prochains numéros

Luttes et organisations des travailleurs immigrés

• • •

Stratégies patronales syndicales et ouvrières face aux négociations du secteur public en 1975.

• • •

La question des femmes

• • •

La situation actuelle au Vietnam

• • •

formule d'abonnement

- \$5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros
- \$..... pour abonnements collectifs à 10 numéros (\$5.00 chacun, frais de poste inclus)
- \$..... pour les numéros précédents suivants.....
- \$0.50 pour les DOSSIERS suivants.....
- \$10.00 pour abonnements de soutien
- \$10.00 pour abonnements pour l'étranger par avion

abonnements à partir du numéro.....

Faire parvenir votre paiement à:

MOBILISATION
1867 Amherst, Montréal,
tel.: 522-1373

Nom.....
Adresse.....



SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ESPAGNOL

**LE COMITE D'AMITE HISPANO QUEBECOIS
C.P. 1491, STATION A
MONTREAL**